


*Mission Permanente de Tunisie
à Genève*



البعثة الدائمة للجمهورية التونسية
بجنيف

N° / № - - 2 0 7

La Mission Permanente de Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisation Internationales en Suisse présente ses compliments au Service des procédures spéciales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, et se référant à Sa correspondance du 17 août 2023 relative à la Communication conjointe AL TUN 5/2023 portant sur le cadre de partenariat stratégique et global entre le Gouvernement de la Tunisie et l'Union européenne, a l'honneur de Lui faire parvenir, ci-joint, la réponse de l'Etat tunisien à cette communication.

La Mission Permanente de Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisation Internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Service des procédures spéciales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, l'assurance de sa très haute considération. 



Genève, le 24 juillet 2024

Service des procédures spéciales

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme

Palais des Nations, CH-1211, Genève 10 Suisse

ohchr-registry@un.org

Mission permanente de la République tunisienne à Genève

République tunisienne

Présidence du Gouvernement

Commission nationale de coordination, d'élaboration et de présentation des rapports et de suivi des recommandations dans le domaine des droits de l'homme

Secrétariat permanent

Réponse de l'État tunisien à la communication conjointe émanant de 10 mécanismes du Conseil des droits de l'homme de l'ONU au sujet du cadre de partenariat stratégique et global entre l'Union européenne et la Tunisie

AI TUN 5/2023

Cadre général

L'État tunisien a reçu la communication conjointe n° AI TUN 5/2023 du 17 août 2023 émanant de 10 mécanismes du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, Groupe de travail sur la détention arbitraire, Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays, Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences et Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles) au sujet du cadre de partenariat stratégique et global entre l'Union européenne et la Tunisie.

La communication conjointe contient des allégations d'atteintes aux droits humains de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile d'Afrique subsaharienne, qui témoignent des violations du principe de non-refoulement et des droits humains des migrants, y compris s'agissant d'enfants, auxquelles pourrait donner lieu la mise en œuvre des dispositions de l'accord de partenariat.

L'État tunisien réaffirme son approche basée sur le respect des droits de l'homme et des valeurs de tolérance, son ouverture constante sur son environnement régional, africain et international, ainsi que sa détermination à protéger tous ceux qui résident sur son territoire dans le cadre de l'état de droit et des institutions. Il rappelle sa position constante au sujet de la lutte contre la migration irrégulière, qui s'inscrit dans une approche internationale globale visant à garantir une vie décente à tous les peuples du continent et à fournir tous les moyens permettant aux pays, notamment ceux d'Afrique, de préserver leurs capacités humaines. L'État tunisien lutte contre toutes les formes de traite des êtres humains et d'exploitation des migrants et s'efforce de traiter le phénomène de la migration irrégulière comme un problème social, économique et humanitaire dans le cadre de l'application de la loi et selon les exigences de la souveraineté nationale.

Le présent rapport comporte les réponses de l'État tunisien aux demandes faites par les auteurs de la communication susmentionnée, y compris des éléments de réponse à un certain nombre d'allégations figurant dans la communication conjointe et à divers points qui y sont soulevés, ainsi qu'un exposé des principaux programmes et mesures relatifs aux droits humains des migrants que les pouvoirs publics et leurs partenaires de la société civile ont déployés.

I. Informations et observations complémentaires concernant les allégations mentionnées dans la communication

Dans leur communication conjointe, les 10 mécanismes du Conseil des droits de l'homme ne précisent pas la source des allégations sur lesquelles ils se fondent. En outre, ils établissent un lien entre, d'une part, les allégations et les violations mentionnées et, d'autre part, la signature du Mémoire d'entente et la publication, sur la page Facebook officielle de la Présidence de la République, du communiqué du 21 février 2023 relatif à la réunion du Conseil de sécurité nationale consacrée aux mesures urgentes à prendre dans le but de faire face à l'afflux massif en Tunisie d'un grand nombre de migrants en situation irrégulière en provenance d'Afrique subsaharienne. La Tunisie ne trouve pas de justification à l'établissement d'un lien entre ces deux questions.

Concernant les allégations de violation, par les autorités tunisiennes, des droits des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile d'Afrique subsaharienne

Le statut des personnes arrivant de pays d'Afrique subsaharienne est régi par le cadre juridique national applicable à tous les étrangers, à savoir la loi n° 68-7 du 8 mars 1968 relative à la condition des étrangers en Tunisie, dont l'article 2 dispose ce qui suit : « Les étrangers sont, en ce qui concerne leur entrée en Tunisie, leur séjour et leur sortie, soumis aux dispositions de la présente loi et aux textes qui seront pris pour son application, sous réserve des conventions internationales y dérogeant », ainsi que le décret n° 68-198 du 22 juin 1968 réglementant l'entrée et le séjour des étrangers en Tunisie.

Compte tenu de la menace que fait peser la migration irrégulière sur la sécurité et la stabilité du pays en raison de son interconnexion avec les activités terroristes, la criminalité organisée et la traite des personnes, tous les États, y compris la Tunisie, prennent les mesures nécessaires destinées à en limiter les conséquences, de manière à garantir le respect de la souveraineté nationale et la sécurité du territoire national, ainsi qu'à lutter contre les activités des organisations terroristes et criminelles transnationales, conformément aux normes internationales pertinentes.

Dans ce contexte, toutes les structures concernées veillent à ce que les migrants soient traités conformément à la loi et dans le respect des droits de l'homme. Les opérations de rapatriement librement consenti sont organisées dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'aide au retour volontaire, en coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Aucun cas de violence ou d'agression n'a été observé à cet égard et les migrants sont traités conformément aux principes généraux des droits de l'homme. Il convient de noter qu'en ce qui concerne le signalement de la disparition de certaines personnes dont le sort et l'endroit où elles se trouvent sont encore inconnus, les services concernés soumettent à une analyse génétique tous les échantillons de corps rejetés par la mer au cours des opérations de migration clandestine, qu'il s'agisse de Tunisiens ou d'étrangers et malgré le coût élevé de ces investigations, tout en procédant aux comparaisons nécessaires avec tous les membres présumés des familles qui se présentent dans le cadre des procédures d'identification. Des réponses adéquates sont fournies aux familles le cas échéant. La collaboration avec la Croix-Rouge s'effectue dans le cadre d'une prise en charge humanitaire des migrants. De plus, toutes les empreintes digitales et génétiques des personnes portées disparues sont comparées immédiatement avec celles transmises par les ambassades et consulats étrangers présents en Tunisie et le Ministère des affaires étrangères, de la migration et des tunisiens à l'étranger se charge de fournir sans délai les résultats obtenus.

En outre, les arrestations de plusieurs migrants subsahariens n'étaient pas arbitraires, mais fondées sur des faits incriminés par des textes juridiques.

- **Concernant les personnes en état d'arrestation** : la migration irrégulière est la principale infraction pour laquelle les migrants d'Afrique subsaharienne sont mis en cause, suivie par la rébellion, le détournement et les infractions liées à la drogue, aux vols, aux meurtres et à la fraude.
- **Concernant les personnes condamnées** : la migration irrégulière arrive également en tête de liste, suivie par les infractions liées à la drogue, au vol et au meurtre.

La protection juridique dont bénéficient les détenus est prévue par la loi n° 2001-52 du 14 mai 2001 relative à l'organisation des prisons. La révision introduite par le décret gouvernemental n° 2020-39 du 26 février 2020 fixant l'organigramme du Comité général des prisons et de la rééducation a créé auprès de la Direction générale chargée des détenus une unité chargée de superviser l'octroi de prestations sociales aux détenus ayant des besoins spéciaux. Il s'agit d'un service chargé de la mise en œuvre et du suivi des programmes de protection sociale dédiés à cette catégorie de détenus, y compris les délinquantes mineures, les femmes détenues et les personnes en situation de handicap, appelé Département des prestations sociales destinées aux catégories ayant des besoins spéciaux.

La protection de certains groupes nécessitant une attention particulière, comme les femmes, les enfants et les personnes handicapées, a été inscrite parmi les résultats à atteindre par le Plan d'action national pour l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. Établi par le Conseil des pairs pour l'équité et l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, créé par le décret gouvernemental n° 2016-626, ce plan constitue une référence et une feuille de route en ce qui concerne le traitement des migrants en général et des groupes spéciaux parmi eux, comme les femmes. En matière de traitement du dossier de la migration, l'adhésion de la République tunisienne au système des Nations Unies et aux normes internationales se trouve ainsi renforcée.

Les procédures applicables au traitement des femmes en détention ne font aucune distinction entre les Tunisiens et les étrangers, ou entre les résidents et les migrants et concernent les aspects suivants :

- **Admission** : les procédures d'admission des femmes détenues ne font pas de distinction entre les Tunisiens et les autres nationalités et sont adaptées aux besoins spécifiques des détenues étrangères. Ainsi :
 - Les détenues étrangères sont informées de leurs droits dans une langue qu'elles comprennent ;
 - Les détenues étrangères sont accompagnées au bureau du greffe pénal dans le but de vérifier l'acte juridique ordonnant leur placement en détention et son applicabilité ;
 - L'identité des intéressées est vérifiée au moyen des documents officiels en leur possession, le cas échéant ;
 - Les détenues étrangères sont accompagnées au bureau de consignation pour qu'elles puissent y déposer l'argent qui est en leur possession et les documents officiels prouvant leur nationalité ;
 - Les détenues étrangères sont soumises à une fouille ;
 - Le Comité général des prisons et de la rééducation est informé de l'incarcération des ressortissantes étrangères par un télégramme accompagné d'un document officiel attestant la nationalité des personnes concernées ; il rend compte de cette incarcération au Ministère de la justice qui, à son tour, assure la liaison entre les détenues étrangères et l'ambassade de l'État dont elles sont ressortissantes, ainsi qu'avec leurs familles à l'extérieur du territoire tunisien ;
 - Les détenues étrangères sont placées dans des cellules dites de transit pendant une durée maximale de sept jours, jusqu'à leur présentation au médecin de l'unité ; une carte personnelle leur est délivrée par le bureau du service social,

elles peuvent s'entretenir avec un psychologue, le cas échéant, et font l'objet d'un relevé de mesures anthropométriques.

À l'issue des étapes d'admission, l'administration pénitentiaire classe les détenues et les place dans une cellule, généralement située dans le pavillon des étrangers, en fonction des installations dont dispose chaque établissement.

Les détenues sont informées de leurs droits et obligations et une version française du Guide du prisonnier en Tunisie leur est remise. Si les détenues ne peuvent communiquer dans aucune des trois langues suivantes : arabe, français ou anglais, elles sont assistées par l'une de leurs compatriotes incarcérées dans le même établissement, par un représentant de l'ambassade de l'État dont elles relèvent ou par un interprète.

Conditions de détention

Hygiène

À l'instar des autres détenues, les prisonnières étrangères doivent être logées dans une cellule suffisamment aérée et éclairée et disposer des installations sanitaires nécessaires. L'administration pénitentiaire est tenue de fournir à chaque détenu(e) un couchage et une literie individuels répondant à leurs besoins.

Les détenues étrangères doivent disposer des produits d'hygiène de base et celles parmi elles qui sont mères allaitantes ou enceintes sont placées dans une aile réservée.

Alimentation

Comme les autres prisonniers, les détenues étrangères ont droit à trois repas par jour et le service de santé de la prison contrôle la qualité des aliments en vue de s'assurer de leur conformité aux règles d'hygiène et de santé.

Les détenues étrangères peuvent se procurer des produits et aliments à la buvette de l'établissement pénitentiaire si elles en ont les moyens. Faute de moyens suffisants, elles peuvent bénéficier d'une aide prélevée sur le Fonds social de la prison.

Soins de santé

Les détenues étrangères ont droit à des soins de santé physique et mentale, étant précisé que les conditions de détention dans les prisons incluent la prise en charge de leur intégrité physique et morale.

Les détenues étrangères ont droit à la gratuité des soins et des médicaments à l'intérieur des établissements pénitentiaires et, à défaut, dans les établissements hospitaliers. Un dossier médical est constitué pour chaque détenue étrangère, qu'elle soit en état d'arrestation ou condamnée, dès la première visite du médecin de l'établissement pénitentiaire, lors de l'incarcération. Ce dossier permet d'assurer le suivi médical des détenues tout au long de leur séjour en prison et comporte tous les documents relatifs au suivi de leur état de santé.

Activités

Aucune loi n'interdit aux détenues étrangères de se livrer à des activités au sein des établissements pénitentiaires.

Travail

À l'instar des autres prisonniers, les détenues étrangères doivent remplir les conditions suivantes si elles souhaitent postuler à un emploi au sein de la prison :

- Être âgées de plus de 18 ans révolus et de moins de 60 ans ;
- Disposer des capacités physiques et mentales requises ;
- Être en bonne santé, l'avis du médecin de la prison étant requis à ce propos ;
- Faire preuve de bonne conduite.

Formation professionnelle

Les détenues étrangères peuvent suivre une formation professionnelle si elles présentent une demande écrite à cet effet et répondent aux conditions d'accès à un emploi, précitées.

Éducation

Les détenues étrangères ont le droit de poursuivre des études si elles en font la demande au Comité général des prisons et de la rééducation, qui les transmet au Ministère de la justice. Ce dernier assure la liaison entre les détenues et les établissements d'enseignement concernés, en coordination avec les consulats des États dont elles sont ressortissantes.

Activités culturelles et sportives

Pendant la durée de la détention, les détenues étrangères, comme les autres prisonniers, ont le droit de pratiquer des activités culturelles et sportives, dans la limite des moyens de chaque établissement pénitentiaire.

Livres et magazines

Une fois tous les quinze jours, les détenues étrangères peuvent emprunter les livres et revues disponibles à la bibliothèque pénitentiaire pour consultation dans les salles communes. Leurs familles peuvent également leur apporter des livres et magazines lorsqu'elles leur rendent visite, sous la supervision de l'administration pénitentiaire.

Pratique des cultes religieux

Conformément aux normes internationales, en particulier l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (règle 77), chaque détenue est autorisée, dans la mesure du possible, à remplir ses obligations religieuses en assistant aux prières organisées en prison et en possédant des livres sur les pratiques et l'éducation religieuses de sa confession.

Les détenues étrangères ont le droit de recevoir la visite de représentants religieux autorisés par le Comité général des prisons et de la rééducation ou par l'autorité judiciaire dont elles relèvent, en particulier lors de cérémonies religieuses au cours desquelles elles reçoivent une aide matérielle et un soutien moral.

Communication avec l'extérieur

Les détenues étrangères, prévenues ou condamnées, ont le droit de recevoir la visite de leurs proches énumérés à l'article 33 de la loi n° 2001-52 relative à l'organisation des prisons, de correspondre avec eux et de recevoir de leur part des provisions, des colis, des mandats et des vêtements. Les fonctionnaires consulaires et les diplomates chargés de fonctions consulaires peuvent rendre visite à leurs ressortissants incarcérés, sur autorisation des autorités judiciaires concernant les personnes en prévention ou condamnées à des peines non définitives et de l'administration chargée des prisons et de la rééducation concernant les personnes ayant fait l'objet d'une condamnation définitive, conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi précitée.

Remise en liberté

Les détenues étrangères dont la date de libération approche sont soumises aux procédures suivantes avant de quitter la prison :

- Elles sont convoquées au bureau du directeur adjoint, qui les informe de leur remise en liberté ;
- Elles sont accompagnées au bureau du responsable du greffe pénitentiaire pour un contrôle préliminaire et une vérification d'identité afin de remplir le billet de sortie ;
- Elles sont accompagnées au bureau de consignation pour récupérer leurs effets personnels et les sommes d'argent consignées, contre signature du registre tenu à cet effet ;

- Préalablement à leur remise en liberté, les détenues sont à nouveau orientées vers le bureau du responsable du greffe pénitentiaire pour vérification définitive de leur identité, en comparant les données figurant sur la carte d'admission à la prison avec celles figurant sur le billet de sortie et en consignnant toutes les données nécessaires prouvant la libération, ainsi que l'adresse de leur domicile. Le responsable du bureau du greffe pénitentiaire vérifie la situation pénale, calcule la peine et vérifie les billets de sortie avant la libération des détenues.

Concernant le manque de sécurité, de protection et d'assistance des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en situation de vulnérabilité, tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées, les malades, les victimes des formes contemporaines de violence, d'esclavage, de traite des êtres humains et de mauvais traitements

La Tunisie s'efforce de respecter les droits des migrants en situation irrégulière en leur assurant des conditions de vie décentes, des soins de santé et des services sociaux et en hébergeant un certain nombre d'entre eux dans des hôpitaux et des établissements de santé grâce à la coordination établie entre les organismes publics et le Croissant-Rouge Tunisien. Les services de sécurité concernés ne procèdent ni au refoulement des réfugiés, ni à leur expulsion collective, mais agissent en coordination avec les ambassades des pays africains, conformément aux règles et usages en vigueur au niveau international, et dans le plein respect des principes des droits de l'homme, pour régulariser la situation des migrants dans le cadre de leur réadmission dans leur pays d'origine. Ils s'efforcent également, en coordination avec les organisations des Nations Unies, de mener à bien le processus de retour volontaire des migrants et d'assurer l'hébergement des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile dans des logements spéciaux supervisés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et sécurisés dans le cadre du dispositif de sécurité approuvé.

En outre, dans le cadre de leurs missions de recherche et de sauvetage, les unités militaires s'efforcent de répondre aux appels de détresse et aux signalements émanant de toute partie avec la rapidité et l'efficacité requises pour sauver la vie des personnes qui franchissent illégalement les frontières terrestres ou maritimes tunisiennes.

Elles s'emploient également à fournir les soins de santé nécessaires aux personnes secourues, en particulier les enfants et les femmes, qui nécessitent des soins médicaux et psychologiques particuliers, dans le cadre d'une coordination permanente et continue avec les autorités, les ministères et les structures nationales compétentes. Les migrants retrouvés et secourus bénéficient d'une prise en charge médicale et psychologique appropriée dans le respect de leurs droits humains et les victimes décédées sont remises dans les plus brefs délais aux structures concernées.

Les réfugiés, les migrants en situation irrégulière et les demandeurs d'asile en provenance des pays voisins sont traités dans le respect des traités et instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du droit international humanitaire. Contrairement à toutes les allégations soulevées dans la communication, l'intégrité et la dignité des personnes arrivant sur le territoire tunisien sont préservées, quelle que soit leur nationalité. C'est là une constante de la doctrine de l'institution militaire. En témoignent l'accueil et le traitement réservés aux réfugiés fuyant la violence et le conflit armé en Libye, salués en 2011 par l'Organisation des Nations Unies et ses organismes compétents, notamment l'OIM et le HCR. Force est de constater que les allégations formulées dans la communication conjointe sont contraires à la politique de l'État tunisien en matière de traitement des arrivants, pour quelque raison que ce soit.

Le Ministère de la défense nationale n'a reçu aucune plainte ou information faisant état de violations qui auraient été commises par des éléments de l'armée nationale contre des migrants en situation irrégulière, des réfugiés ou des demandeurs d'asile. En conséquence, aucune enquête judiciaire ou administrative n'a été ouverte en l'absence de plaintes, de dénonciations ou d'informations concernant de tels faits, étant entendu que toute plainte soulevée à cet égard est traitée avec tout le sérieux requis et que les mesures et sanctions judiciaires et administratives prévues par la législation en vigueur sont appliquées avec toute la rigueur voulue.

Les commandements militaires, chacun selon son domaine de compétence, enjoignent aux membres des forces armées de suivre, au cours de toutes les étapes des missions autorisées, les instructions et recommandations relatives aux mesures à prendre pour s'assurer que leurs interventions se déroulent dans le strict respect des lois et règlements en vigueur, ainsi que des droits, des libertés et de la dignité des personnes, en particulier celles appartenant à des groupes vulnérables, conformément aux engagements internationaux de l'État tunisien et en harmonie avec la doctrine et les méthodes de travail et d'intervention des forces armées tunisiennes.

Il convient de noter l'augmentation notable des flux migratoires et de la migration irrégulière ainsi que du nombre de migrants et de personnes qui franchissent les frontières internationales, notamment celles séparant les deux rives de la Méditerranée ainsi que les frontières tunisiennes. **Entre début janvier 2023 et le 15 novembre de la même année, 21 108 migrants ont franchi les frontières terrestres et 4 771 migrants illégaux ont été sauvés, repêchés ou secourus en mer durant la même période.** Cela reflète la position et la vision de la République tunisienne à l'égard de ce phénomène et la manière dont elle s'y prend pour y faire face.

En ce qui concerne l'assistance humanitaire, le Croissant-Rouge tunisien a assuré une prise en charge sanitaire et sociale de tous les migrants pendant la pandémie de COVID-19. Plus de 3 700 personnes infectées ont été traitées gratuitement dans les hôpitaux et cliniques du pays et 9 760 migrants ont été hébergés dans des centres d'hébergement mis en place à cet effet pendant le confinement. Des moyens de prévention et de protection ont été distribués aux migrants et des campagnes d'information en plusieurs langues ont été organisées dans le but de leur expliquer les mesures préventives à prendre, en marge desquelles 12 000 colis alimentaires leur ont été distribués.

En outre, les enfants non accompagnés ont été pris en charge dans les centres d'hébergement et tous les migrants ont été vaccinés contre le coronavirus COVID-19 au même titre que les Tunisiens sans aucune discrimination, en coordination avec le Ministère de la santé.

En 2022, la Présidence du Gouvernement tunisien a organisé, en partenariat avec le Croissant-Rouge tunisien, un colloque international intitulé « La migration : une approche globale du développement durable », au cours duquel tous les aspects liés à migration ont été abordés, en particulier s'agissant des situations de vulnérabilité, notamment les enfants non accompagnés, les femmes enceintes, les malades, les personnes ayant des besoins spéciaux, etc.

Le Croissant-Rouge tunisien a organisé six caravanes sanitaires en partenariat avec le Ministère de la santé, qui se sont déplacées dans les gouvernorats de Sfax, de Médenine et du Grand Tunis. Le HCR a été sollicité pour trouver des solutions d'hébergement destinées aux migrants et assurer leur protection.

En ce qui concerne les femmes, notamment les femmes enceintes, le Croissant-Rouge tunisien a mis en place, en partenariat avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) un programme d'urgence pour la distribution de produits d'hygiène préventive et de moyens de subsistance, ainsi que des campagnes de sensibilisation au profit des femmes migrantes, destinées à les informer de leurs droits, à les protéger contre la violence, à les orienter vers les services compétents, selon les cas, ainsi qu'à s'occuper des femmes enceintes et à les héberger, le cas échéant, dans les hôpitaux de Gafsa, Kasserine, Le Kef, Jendouba, Sfax, Médenine et Tataouine.

Des sessions de formation ont également été organisées à l'intention de certaines femmes migrantes dans les domaines de la santé reproductive, des soins aux enfants et de la sensibilisation aux maladies sexuellement transmissibles. À l'issue de ses travaux, le Comité de coordination et de suivi créé au sein de la Présidence du Gouvernement et composé de tous les ministères concernés et du Croissant-Rouge tunisien, a élaboré un projet national humanitaire intégré axé sur la création de cinq points de services humanitaires, fondé sur le regroupement des services humanitaires dispensés aux migrants, quel que soit leur statut juridique, dans le but de leur assurer protection, prise en charge et orientation et de répondre à leurs besoins humanitaires.

La réalisation du projet a commencé par la mise en place d'un point de services humanitaires auprès de la section régionale du Croissant-Rouge tunisien à Sfax, d'un autre point à la délégation d'El Amra (gouvernorat de Sfax), d'un troisième point à la délégation de Sbeitla (gouvernorat de Kasserine) et d'un point de services humanitaires mobile destiné aux migrants installés en sit-in devant le siège de l'OIM et du HCR à Tunis.

Dans le cadre de la politique de l'État tunisien en matière de protection et de sauvetage des migrants en situation irrégulière, en particulier ceux arrivant par la mer, des points de services humanitaires mobiles ont été mis en place dans les gouvernorats de Médenine, Sfax et Mahdia destinés à accueillir ceux ayant été secourus en mer ou au niveau des frontières terrestres par les forces de sécurité tunisiennes. Tous les services nécessaires leur sont fournis dès leur arrivée : vêtements, nourriture, prise en charge psychologique et sanitaire, rétablissement des liens familiaux et coordination avec les organisations concernées.

Enlèvements et disparitions forcées

Le nombre total de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile n'est pas connu du Ministère de la justice, qui ne s'occupe que des personnes dont il est prouvé qu'elles ont commis des actes tombant sous le coup des dispositions du droit pénal ou qui sont victimes de la traite des êtres humains, par l'intermédiaire de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes.

À cet égard, 241 procès-verbaux concernant des affaires de traite des personnes dans lesquelles étaient mis en cause 180 Tunisiens et 61 étrangers ont été dressés en 2023. Le nombre d'affaires liées à la traite des personnes enregistrées devant la justice en 2023 était de 194, impliquant 508 accusés.

L'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes reçoit des signalements relatifs aux violations recensées et aux victimes présumées de la part de diverses organisations internationales, d'organismes publics et d'organisations de la société civile. Le nombre de signalements reçus par l'Instance s'élevait à 434 en 2023, ventilés comme suit :

- Bureau de l'Organisation internationale pour les migrations : 73 signalements ;
- Association Tunisie terre d'asile : 81 signalements ;
- Organisation Médecins du Monde : 15 signalements ;
- Organisations nationales : 183 signalements ;
- Signalements directs auprès de l'Instance : 78 ;
- Autres sources : 7 signalements.

Jusqu'à fin avril 2024, l'Instance a reçu 104 signalements. Elle n'a reçu aucun signalement émanant du HCR basé en Tunisie. Dès réception d'un signalement, l'Instance s'entretient avec la victime présumée et transmet le dossier aux autorités judiciaires compétentes. Tous les signalements reçus sont transmis au ministère public.

Pour ce qui est des cas d'enlèvements recensés, il s'est avéré qu'ils étaient imputables à des personnes de nationalité africaine et accompagnés d'une demande de rançon adressée à la famille de la victime. Tous les cas ont été pris en charge par le parquet. Lors de leur audition, les victimes présumées n'ont pas déclaré avoir subi d'expulsion forcée ou collective, 41 d'entre elles ont pu rentrer volontairement dans leur pays avec l'aide de l'OIM, l'Instance étant intervenue auprès des autorités tunisiennes pour les exempter des frais consulaires.

L'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes a également indiqué que lors de l'audition des victimes ou des victimes présumées, certaines d'entre elles avaient déclaré avoir été victimes de violences et de pratiques inhumaines telles que des agressions sexuelles et des mauvais traitements. L'Instance poursuit ses efforts de coordination entre les différents intervenants, nationaux et internationaux, grâce au numéro vert mis en place pour recevoir les signalements, intervenir immédiatement auprès des victimes, transmettre les dossiers aux autorités judiciaires compétentes et prévenir toute agression éventuelle ou illégale.

S'agissant de garantir la sécurité et la protection des migrants subsahariens présents sur le territoire tunisien, il convient de souligner qu'en vertu de l'article 25 de la Constitution du 25 juillet 2022, l'État tunisien protège la dignité des êtres humains et leur intégrité physique et interdit la torture morale ou physique. La Constitution tunisienne dispose également que le droit d'ester en justice et les droits de la défense sont garantis, étant précisé que la loi facilite l'accès à la justice et garantit une aide juridictionnelle aux plus démunis.

Les migrants ont les mêmes droits d'accès à la justice que les Tunisiens lorsqu'ils sont victimes d'une agression physique ou morale. Les autorités judiciaires traitent les dossiers relatifs aux migrants, qu'ils soient victimes ou agresseurs, selon les règles légales et procédurales applicables à tous les justiciables.

Femmes migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile vulnérables au harcèlement sexuel et à la violence, y compris le viol

En Tunisie, les migrants de toutes nationalités bénéficient de toute l'attention nécessaire, dans la limite des ressources disponibles, grâce à une approche fondée sur les droits de l'homme dans le traitement des dossiers, conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et sur la base d'une démarche concertée entre tous les ministères concernés, en collaboration avec les organisations de la société civile. Ainsi, toute l'assistance possible est dispensée, incluant des hébergements destinés aux femmes, aux enfants et aux groupes vulnérables, en coordination avec le Ministère de la famille, de la femme, de l'enfance et des personnes âgées et le Ministère des affaires sociales. Aucun cas de harcèlement ou de viol contre des femmes réfugiées n'a été enregistré et si de tels incidents se produisent, la loi est appliquée.

La République tunisienne a pris une série de mesures législatives destinées à lutter contre toutes les formes de violence contre les femmes. La Constitution de 2022 a mis à la charge de l'État l'obligation de prendre des mesures d'élimination de la violence contre les femmes et la loi organique n° 2017-58 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes couvre toutes les formes de discrimination et de violence sexistes, quels qu'en soient les auteurs ou le domaine, étant précisé qu'elle s'articule autour de quatre axes : la prévention, la protection, les services et la poursuites des auteurs de violence. Toutes les structures de l'État veillent à l'application des dispositions de la loi relatives à la prévention de la violence contre les femmes.

Les victimes entendues par l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes n'ont pas fait état de harcèlement sexuel, de viol ou de violence, mais d'enlèvements et de demandes de rançon.

Compte tenu du cadre de référence de l'action du Ministère de la justice, des engagements internationaux et nationaux inscrits parmi les priorités du Plan national d'intégration et d'institutionnalisation du genre et des orientations nationales prioritaires au cours de la phase actuelle visant la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) 2030, le Ministère s'efforce d'éliminer toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles sans distinction entre Tunisiens et étrangers, tant dans la législation que dans la pratique, en facilitant l'accès des femmes et des filles victimes de violence à la justice, en fournissant des services juridiques exempts de toute discrimination fondée sur le genre ou la nationalité des intéressées, qu'elles soient tunisiennes ou étrangères, en renforçant toutes les garanties juridiques des femmes et des filles et la protection judiciaire des droits des femmes grâce aux décisions de protection rendues par la justice de la famille, conformément aux dispositions de la loi organique n° 2017-58.

Dans le but d'évaluer la pertinence de ce cadre sur les droits humains des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés ainsi que des victimes de la traite et des personnes menacées de traite, l'Observatoire national pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes a réalisé en 2022 la première étude sur la violence à l'égard des femmes migrantes, intitulée « Violences qui migrent avec les femmes », qui a mis en lumière toutes les formes de violence et les personnes qui en sont la cible, y compris la violence tolérée, ainsi que les modalités de lutte contre toutes les formes de violence faites aux femmes et aux filles, quelle que soit leur nationalité, conformément aux principes universels des droits de l'homme.

Cette étude prospective conclut à la nécessité d'une plus grande sensibilisation à la prévention de la violence contre les femmes migrantes et de la conjugaison des efforts de tous les intervenants, en recommandant l'élaboration d'un plan de communication destiné à faire connaître les droits des femmes migrantes.

Il convient de noter à cet égard que la loi organique n° 2017-58 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes couvre toutes les formes de discrimination fondées sur le genre, quels qu'en soient les auteurs ou le domaine, tandis que la loi organique n° 2016-61 relative à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes s'applique aux infractions de traite des personnes commises sur le territoire national.

Discrimination et violence raciales et discours de haine

La Constitution tunisienne affirme la fierté du pays par rapport à son héritage culturel et civilisationnel, son ouverture sur les autres peuples et civilisations et son attachement aux principes et valeurs des droits de l'homme dans leur universalité et globalité, ce qui met en doute la crédibilité de toutes les allégations concernant les migrants originaires d'Afrique subsaharienne en Tunisie. Dans ce cadre, le pays continue à apporter son soutien au dossier de la migration, réfute toutes les allégations de racisme et de discrimination à l'égard des étrangers et affirme son rejet des discours de haine et de violence contre les migrants subsahariens. Il convient de noter que le Directeur du bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord auprès du HCR a salué, au nom du Haut-Commissaire pour les réfugiés, la coopération sérieuse entre le HCR et l'État tunisien et les facilités offertes par la partie tunisienne aux activités du HCR, malgré la situation que traverse le pays en raison de l'augmentation spectaculaire et sans précédent du nombre de migrants et de demandeurs d'asile en provenance d'Afrique subsaharienne.

Dans ce contexte, l'État tunisien n'épargne aucun effort destiné à prévenir les violences xénophobes et à poursuivre les auteurs de violations des droits de l'homme motivées par la haine raciale. En outre, plusieurs mesures visant la garantie des droits humains des migrants ont été adoptées, comme indiqué dans la deuxième partie du présent rapport, intitulée « Mesures prises par l'État pour protéger les droits humains des migrants, quel que soit leur statut ».

Respect des principes énoncés dans les Directives sur le traitement des personnes secourues en mer

La République tunisienne a ratifié de nombreuses conventions internationales destinées à prévenir le trafic illicite de personnes et à sauvegarder la vie et la sécurité des personnes en mer, comme la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS), la Convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritimes et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982. En outre, une Commission ministérielle et un Secrétariat général des affaires maritimes ont été créés par le décret gouvernemental n° 2019-144. Présidée par le Chef du Gouvernement, la commission est chargée de fixer la stratégie nationale dans le domaine maritime.

Le législateur tunisien a en outre promulgué la loi n° 2003-6 approuvant l'adhésion du pays au Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

La République tunisienne souligne l'importance que revêt un accord de coopération bilatéral et/ou multilatéral dans le but de faire face au phénomène de l'asile et de la migration irrégulière en Tunisie, d'éviter l'installation de demandeurs d'asile et de migrants irréguliers sur le territoire tunisien et de mettre en place des mécanismes de traitement et des solutions durables et globales à ce problème.

Par conséquent, des pratiques individuelles et isolées qui peuvent se produire dans des circonstances temporelles et géographiques déterminées ne reflètent pas la politique nationale et ne peuvent être qualifiées de violations graves, ni occulter les réalisations accomplies et les mesures prises par l'État pour préserver la vie, l'intégrité physique et la dignité des réfugiés, des demandeurs d'asile et même des migrants en situation irrégulière qui sont secourus presque quotidiennement grâce à des opérations de sauvetage en mer et sur terre.

Risques que ferait peser la mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur le respect des droits de l'homme, en l'absence de garanties relatives aux droits fondamentaux des migrants, de référentiel exhaustif pour les droits de l'homme et de participation des organisations de la société civile aux discussions portant sur ledit Accord

Le Mémoire d'entente sur un partenariat stratégique et global entre la Tunisie et l'Union européenne (UE) s'inscrit dans le cadre de la consolidation des liens entre la Tunisie et l'UE et ne peut être considéré comme un accord migratoire, puisqu'il comporte cinq axes, qui ont respectivement trait au renforcement de la stabilité financière, au développement des relations économiques et commerciales, à la transition énergétique, au rapprochement entre les peuples et à la migration et à la mobilité.

La clause relative à la mobilité et à la migration sur laquelle reposent les allégations reprises dans la communication conjointe est la consécration de la politique européenne de voisinage Sud, initiée par le Processus de Barcelone dans le cadre du Partenariat Euromed et de l'Union pour la Méditerranée. La Tunisie a participé dès 1995 à ce processus, qui a été actualisé après le Printemps arabe en raison des transformations politiques qu'ont connues plusieurs pays, y compris la Tunisie, dont l'UE est un partenaire de longue date. Des modifications ont donc été apportées à la politique européenne de voisinage en 2011 et la Tunisie s'est vue accorder le statut de partenaire privilégié en novembre 2012. Cette politique a de nouveau été révisée en 2015 après que plusieurs pays, notamment européens, ont subi des attentats terroristes menaçant leur sécurité, ce qui explique la présence de cette clause dans le Mémoire d'entente sur un partenariat stratégique et global.

La présence de cette clause, bien détaillée dans le Mémoire d'entente, s'explique également par le fait que les négociations entre la Tunisie et son partenaire européen n'ont pas abouti à la signature de l'Accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA), qui ne traitait pas de la question de la mobilité et de la migration. Cette question a été traitée dans le contexte du Partenariat de mobilité signé le 3 mars 2014, dans le cadre duquel deux projets d'accords ont fait l'objet de discussions, parallèlement à l'ALECA, l'un sur la réadmission des migrants et l'autre sur l'assouplissement des procédures de délivrance des visas, mais les négociations n'ont pas abouti à leur signature.

Le Mémoire d'entente intervient dans un contexte d'accroissement de la migration irrégulière de la Tunisie vers l'Europe et d'augmentation du nombre d'immigrants d'Afrique subsaharienne en Tunisie. Il convient de souligner qu'il s'agit d'une étape transitoire qui s'inscrit en prélude à l'adoption d'une nouvelle feuille de route pour 2024-2027 engageant les deux parties.

La communication conjointe émanant des 10 mécanismes du Conseil des droits de l'homme concerne le **Mémoire d'entente** entre la Tunisie et l'UE et non l'**Accord de partenariat** entre les deux parties, sachant que le Mémoire d'entente ne revêt pas un caractère obligatoire et que sa violation n'entraîne pas de sanctions, alors que l'Accord de partenariat est contraignant pour les deux parties et produit des effets en cas de non-respect des obligations qu'il comporte.

Le Mémoire d'entente n'est pas un traité, mais un document politique, comme indiqué ci-dessus : il n'est donc pas juridiquement contraignant. En raison de sa nature, il ne sera pas présenté pour approbation, ni au Parlement européen, ni au Parlement tunisien, contrairement à la procédure suivie pour les traités internationaux. Pour devenir un document de l'UE, le Mémoire doit être adopté par le Conseil des ministres des affaires étrangères de l'UE, qui est chargé, en vertu du traité instituant l'Union, de définir la politique étrangère de celle-ci.

Il convient de noter que la matrice convenue entre la Tunisie et l'Union européenne pour la mise en œuvre des cinq axes du Mémoire d'entente s'articule essentiellement, en ce qui concerne la migration et la mobilité, autour du renforcement des voies légales de migration, de la mise en place de projets de développement dans les zones marginalisées, du renforcement des capacités nationales aux fins de la réduction de la migration irrégulière et de la promotion du retour volontaire. Tous les programmes susceptibles d'être mis en œuvre dans le cadre du Mémoire d'entente font l'objet d'un consensus entre l'État tunisien et la partie européenne, et ce en pleine conformité avec les engagements que doit honorer le pays en vertu des instruments internationaux qu'il a ratifiés.

Convaincue de la nécessité de promouvoir les droits de l'homme et les principes y afférents, la Tunisie a ratifié la plupart des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et n'a jamais adhéré à aucun mécanisme ou système international, régional ou bilatéral qui serait contraire à ces droits, malgré l'augmentation sans précédent de la migration irrégulière au cours des deux dernières années. C'est dans cette optique que le Mémorandum d'entente est venu consacrer ces droits en prévoyant la lutte contre les réseaux de trafic de migrants dans le cadre d'une approche holistique garantissant le respect de la dignité humaine des migrants en situation irrégulière.

Il convient de noter que le 22 août 2023, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a adressé un courrier à la Commission de l'Union européenne et aux autorités tunisiennes, comportant des propositions à l'intention des deux parties au sujet de la mise en œuvre des dispositions du Mémorandum d'entente. Ce courrier se félicite du fait que la partie tunisienne et la partie européenne s'engagent, à travers le Protocole d'accord, à respecter la dignité et les droits de l'homme des personnes en situation de déplacement, à promouvoir les efforts de développement et à s'attaquer aux causes profondes de la mobilité des personnes, contribuant ainsi à renforcer le respect des droits humains de ces personnes.

Étant donné que le Mémorandum d'entente est un document politique sans effet juridique, la Tunisie et l'UE n'ont pas jugé utile d'associer les composantes de la société civile à son élaboration. En revanche, la Tunisie a toujours associé les organisations non gouvernementales et la société civile au suivi des relations tuniso-européennes en organisant des dialogues consultatifs tripartites (Tunisie-UE-société civile) avant la tenue des réunions des sous-comités issus de l'Accord d'association de 1995 entre la Tunisie et l'UE. Dans ce contexte, la participation la plus récente de la société civile au dialogue consultatif organisé à Tunis avant la tenue de la réunion du sous-comité en charge de la question de la migration remonte au 25 janvier 2023. À cet égard, la Tunisie est d'ailleurs le seul partenaire de voisinage méridional à mener un processus consultatif avec les composantes de la société civile dans le cadre de la coopération avec l'UE.

II. Mesures prises par l'État pour protéger les droits humains des migrants, quel que soit leur statut

1. Mesures législatives

Le préambule de la Constitution du 25 juillet 2022 réaffirme l'appartenance africaine de l'État tunisien et cette consécration constitutionnelle s'inscrit dans le prolongement de la ratification par la Tunisie, dès 1966, soit quelques années seulement après son indépendance, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La Tunisie a été l'un des premiers pays à ratifier cette convention, par la loi n° 66-70 du 28 novembre 1966.

En outre, plusieurs textes juridiques comportant des dispositions relatives à la protection des droits humains des migrants, quel que soit leur statut, ont été promulgués :

- **La loi organique n° 2016-61 du 3 août 2016 relative à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes**, qui vise l'interdiction de toutes les formes d'exploitation dont peuvent être victimes les personnes, en particulier les femmes et les enfants, ainsi que la lutte contre la traite des personnes par la prévention, la répression des auteurs, la protection et le soutien des victimes. Cette loi tend aussi à renforcer la coordination nationale et la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes, conformément aux instruments internationaux, régionaux et bilatéraux ratifiés par la République tunisienne. Dans cette optique, elle dispose expressément que le fait de soumettre des personnes à l'exploitation en tirant profit de leur situation de faiblesse ou de vulnérabilité relève de la traite des êtres humains, notamment s'agissant de personnes en situation irrégulière dans l'impossibilité de retourner dans leur pays d'origine, qui se trouvent ainsi exposées à de nombreux risques ;

- La **loi organique n° 2018-50 du 23 octobre 2018 relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale**, qui vise l'élimination de toutes les formes et manifestations de discrimination raciale, la protection de la dignité de la personne humaine et la réalisation de l'égalité des individus dans la jouissance de leurs droits et l'accomplissement de leurs devoirs, conformément aux dispositions de la Constitution et des instruments internationaux ratifiés par la République tunisienne. La loi organique précitée définit les procédures et mesures permettant d'atteindre cet objectif, ainsi que les sanctions encourues en cas de violation de ses dispositions, y compris celles relatives à l'incitation à la haine, à la violence, à la ségrégation et à la diffusion d'idées fondées sur la discrimination raciale par quelque moyen que ce soit ;
- La **loi organique n° 2017-58 du 11 août 2017 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes**, qui protège les femmes et les filles contre toutes les formes de violence, en tant que dispositif législatif global incluant la prévention, la sanction et la prise en charge multisectorielle des femmes et des filles victimes de violence ;
- La **loi organique n° 2019-9 du 23 janvier 2019 modifiant et complétant la loi organique n° 2015-26 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent**, dont l'article 14 (al. 8) érige en infraction terroriste « l'accusation d'apostasie et l'appel à celle-ci et l'incitation à la haine, à l'animosité entre les races, les religions et les doctrines ou le fait d'en faire l'apologie » ; outre des sanctions pénales allant d'un an d'emprisonnement à la peine de mort, dans certains cas ;
- Le **décret-loi n° 2011-87 du 24 septembre 2011 portant organisation des partis politiques**, qui interdit dans son article 4 à ces entités « d'adopter dans leurs statuts, communiqués, programmes ou activités des appels à la violence, à la haine, à l'intolérance ou à la discrimination, sur des bases religieuses, catégorielles, sexistes ou régionales » ;
- Le **décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations**, dont l'article 4 interdit à ces entités « d'adopter dans leurs statuts, communiqués, programmes ou activités des appels à la violence, à la haine, à l'intolérance ou à la discrimination, sur des bases religieuses, sexistes ou régionales » ;
- Le **décret-loi n° 2011-115 du 2 novembre 2011 relatif à la liberté de la presse, l'imprimerie et l'édition**, dont l'article 52 punit « d'un an à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de mille à deux mille dinars quiconque appelle directement à la haine entre les races, les religions, ou les populations, et ce, par l'incitation à la discrimination et l'utilisation de moyens hostiles, de la violence, ou de la propagande pour des idées fondées sur la discrimination raciale » ;
- Le **décret-loi n° 2022-54 du 13 septembre 2022 relatif à la lutte contre les infractions se rapportant aux systèmes d'information et de communication**, dont l'article 24 érige en infraction le fait d'utiliser des systèmes d'information pour inciter quiconque à aggraver autrui ou à tenir des discours de haine.

La Tunisie a ratifié la quasi-totalité des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et a reconnu les droits humains des migrants en adhérant à la Convention de Genève pour la protection des réfugiés (1957) et au Protocole la complétant en 1967, ainsi qu'à la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur les réfugiés. En 2011, la Tunisie a signé un accord avec le HCR habilitant ce dernier à examiner les demandes d'asile en Tunisie. La Tunisie veille également à respecter les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux libertés individuelles et collectives, conformément à la Constitution, dont l'approche dans ce domaine est fondée sur le respect de l'État de droit et la proportionnalité entre les impératifs de la sûreté nationale d'une part et la protection des droits et libertés d'autre part.

2. Mesures institutionnelles

Soucieux de protéger les droits humains des migrants, indépendamment de leur statut, le tissu institutionnel mis en place par l'État tunisien comporte de nombreux organismes publics et instances nationales qui exécutent des programmes et des plans d'action dans ce domaine. De plus, l'action des autorités publiques est appuyée par des associations et des organisations de la société civile. Les principales entités actives dans le domaine sont les suivantes :

- **L'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes** : elle est notamment chargée d'élaborer une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la traite des personnes, de proposer des mécanismes de mise en œuvre, de recevoir les signalements relatifs à des faits de traite des personnes et de les transmettre aux autorités judiciaires compétentes, ainsi que d'organiser des sessions de formation et d'en superviser le déroulement au niveau national et international dans les domaines liés à son activité ; elle assure également la coordination entre les différentes autorités et les parties prenantes concernées par la question sur le territoire national et à l'étranger, collecte et compile des données précises et objectives et publie des rapports périodiques détaillés ;
- **L'Instance nationale pour la prévention de la torture** : il s'agit d'un organisme public indépendant doté de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière, qui effectue notamment des visites périodiques, annoncées ou inopinées, à tout moment, dans les lieux de détention où se trouvent des personnes privées de liberté ou susceptibles de l'être. Elle vérifie que ces lieux sont exempts de pratiques de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et que les conditions de détention et les modalités d'application des peines sont conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme et à la législation nationale. En outre, elle reçoit les plaintes et les signalements concernant d'éventuels cas de torture ou de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans des lieux de détention, enquête à leur sujet et les transmet aux autorités administratives ou judiciaires compétentes ;
- **La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA)** : il s'agit d'une instance qui veille à l'organisation et à la régulation de la communication audiovisuelle en créant un paysage médiatique audiovisuel pluraliste, diversifié et équilibré, qui respecte les valeurs de liberté et de justice et rejette la discrimination fondée sur la race, le sexe ou la religion. Dans cette optique, la HAICA a lancé un projet intitulé « Détection des discours de haine dans les médias », destiné à combattre les discours d'incitation à la violence, à la haine et au racisme sous toutes leurs formes dans les médias, explicites ou implicites et excédant les limites de la liberté d'expression et de l'éthique professionnelle. Le projet a commencé à prendre forme en octobre 2015, lorsque la HAICA a mené une étude empirique sur l'incitation à la haine dans les médias audiovisuels, selon une approche axée sur les droits de l'homme, en collaboration avec le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) en Tunisie ;
- **Le Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales** : c'est une institution nationale dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, qui œuvre à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, à ancrer leurs valeurs et à diffuser la culture qui s'y rapporte et s'efforce d'assurer leur exercice. À cet effet, il est notamment chargé d'émettre un avis sur des questions relatives aux droits de l'homme, sachant qu'il peut s'autosaisir de tout sujet relatif à la consolidation et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et attirer l'attention sur les violations commises dans ce domaine. De plus, il reçoit les requêtes et les plaintes ayant trait aux allégations de violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les examine, procède si nécessaire à l'audition de leurs auteurs, les transmet pour traitement à toute autre autorité compétente et informe les requérants et les plaignants des voies de recours dont ils disposent. Il poursuit ses travaux en attendant la mise en place de l'Instance des droits de l'homme créée par la loi n° 2018-51 du 29 octobre 2018 ;

- La **Commission nationale de lutte contre la discrimination raciale** : elle a été créée par un décret gouvernemental publié en 2021 et son entrée en fonctionnement est en cours. Elle a notamment pour mission de recueillir et d'assurer le suivi de différentes données relatives à la discrimination raciale, d'observer les violations et de proposer des mesures de remédiation, de concevoir et de proposer des stratégies et politiques publiques susceptibles d'éliminer toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que de coordonner son action avec celles d'organisations de la société civile et de tous autres organismes intervenant en matière de lutte contre toutes les formes de discrimination raciale dans le but de les aider à exécuter leurs programmes.

Comité général des prisons et de la rééducation

Sessions de formation organisées par le Comité

Le Comité assure la formation des stagiaires dans le but de renforcer les capacités des cadres et agents en matière de droits de l'homme, dont les thématiques sont intégrées en tant que matière de base dans toutes les sessions de formation de l'École nationale des prisons et de la rééducation, et ce, à tous les niveaux de commandement et de fonctions, dans le cadre de l'acquisition de compétences et des formations spécialisées. Des sessions de formation dynamiques relatives aux modalités de prise en charge des catégories vulnérables sont également organisées dans les établissements pénitentiaires et les centres de rééducation.

Mesures prises pour garantir le respect des droits des femmes détenues

Les femmes détenues, y compris les migrantes, sont traitées dans le respect de leurs droits, conformément aux dispositions de la loi n° 2001-52 relative à l'organisation des prisons. Plusieurs notes et ordonnances administratives ont été publiées à cet effet (arrêté ministériel n° 2011-61 du 31 janvier 2011 relatif à l'intégrité physique et morale des détenus, note de service n° 2015-81 du 20 août 2015 relative à la prévention et à la lutte contre les actes de torture, ordonnance administrative n° 2019-59 du 23 août 2019 relative à l'information des détenus concernant leurs droits et devoirs et portant règlement intérieur des établissements pénitentiaires).

Il convient de signaler ce qui suit à ce sujet :

- **Les associations et organisations de la société civile apportent leur aide au Gouvernement**, en particulier le Croissant-Rouge tunisien, qui joue un rôle important en matière de migration, notamment en distribuant des produits de première nécessité aux migrants, en leur dispensant des soins médicaux et en leur offrant un soutien psychologique et une assistance financière, ainsi qu'en facilitant le regroupement familial et en leur fournissant diverses informations utiles ;
- Il convient également de mentionner le projet pilote de numérisation de la gestion administrative des dossiers des étrangers au bureau d'accueil des étrangers de la ville de La Marsa. En effet, en collaboration avec l'OIM, le **Ministère des affaires sociales** (Observatoire national de la migration) et le **Ministère de l'intérieur** (Direction générale de la sûreté nationale) ont créé un bureau pilote destiné à l'accueil des migrants, qui a été doté d'équipements conformes aux spécifications de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et d'un système informatique, le but étant d'améliorer la qualité des services fournis aux migrants grâce à la réduction des délais des prestations de services et à la délivrance de données précises et fiables, par l'intermédiaire d'applications garantissant la protection des données. Une visite sur le terrain a été effectuée au bureau pilote d'accueil des migrants mis en place au bureau des étrangers du District de la sûreté nationale de la ville de La Marsa et le coup d'envoi de la plateforme informatique et des équipements a été donné le 31 octobre 2022. Un atelier de présentation du projet pilote de numérisation de la gestion administrative des dossiers des étrangers a été organisé au bureau des étrangers du District de la sûreté nationale de la ville de La Marsa et la phase de généralisation a été lancée le 25 novembre 2022.

3. Mesures de promotion d'une culture de respect des droits humains des migrants

Dans le cadre de la protection des droits humains des migrants, indépendamment de leur statut, plusieurs ministères supervisent des activités de promotion de la culture des droits de l'homme.

- **Activités du Ministère des affaires religieuses** : entre 2019 et 2021, plusieurs activités de renforcement des droits humains des migrants ont été menées en partenariat avec le bureau du HCDH en Tunisie : un atelier destiné à soutenir le rôle du ministère en matière d'instauration d'une culture des droits de l'homme a été organisé en mars-avril 2019, au cours duquel la stratégie et les mécanismes de travail ont été définis et le comité de pilotage du projet de coopération avec le HCDH s'est concentré sur la mise en œuvre du plan stratégique fixé ; en outre, trois ateliers régionaux de réflexion sur la liberté d'opinion et d'expression et le rôle des cadres religieux en matière de lutte contre les discours d'incitation à la violence et à la haine ont été organisés dans trois gouvernorats, à savoir à Sousse, les 12-14 novembre 2021, à Médenine (Djerba), les 22-24 novembre 2021 et à Jendouba (Tabarka), du 29 novembre au 1^{er} décembre 2021, ciblant les prédicateurs et les imams dans le but de les inciter à diffuser une culture des droits de l'homme fondée sur la paix et la non-discrimination, conforme aux nobles principes de l'islam ;
- **Activités du Ministère de l'éducation** : dans le but de renforcer les droits humains des migrants grâce à la pédagogie, le Ministère de l'éducation a pris diverses mesures, notamment en révisant les programmes scolaires de manière à promouvoir les valeurs des droits de l'homme, de la démocratie, de la liberté, de l'égalité, de la tolérance, du dialogue, de l'apprentissage de la coexistence et du rejet de la violence, de l'extrémisme et de la haine, ainsi que d'ancrage des valeurs d'ouverture et d'acceptation des différences et du traitement des personnes sur un pied d'égalité et sans discrimination ;
- **Activités du Ministère de l'intérieur** : dans le cadre de la formation des forces de sécurité intérieure, les cadres et agents du Ministère de l'intérieur chargés de l'application de la loi reçoivent un enseignement de base et continu incluant des modules de formation au respect des droits de l'homme et des libertés publiques, ainsi qu'à la mise en œuvre de la loi n° 2016-05 relative aux garanties judiciaires accordées aux prévenus pendant la garde à vue ; en outre, des notes de service rappelant la nécessité de respecter la loi et de garantir à tous la jouissance de leurs droits et le respect de leur intégrité physique sont régulièrement édictées ;
- **Activités du Ministère de la défense nationale** : le Ministère de la défense nationale a conçu un module intégré d'enseignement des droits de l'homme et du droit international humanitaire, dispensé dans les académies et écoles militaires tout au long des étapes de la formation, le but étant de promouvoir les principes universels des droits de l'homme et le respect des conventions internationales ; en outre, des cours de droits de l'homme sont dispensés à de hauts responsables civils et militaires à l'Institut de la défense nationale, tandis que de nombreux représentants du Ministère participent également à des séminaires et à des sessions de formation dans ce domaine, tant à l'échelle nationale qu'internationale ;
- **Activités du Ministère de la justice** : la formation des juges aux instruments relatifs aux droits de l'homme étant un élément important de leur parcours, des sessions de formation aux traités et à leur application sont organisées à l'intention des magistrats en exercice, sachant que des sessions de formation spécialisée sont également dispensées à leur profit dans des domaines tels que la lutte contre la traite des êtres humains, la discrimination raciale et la violence contre les femmes. Le plan de développement sectoriel 2023/25 du Ministère de la justice prévoit des programmes de formation à la migration, incluant la promotion des droits et libertés et la lutte contre la discrimination raciale, afin que les juges soient dotés des connaissances et compétences nécessaires leur permettant de traiter ces aspects, particulièrement en ce qui concerne les règles juridiques applicables dans diverses situations et la

communication avec les parties concernées. Les juges bénéficient en outre de formations aux droits de l'homme fondamentaux et à leur prise en compte dans les affaires de migration.

Dans ce cadre, une session de formation a été organisée et supervisée par le ministère en janvier 2024 au profit des magistrats chargés des affaires pénales des tribunaux du sud du pays, axée sur la migration et la lutte contre la traite des personnes, avec la participation d'experts de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes et des juges de troisième grade. D'autres formations sont également organisées dans le but de renforcer les capacités des magistrats dans le domaine de la lutte contre les migrations, de la poursuite des auteurs et du démantèlement des réseaux criminels impliqués dans le trafic de migrants et la traite des personnes.

Le Ministère de la justice a également lancé, en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en Tunisie et plusieurs autres ministères (intérieur, justice, finances et affaires sociales), un projet de renforcement des capacités de protection des migrants en Afrique du Nord, intitulé *Salama*, qui vise l'atteinte de plusieurs résultats, à savoir :

- Renforcer les capacités de détection, d'identification, de recherche et de poursuite des auteurs d'infractions de trafic illicite de migrants et de traite des êtres humains, tout en veillant au respect des droits de l'homme ;
- Assurer la protection et le respect effectif des droits humains des migrants dans leur pays d'origine et au cours des mouvements migratoires ;
- Recourir aux mécanismes de coopération régionale et internationale et à des échanges d'informations permettant de détecter, d'identifier, d'enquêter et de poursuivre efficacement les auteurs d'infractions de trafic illicite de migrants et de traite des personnes selon une approche fondée sur les droits de l'homme ;
- Renforcer les capacités d'interception des flux financiers illicites résultant de la traite des personnes.

Le Directeur général de l'Institut supérieur de la magistrature a été invité à inclure un thème relatif à la migration et aux droits de l'homme dans le programme de formation continue destiné aux magistrats en exercice à l'Institut supérieur de la magistrature et à proposer au Ministère un programme de journée d'étude dédiée à cette thématique.

Une demande d'assistance au rapatriement des prisonniers en liberté conditionnelle encore dans les prisons tunisiennes (retour volontaire vers leur pays d'origine) a été adressée par le Ministère à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Cette demande est en attente de réponse.

Le Ministère continue à faire en sorte que les prisonniers impliqués dans des affaires de migration irrégulière ou de traite des personnes ne puissent pas bénéficier d'une grâce ou d'une libération conditionnelle.

- **Activités du Ministère des affaires culturelles** : dans le cadre de la lutte contre les discours de haine et le racisme et de la protection des droits culturels des migrants africains, des manifestations culturelles sont organisées dans le but de promouvoir le respect du principe du multiculturalisme et l'ouverture aux différentes cultures africaines, de défendre les droits culturels des migrants d'Afrique subsaharienne et de renforcer la culture des droits de l'homme, de la tolérance et de l'enrichissement interculturel.

III. Mesures prises dans le but de promouvoir davantage les droits humains des migrants depuis la prétendue crise

Convaincue de la solidité de son ancrage dans le continent africain, la Tunisie prend des mesures destinées à faciliter le séjour des migrants africains dans le pays, à renforcer leur prise en charge et à intensifier l'aide sociale et sanitaire qui leur est apportée, sachant qu'elle a notamment réalisé ce qui suit :

- Facilité le séjour des étudiants ressortissants de pays frères africains sur le territoire tunisien en leur délivrant des cartes de séjour d'un an et en leur permettant de renouveler périodiquement leurs documents en temps opportun ;
- Prolongé de trois à six mois la durée de validité du récépissé de demande de titre de séjour ;
- Facilité les départs volontaires au profit de tous ceux et celles qui le souhaitent, dans un cadre organisé et en coordination préalable avec les ambassades et missions diplomatiques des pays africains en Tunisie ;
- Exonéré les ressortissants africains du paiement des pénalités de dépassement de séjour autorisé en cas de retour volontaire ;
- Renforcé la prise en charge et étoffé les services d'assistance sociale, médicale et psychologique nécessaires au profit de tous les migrants et réfugiés des pays frères africains, par l'intermédiaire du Croissant-Rouge tunisien et de ses différents partenaires ;
- Intensifié les campagnes de contrôle destinées à réprimer toutes les formes de traite des personnes et à réduire le nombre de cas d'exploitation de migrants en situation irrégulière ;
- Mis en place un numéro vert à la disposition des résidents originaires de différents pays africains frères afin qu'ils puissent signaler toute exaction commise à leur encontre.

Aux fins du suivi de la bonne exécution de ces mesures, des séances de travail ministérielles régulières ont eu lieu à partir du mois de février 2023, sous la présidence de M^{me} la Cheffe du Gouvernement, en présence des ministres et des représentants des structures gouvernementales et non gouvernementales concernées par la question de la migration. Au cours de ces réunions, toutes les dimensions de la question migratoire ont été abordées et les préparatifs des différents ministères concernant la mise en place du visa électronique et du certificat de résidence biométrique ainsi que la révision des textes juridiques pertinents dans le but de faciliter les procédures administratives liées aux voyages ont été examinés.

Les principaux services de santé fournis par l'État tunisien aux migrants, indépendamment de leur statut, ont également été recensés lors de ces réunions. Parmi les recommandations issues de ces réunions ministérielles, le Croissant-Rouge tunisien a été chargé de fournir un soutien sanitaire, social, humanitaire et psychologique aux migrants et de collaborer avec ses partenaires nationaux et internationaux à l'élaboration d'un programme de regroupement des services humanitaires, concrétisé par la mise en place dans le pays de cinq premiers points de services humanitaires.

Dans le même contexte, M^{me} la Cheffe du Gouvernement a présidé des séances de travail avec le Directeur régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des représentants du Croissant-Rouge tunisien, du CICR, de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, du bureau de l'OIM en Tunisie, du HCR et du bureau du HCDH en Tunisie.

Au cours de ces séances, la grande importance attachée par la Tunisie à l'action humanitaire et à la coopération dans ce domaine a été soulignée, ainsi que sa volonté de préserver la dignité de toute personne sollicitant une aide. La Tunisie s'est félicitée du rôle joué par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pendant la pandémie de COVID-19 et dans les situations de catastrophe, ainsi que des efforts déployés par les organisations du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge et les entités des Nations Unies en Tunisie dans le cadre de la contribution aux secours et à la prise en charge des migrants et de la recherche de solutions au profit de tous les demandeurs de services. En outre, les participants aux séances ont examiné le Plan national d'intervention d'urgence destiné à répondre aux demandes des migrants en partenariat avec toutes les organisations, souligné qu'il importait de mener des efforts concertés à court, à moyen et à long terme, de manière à résoudre de manière mieux coordonnée les problèmes liés à la migration en général et à la migration irrégulière en particulier et rappelé la nécessité de s'attaquer aux causes de

la migration et d'œuvrer à soutenir l'insertion et l'autonomisation économiques des groupes vulnérables. Le Ministère du commerce et du développement des exportations a également pris les mesures suivantes :

- Planifié l'accueil d'une délégation d'influenceurs et de créateurs de contenus africains, avec un riche programme de rencontres et de visites, dans le but de communiquer avec ces personnes et de souligner que l'Afrique était profondément ancrée dans les stratégies du pays ;
- Réhabilité le passage de Ras Jedir en tant que portail ouvert sur l'Afrique ;
- Inscrit des activités exceptionnelles dans le programme de travail de « Tunisia Export Team » destiné aux personnes d'Afrique subsaharienne.

1. Mesures spéciales de protection des droits humains des enfants migrants en Tunisie

Le Bureau de soutien au système de justice pour mineurs du Ministère de la justice examine avec le plus grand soin les problèmes auxquels font face les enfants migrants non accompagnés. Les juges de la famille, les juges pour enfants et les représentants du ministère public assurent un suivi direct de ces cas, en coordination avec les membres des forces de l'ordre. Dans le cadre des mesures qu'elles prennent au sujet des enfants en conflit avec la loi, ces autorités tiennent compte de la situation des enfants en danger et des enfants victimes, le but étant de leur permettre d'accéder à des soins de santé, notamment psychologiques, et d'être scolarisés en attendant l'achèvement des procédures de retour dans leur pays.

En outre, le Bureau de soutien au système de justice pour mineurs coordonne ses activités avec celles du Ministère de la famille, de la femme, de l'enfance et des personnes âgées en ce qui concerne la prise en charge des enfants migrants non accompagnés et le suivi de l'application des recommandations formulées.

Par ailleurs, un plan d'action de protection des enfants au cours des différentes étapes de la migration a été élaboré et exécuté. Respectueux des droits fondamentaux de ces enfants, le plan prévoit des dispositions administratives visant à leur garantir un développement équitable et l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux loisirs.

L'Association tunisienne de défense des droits de l'enfant (ATDDE) et le Ministère de la famille, de la femme, de l'enfance et des personnes âgées ont signé une convention de partenariat qui encadre la mise en place, dans les complexes dédiés à l'enfance des quartiers de la Hafsia et du Kram, de centres de jour multiservices accueillant les mineurs non accompagnés sur le sol tunisien, ainsi que la prise en charge, sans discrimination, des enfants en situation de vulnérabilité.

3. Intensification des campagnes de contrôle, de répression de toutes les formes de traite des personnes et de réduction du nombre de cas d'exploitation de migrants en situation irrégulière

Cette mesure a été décidée dans le cadre des séances de travail ministérielles, Madame la Cheffe du Gouvernement ayant réaffirmé la volonté de lutter contre toutes les formes de traite des personnes et d'exploitation économique des migrants. Dans cette optique, les entités compétentes ont étudié les circonstances et les caractéristiques des cas de traite des personnes enregistrés en Tunisie, notamment au regard de l'évolution des flux migratoires illégaux de 2010 à 2022. Il a été souligné que l'État tunisien apportait un soutien inconditionnel aux victimes de la traite des personnes, quels que soient leur origine et leur statut, tout en respectant leur intégrité physique et psychologique et en assurant la confidentialité et la protection de leurs données personnelles.

4. Lutte contre la traite des personnes

Mesures prises par l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants

Une Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la traite des personnes, qui a vocation à être déployée jusqu'à l'horizon 2027, a été élaborée. L'Instance procède à la collecte de données et de statistiques relatives à la traite des personnes, ainsi qu'à la création d'une base de données destinée à être mise à la disposition des parties prenantes et à faciliter la communication entre les différents services et organismes compétents, dont elle coordonne les efforts et qu'elle représente au niveau national et international. L'Instance renforce également sa collaboration avec les organisations de la société civile et les autres organisations de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants et les aide à exécuter leurs programmes en la matière.

Sur décision de la Ministre de la justice, un comité chargé du suivi des résultats du Rapport national de l'Instance a été mis en place, ce qui a permis de réduire sensiblement le nombre de cas de traite des personnes.

L'Instance œuvre en coordination avec les organismes publics et les organisations internationales, en particulier l'OIM et certaines associations, dans le but d'offrir toute l'assistance nécessaire aux victimes, y compris sur le plan médical, psychologique et social, ainsi qu'une assistance juridique et une aide au retour volontaire. En 2023, 212 personnes, dont 13 étrangers, ont bénéficié d'une aide sociale (hébergement temporaire), 136 personnes, dont 40 étrangers, ont bénéficié d'une aide médicale et 41 étrangers ont été exemptés du paiement des frais consulaires.

En ce qui concerne les migrants et migrantes dans les centres de rééducation et les prisons, aucune discrimination n'est faite entre les Tunisiens et les étrangers.

Mécanisme national d'orientation des victimes de la traite des personnes

Le Mécanisme national d'orientation des victimes de la traite des personnes a été conçu dans le but d'instaurer une meilleure organisation des procédés de coordination et de coopération entre l'Instance et les autres intervenants, et ce, dans l'objectif de fournir davantage de garanties aux victimes de la traite des personnes, de reconnaître leur statut juridique et de leur permettre d'avoir accès à l'assistance et à la protection nécessaires, ainsi que de renforcer les capacités des différentes parties prenantes.

À cet effet, des Principes directeurs ont été publiés à l'intention de toutes les parties prenantes (transporteurs commerciaux, inspecteurs du travail, délégués à la protection de l'enfance, travailleurs sociaux, psychologues et agents des services de contrôle aux frontières chargés de la vérification des documents d'identité et de voyage, des visas et de la résidence des étrangers) dans le but de contribuer à la détection et au signalement des opérations de traite des personnes.

Prévention de la traite des personnes et du trafic de migrants

Plusieurs programmes ont été réalisés en la matière, parmi lesquels les suivants :

- Une mallette pédagogique relative aux infractions de traite des enfants a été produite grâce à la collaboration avec l'Observatoire d'information, de formation, de documentation et d'études pour la protection des droits de l'enfant et l'OIM ;
- Un Manuel de procédures à l'usage des officiers de police judiciaire a été publié, ainsi qu'un Guide de première intervention en faveur des victimes de la traite des personnes ;
- Un programme de formation aux infractions de traite des personnes a été élaboré ;
- Deux types de documents ont été créés : le « Passeport des droits des victimes de la traite des personnes » et les « Cartes des droits des victimes de la traite des personnes » ;

- Une liste d'indicateurs généraux relatifs à la détection des cas de traite et à l'identification des victimes, destinée au grand public, a été publiée, complétée par une seconde liste d'indicateurs spécifiques, à l'intention des officiers de la police judiciaire ;
- Un module de formation à la migration a été élaboré et intégré à tous les programmes de sensibilisation organisés et supervisés par l'Instance, compte tenu des liens entre les infractions de traite des personnes et de trafic de migrants et la migration.

Protection et aide accordées aux victimes de la traite des personnes

Dans le cadre de son rôle de coordination des efforts de tous les intervenants et avec l'appui du Ministère de la justice, l'Instance veille à garantir tous les aspects de la protection et de l'assistance aux victimes de la traite des personnes, y compris les migrants étrangers, comme suit :

- **Assistance médicale** : dans le but d'assurer le rétablissement physique et psychologique des victimes, le législateur leur accorde la gratuité des soins et des traitements dans les structures de santé publique, sachant que les prestations médicales incluent une prise en charge psychologique spécifique et la réalisation de tests et d'analyses cliniques visant à diagnostiquer les conséquences de la traite ;
- **Assistance sociale** : un hébergement sûr et des services de réinsertion et de réadaptation professionnelle sont fournis, compte tenu de l'âge, du sexe et des besoins spécifiques des victimes, notamment en ce qui concerne les femmes, y compris les femmes enceintes, les personnes présentant un handicap physique ou intellectuel, les personnes en situation de vulnérabilité et les étrangers ;
- **Assistance juridique** : conformément aux dispositions de l'article 62 de la loi n° 2016-61, une aide juridictionnelle est accordée aux victimes de la traite afin de leur permettre d'engager les procédures judiciaires et administratives de régularisation de leur situation, grâce à un accompagnement juridique et à un suivi de leurs dossiers auprès des autorités publiques, tout en leur fournissant une assistance destinée à surmonter les obstacles entravant l'accès à leurs droits ;
- **Assistance et protection supplémentaires accordées aux victimes étrangères, conformément à la loi** : l'Instance veille à ce que les victimes étrangères puissent exercer leur droit d'être entendues en présence d'un interprète assermenté, afin que la communication soit assurée dans une langue qu'elles comprennent au cours de toutes les étapes de l'instruction et des investigations, de même qu'elle s'assure qu'elles puissent exercer les droits qui leur sont reconnus par la loi. De plus, l'Instance fait en sorte que les victimes étrangères bénéficient de la période de rétablissement et de réflexion prévue par la loi n° 2016-61 afin qu'elles puissent prendre la décision adéquate s'agissant d'engager des procédures judiciaires et administratives. Enfin, l'Instance veille à ce que, pendant ladite période, ces personnes ne soient pas rapatriées, dans la mesure où la loi l'interdit.

L'instance aide également les victimes étrangères désireuses de rentrer volontairement dans leur pays d'origine, en tenant dûment compte de leur sécurité, conformément aux dispositions de l'article 8 du décret gouvernemental n° 2017-1061 du 26 septembre 2017 fixant les tarifs des droits de chancellerie, qui dispense les « victimes de la traite des personnes désirant quitter le territoire tunisien dans le cadre d'un retour volontaire, du paiement du droit de régularisation sur avis de l'Instance ».

Accompagnement des victimes dans le cadre du processus d'insertion ou de réinsertion

Réinsertion des étranger et retour volontaire

La loi organique n° 2016-61 du 3 août 2016 relative à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes reconnaît aux victimes étrangères un certain nombre de droits sociaux, parmi lesquels les droits à l'insertion sociale, au rétablissement physique et psychologique et au retour volontaire dans leur pays d'origine ou dans un pays tiers. Elle leur accorde aussi un droit de séjour temporaire lorsqu'elles choisissent de poursuivre en justice les auteurs de la

traite dont elles ont été les victimes et interdit leur expulsion. Les deux principaux modes de réinsertion des victimes étrangères sont les suivants.

Réinsertion dans le pays d'accueil

Les services d'insertion varient en fonction des demandes, des souhaits et des qualifications des victimes, ainsi que de leur âge, en particulier concernant les enfants.

- Réadaptation psychologique : des services de suivi psychologique sont dispensés aux victimes qui en ont besoin, en fonction de leur situation, du type d'exploitation qu'elles ont subie et des effets de celle-ci sur leur état psychologique ;
- Formation professionnelle : les victimes étrangères bénéficient de services de formation professionnelle offerts par des acteurs de la société civile, dans le cadre d'accords de partenariat conclus entre l'Instance et un certain nombre d'associations, avec l'appui des organisations internationales compétentes, qui prennent en charge les frais de formation ou de qualification professionnelle dans l'un des domaines proposés et délivrent aux apprenants des certificats leur permettant ensuite de s'intégrer dans le circuit économique, tant en Tunisie que dans leur pays d'origine s'ils décident d'y retourner ultérieurement ;
- Intégration professionnelle ou économique : l'intégration professionnelle ou économique débouche sur l'obtention d'un permis de séjour temporaire auprès des autorités compétentes, conformément à la législation en vigueur en matière d'emploi des étrangers, compte dûment tenu de leur situation particulière.

Réintégration dans le pays d'origine ou dans un pays tiers à la suite d'un retour volontaire

Lorsqu'ils optent pour un retour volontaire, les étrangers sont réintégrés dans leur pays d'origine dans le cadre d'un processus multidimensionnel et selon une approche globale tenant compte de leurs besoins et de divers facteurs, notamment économiques, sociaux et psychologiques.

Réintégration des victimes étrangères dans leur pays d'origine

Concrètement, l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes :

- Assure la coordination avec les associations (par exemple, association Amal pour la famille et l'enfant) et l'OIM, ce qui se traduit par l'élaboration d'un programme de réintégration alors que la victime se trouve encore sur le territoire tunisien, dans le cadre d'un accompagnement psychologique et de consultations portant sur les perspectives et les possibilités susceptibles de contribuer à la réussite des projets qu'elle envisage de mener dans son pays d'origine ;
- Organise des ateliers de développement humain (compétences nécessaires à la vie et développement personnel) ;
- Organise des sessions de formation à la création de microentreprises ;
- Accorde des prêts aux porteurs de microprojets, dont le montant est plafonné en fonction du type de projet choisi.

Une équipe pluridisciplinaire de l'OIM assure le suivi des projets et accompagne les victimes dans leur pays d'origine, afin de les aider à surmonter les difficultés liées à la création des projets.

Réintégration des enfants étrangers victimes de la traite

En coordination directe avec le délégué à la protection de l'enfance et le juge de la famille, l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes examine la situation des enfants étrangers non accompagnés dont il ressort, lors de la prise en charge qu'ils sont entrés – légalement ou non – sur le territoire tunisien par des voies de migration irrégulière.

Ces enfants ont accès à tous les services offerts en matière de santé (suivi psychologique et médical) et sont hébergés dans les centres de protection sociale disponibles en attendant que leur situation juridique soit régularisée (compte tenu en particulier des problèmes auxquels ils doivent faire face lorsqu'ils ne disposent pas de documents d'identité).

Des mesures sont prises en coordination avec une organisation internationale en vue d'établir un contact avec la famille de l'enfant dans son pays d'origine et de déterminer dans quelle mesure la famille ou les proches de l'enfant seraient disposés à l'accueillir (recherche et évaluation de la famille).

Suivi et évaluation des projets de réintégration

Le suivi est une activité organisée, planifiée et assurée en permanence, conformément à une stratégie fixant les objectifs à atteindre, lesquels sont régulièrement soumis à un examen qui vise à garantir la bonne exécution des projets. Il se déroule selon une procédure spécifiquement prévue à cet effet.

Instance nationale de lutte contre la traite des personnes et promotion de la coopération internationale

L'Instance s'efforce d'activer la coopération avec ses homologues étrangers dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes, notamment avec le Comité national de lutte contre la traite des personnes de Côte d'Ivoire et avec l'autorité chargée de ces questions en République du Burundi.

L'Instance a également conclu plusieurs accords de coopération avec des associations et organisations internationales, dont Médecins du Monde, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme et le Conseil de l'Europe.

L'Instance nationale ayant proposé de créer un mécanisme régional de lutte contre la traite des personnes, qui permettrait de repérer, d'aider et de réintégrer les victimes de la traite dans leur pays d'origine, une série de réunions est actuellement organisée à l'échelle régionale, avec l'appui du Ministère de la justice et de plusieurs organisations internationales, pour discuter de la création d'un tel mécanisme et échanger des points de vue sur les moyens les plus efficaces de procéder.

Autres actions menées contre la traite des personnes

Afin de renforcer davantage le rôle du Ministère des affaires sociales en matière d'assistance et de prise en charge des groupes vulnérables exposés au risque d'exploitation économique et en application des dispositions de la loi n° 2016-61 du 3 août 2016 relative à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes, les structures chargées de la promotion sociale offrent aux victimes qui leur sont adressées par l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes l'assistance sociale voulue, à savoir des services de protection sociale et de soutien psychologique, ainsi que des aides et un hébergement conjoncturels, en cas de besoin.

La plupart des victimes étrangères qui bénéficient d'un hébergement se trouvent au Centre de protection sociale des enfants de Tunis. Les questions les concernant sont traitées en coordination avec des organisations internationales comme l'OIM ou le bureau du HCR en Tunisie. À noter que la plupart d'entre elles sont orientées vers ces services par le pouvoir judiciaire.

Mise en place de numéros verts dans plusieurs ministères.

La Présidence du Gouvernement a mis un numéro vert à la disposition des résidents issus de différents pays africains afin qu'ils puissent signaler tout abus commis à leur encontre et s'enquérir de diverses questions les concernant.

Le Ministère de la justice a mis un numéro vert à la disposition des étrangers résidant en Tunisie, dans l'optique de mieux prendre en compte les situations particulières de ces personnes et de faciliter leur accès aux procédures juridiques les concernant. Le numéro vert

permet de fournir aux personnes concernées les conseils juridiques et l'assistance dont elles ont besoin, ainsi que des avis et des recommandations concernant leurs droits, leurs devoirs et les procédures qui leur sont demandées. Cette mesure, qui renforce l'accès à la justice et l'exercice des droits des étrangers résidant en Tunisie, contribue également à accroître la transparence du système judiciaire et la confiance en celui-ci.

À cela s'ajoutent les numéros verts du Ministère de l'intérieur et du Ministère des affaires étrangères et des Tunisiens à l'étranger.

Le Ministère de l'intérieur a érigé en priorité le renforcement des capacités de ses agents en vue d'assurer la bonne application de la loi et le respect de toutes les garanties accordées aux migrants, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile en matière de sécurité. Il convient de citer à cet égard le module de formation à la protection des droits de l'homme aux frontières, destiné aux agents des services frontaliers et aux personnes qui s'occupent directement des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, ainsi que les sessions de formation organisées à l'intention des agents des forces de sécurité intérieure de différentes spécialités et grades, portant sur le droit international des droits de l'homme, y compris les droits des migrants. La thématique des droits de l'homme, y compris tout ce qui a trait à l'élimination de la discrimination raciale et de la traite des personnes, a été inscrite parmi les programmes de formation de base des écoles de formation relevant du Ministère. En outre, l'éventail des activités de formation a été élargi pour inclure les questions relatives au comportement et à la discipline, le but étant de réduire les pratiques susceptibles de porter atteinte aux droits de l'homme dans divers domaines.

Dans le cadre de l'application de la loi organique n° 2016-61, le Ministère de l'intérieur a créé au sein de la Direction générale de la sûreté nationale et de la Garde nationale une unité centrale chargée d'enquêter sur les infractions de traite des personnes au niveau national. Si la victime de la traite est une femme ou un enfant, l'enquête est confiée aux équipes spécialisées en matière d'enquêtes relatives aux infractions de violence contre les femmes et les enfants de la Direction de la sûreté nationale et de la Garde nationale. De plus, le Ministère fournit un appui logistique et humain aux unités spécialisées dans la lutte contre la traite des personnes, dans la limite des moyens disponibles, en renforçant leur personnel et en les dotant des moyens de transport nécessaires afin qu'elles puissent engager sans tarder les investigations qui s'imposent. De leur côté, les structures du Ministère chargées de la formation veillent à renforcer les capacités des membres de ces unités en matière de recherche et d'investigations relatives à ce type d'infractions dans le but d'améliorer la qualité des poursuites, d'optimiser la prise en charge des victimes et d'assurer au mieux la protection de leurs droits.

Un module consacré aux infractions de traite des personnes a été inscrit parmi les programmes de formation de base et continue destinés aux officiers de police judiciaire des différentes écoles de la sûreté nationale, en plus d'un module de formation à la traite des personnes destiné aux cadres supérieurs du Ministère de l'intérieur à l'école supérieure des forces de sûreté intérieure. Des sessions de formation spécialisées aux techniques d'investigation relatives aux infractions de traite des personnes, à la prise en charge des victimes et au mécanisme national d'orientation des victimes ont également été organisées.

Dans le cadre des efforts déployés par le Ministère pour renforcer les capacités de son personnel dans le domaine de la prise en charge des migrants conformément à la loi et le faire bénéficier des guides de référence élaborés par l'Instance nationale, la note de service n° 19 du 8 décembre 2023 a diffusé auprès du personnel les guides de référence dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes, à savoir le « Manuel de procédure des officiers de police judiciaire », qui vulgarise les techniques d'investigation en matière d'infractions de traite des personnes et les principes de prise en charge des victimes et le « Mécanisme national d'orientation des victimes de la traite des personnes », qui définit le rôle des intervenants et vise la coordination de leurs interventions tout au long du processus de prise en charge des victimes. Ces documents sont complétés par un ensemble de dispositifs destinés à guider les intervenants en matière de détection des infractions et d'identification des victimes, d'assistance et de protection, ainsi que par un « Guide de première intervention auprès des victimes de la traite des personnes », qui rappelle les principes directeurs et les mesures de sécurité et de sûreté à adopter lors de la communication avec les victimes.

Les services concernés du Ministère reçoivent également des signalements téléphoniques concernant des victimes ou des réseaux de traite des personnes ou de trafic illicite de migrants susceptibles d'être victimes de ces infractions. Ces signalements sont transmis aux services concernés pour un traitement immédiat, en coordination avec le ministère public, qui autorise des enquêtes destinées à identifier les victimes et à arrêter les personnes impliquées dans ces opérations. Toutes les victimes prises en charge, en particulier les victimes étrangères ayant exprimé le souhait de retourner volontairement chez elles, sont signalées à l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes par toutes les unités de sûreté, étant précisé que l'Instance assure la coordination avec le Ministère des finances dans le but de les exonérer des pénalités afférentes aux droits de chancellerie et de faciliter le retour vers leur pays d'origine.

De manière générale, l'ensemble des mesures prises s'inscrit dans le cadre du souci de consacrer toutes les garanties accordées par la loi et les normes internationales aux migrants, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.

5. Campagnes de sensibilisation et programmes de lutte contre la discrimination raciale

Plusieurs programmes et activités sont organisés dans le but de contribuer à l'intégration des migrants et d'atténuer les tensions, comme le programme de partenariat avec l'OIM intitulé « Sport en faveur de l'inclusion : football contre racisme » étalé sur deux périodes, la première du 6 novembre 2020 au 31 janvier 2023 et la seconde de février 2023 à janvier 2025, incluant divers événements sportifs et des activités organisées à Tunis, Sousse, Sfax, Médenine et Zarzis.

L'organisation de jeux sportifs et culturels féminins auxquels ont vocation à participer des femmes issues de pays d'Afrique subsaharienne a également été programmée, outre la tenue des jeux africains de plage (23-30 juin 2023, Hammamet).

Des campagnes de sensibilisation sont également menées au sein des complexes destinés à la jeunesse, comme par exemple :

- Une activité conjointe a été organisée par le Conseil tunisien pour les réfugiés et le Complexe de la jeunesse de Médenine (création de clubs linguistiques de français et d'anglais, sous la supervision de bénévoles réfugiés et de jeunes du complexe) ;
- En partenariat avec l'Association tunisienne d'éducation à la citoyenneté, un programme national relatif à l'acceptation de l'autre et à la lutte contre toutes les pratiques néfastes et les exactions visant des migrants a été élaboré à l'intention des jeunes et déployé dans le cadre des clubs d'éducation à la citoyenneté dans les maisons de jeunes.

En outre, diverses actions de sensibilisation à la nécessité de combattre les discours de haine et le racisme ont été organisées dans des bibliothèques publiques.

6. Engagement de la responsabilité des auteurs de violations des droits de l'homme motivées par la haine raciale

De manière générale, les services d'inspection du Ministère veillent à faire en sorte que tous ceux qui se rendent coupables d'abus, de mauvais traitements ou d'usage excessif de la force répondent de leurs actes, qu'une enquête soit immédiatement ouverte au sujet de toute atteinte aux droits de l'homme imputée à l'un de ses agents et que tous ceux reconnus coupables soient poursuivis. Dans ce cadre, un espace citoyen d'écoute et d'orientation a été créé pour recevoir les plaintes des victimes d'atteinte aux droits de l'homme et à l'exercice des libertés publiques, écouter leurs préoccupations, répondre à leurs interrogations, les conseiller et recevoir et examiner leurs requêtes. L'Inspection centrale et les inspections générales des corps des forces de sécurité, ainsi que la Direction générale des droits de l'homme, sont chargées d'examiner toutes les plaintes et requêtes relatives à des atteintes présumées aux droits de l'homme imputées à des agents des forces de sécurité intérieure et d'engager des poursuites administratives contre les auteurs de ces violations si celles-ci

s'avèrent fondées, conformément aux principes d'impartialité, de transparence, d'objectivité et de respect de l'État de droit, sans préjudice des poursuites pénales prévues à cet effet.

Il convient de noter que certains abus susceptibles d'être commis par des individus constituent des cas isolés dont l'administration poursuit les auteurs dans le but d'éviter que de telles exactions ne se reproduisent.

7. Mesures prises pour empêcher la propagation par des agents publics de discours qui encouragent la haine, la discrimination raciale et la xénophobie, notamment à l'égard des migrants, et qui constituent une incitation à la discrimination

Lutte contre le profilage racial

Dans la continuité de l'action de l'État contre le profilage racial, le décret n° 2023-240 du 16 mars 2023 portant approbation du Code de conduite des forces de sécurité intérieure relevant du Ministère de l'intérieur a été promulgué et comporte plusieurs dispositions relatives à la lutte contre le profilage racial :

- Les forces de sécurité intérieure exercent leurs fonctions en toute impartialité et sans aucune discrimination fondée sur le sexe, la couleur, la nationalité, l'origine, le statut social, l'appartenance politique ou les convictions religieuses ;
- Les forces de sécurité intérieure effectuent des contrôles réglementaires et assurent la prestation des services administratifs en toute impartialité et sans discrimination ;
- Dans leurs rapports avec les étrangers, le personnel des missions diplomatiques et les personnes bénéficiant de l'immunité, les agents des forces de sécurité intérieure tiennent compte des particularités de chaque personne et des dispositions prévues par les instruments internationaux et les lois et règlements en vigueur.

En ce qui concerne les mécanismes de mise en œuvre, le Ministère de l'intérieur prend les mesures d'application du Code de conduite, veille à sa bonne application et au respect de ses dispositions par les agents des forces de sécurité intérieure et remédie aux manquements constatés.

Lutte contre les discours de haine

Dans le cadre des efforts de lutte menés par l'État contre les infractions relevant de la cybercriminalité dans le pays, y compris l'incitation à la haine sur les sites des médias sociaux en général, il existe plusieurs dispositifs juridiques, procéduraux et techniques qui peuvent être déployés. Ainsi, le décret-loi n° 2022-54 du 13 septembre 2022 relatif à la lutte contre les infractions se rapportant aux systèmes d'information et de communication a été adopté dans le but de réglementer les procédures de poursuite, d'enquête et de collecte de preuves électroniques qu'engagent l'Agence technique des télécommunications et les services compétents du Ministère de l'intérieur, chacun selon son domaine de compétence, en vertu d'un mandat émis par une autorité judiciaire ou par des officiers de la police judiciaire habilités à cet effet.

Lorsqu'une autorité judiciaire demande que soient identifiés les propriétaires ou des utilisateurs d'une page ou d'un compte Web appartenant à un réseau social ou à un autre site et encourageant les discours de haine, une demande officielle, accompagnée de l'autorisation judiciaire, est adressée à l'entreprise META, par l'intermédiaire des points de contact nationaux officiels. À noter que cette entreprise ne répond généralement aux demandes qui lui sont adressées que si leur contenu est compatible avec sa politique et dans de rares cas, par exemple si elles ont pour objet de prévenir des actes terroristes imminents ou sont liées à l'exploitation sexuelle d'enfants.

Les structures compétentes du Ministère des technologies de la communication reçoivent de la part des autorités judiciaires des demandes les invitant à bloquer les pages, comptes, groupes et sites Web qui encouragent la diffusion de contenus racistes ou incitant à la haine. Or, sachant que le contenu des réseaux sociaux peut être diffusé sur plusieurs plateformes (Facebook, Instagram, Twitter...), que des techniques de cryptage peuvent être

utilisées pour empêcher l'identification du contenu à bloquer et que de nombreuses applications accessibles gratuitement au grand public permettent de masquer ou de débloquer des contenus, ce procédé techniquement possible à réaliser demeure inefficace, car susceptible d'être contourné au moyen d'outils furtifs, tels que des serveurs proxys.

Mesures prises par l'État en vue de garantir l'égalité devant la loi et l'égalité de fait dans l'exercice des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, en particulier les droits au logement, à la santé, à la liberté et à la sécurité de la personne, sans discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale ou ethnique ou le statut de migrant

Outre les diverses mesures et procédures déjà mentionnées qui garantissent l'égalité devant la loi et l'égalité de fait dans l'exercice de tous les droits, sans discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale ou ethnique ou le statut de migrant, on peut citer ce qui suit.

Protection du droit à la vie et des droits civils et politiques

Concernant la **protection du droit à la vie**, conformément aux instruments internationaux pertinents ratifiés par la République tunisienne, les unités militaires et les garde-côtes s'efforcent, dans le cadre de leurs missions de recherche et de sauvetage, de répondre rapidement et efficacement aux appels de détresse pour sauver la vie des personnes qui franchissent illégalement les frontières terrestres ou maritimes du pays.

L'État tunisien se trouve souvent engagé dans des opérations de sauvetage car les autres pays concernés n'assument pas cette tâche, ce qui amène la partie tunisienne à prendre en charge ces migrants et à les ramener vers la Tunisie.

Concernant les **droits politiques**, la loi électorale tunisienne garantit aux citoyens tunisiens uniquement le droit de participer à la vie politique, sans distinction de couleur, de race ou d'origine ethnique.

Concernant la **liberté de réunion et d'association**, les migrants et les réfugiés ont le droit de fonder des associations et de mener des activités associatives conformément à la législation en vigueur.

Justice

Le plan de développement sectoriel 2023-2025 du Ministère de la justice prévoit des programmes de formation des magistrats aux thématiques liées à la migration, notamment la promotion des droits et libertés et la lutte contre la discrimination raciale, afin que les juges puissent acquérir les aptitudes et compétences nécessaires au traitement des affaires impliquant des migrants ou des réfugiés, prendre connaissance des règles juridiques applicables dans ces situations et collaborer avec les parties concernées. Les magistrats sont en outre formés aux droits fondamentaux de la personne humaine et à la manière dont il convient d'en tenir compte dans les affaires de migration.

Le Ministère de la justice soutient également la gouvernance, la transparence et la compréhension des textes juridiques, ce qui illustre son engagement à promouvoir ces aspects et à permettre aux étrangers de comprendre les références juridiques liées à leur statut et à leurs droits. Les textes juridiques pertinents sont publiés sur le site Web du Ministère afin que les personnes concernées puissent s'informer de leurs droits et devoirs et comprendre les procédures juridiques relatives à leur statut. Outre le gain de temps que cela représente pour les étrangers, les avocats et les juges, qui ont désormais plus facilement accès aux informations dont ils ont besoin, cette mesure favorise la transparence et l'équité de la justice et contribue à renforcer la confiance dans le système judiciaire en général.

Droit à l'éducation et à la formation professionnelle

Le système éducatif tunisien est fondé sur le principe de l'enseignement obligatoire et gratuit, lequel constitue un droit fondamental reconnu aux Tunisiens et aux étrangers résidant sur le sol tunisien âgés de 6 à 16 ans, sans aucune exclusion, restriction ou préférence. Sur cette base, l'accès à l'éducation des Tunisiens et des étrangers en âge d'être

scolarisés est garanti par des textes législatifs et réglementaires. Il s'agit d'un acquis du système éducatif, qui consacre les principes et valeurs propres à renforcer la dignité des personnes et à garantir les droits individuels.

- En ce qui concerne **l'enseignement universitaire**, des inscriptions et des bourses sont réservées aux étudiants étrangers dans les universités publiques tunisiennes, conformément à des accords et contrats conclus entre le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et le pays d'origine des étudiants ou sur la base de candidatures individuelles. Dans ce contexte, les étudiants étrangers inscrits dans les universités publiques bénéficient d'une bourse universitaire et de services universitaires, de réductions de tarifs dans les transports publics et de soins médicaux et psychologiques pris en charge et dispensés par l'intermédiaire du système de sécurité sociale et de santé. Les étudiants non boursiers ont accès à des réductions concernant l'ensemble des services de santé offerts par les établissements publics. En outre, les étudiants étrangers bénéficient d'un enseignement quasi gratuit et ont le droit, tout comme les étudiants tunisiens, de poursuivre leurs études universitaires s'ils remplissent les conditions légales et pédagogiques requises pour l'admission et l'inscription. Ils peuvent également devenir membres de clubs culturels et sportifs et d'associations dans tous les établissements universitaires.

Dans le but d'offrir un meilleur encadrement aux étudiants internationaux qui fréquentent les établissements universitaires tunisiens, y compris ceux venant de pays africains, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a déployé une série de mesures à partir du mois de mars 2023, à savoir :

- La mise à la disposition des étudiants d'une cellule d'écoute et d'un numéro vert (80101875) leur permettant de communiquer avec le Ministère (depuis le 10 mars 2023) ;
- L'invitation de tous les établissements universitaires accueillant des étudiants internationaux à désigner un point de contact chargé d'écouter les étudiants, de les informer, de suivre leur situation et de communiquer au Ministère des informations sur leurs activités, en veillant à signaler immédiatement les situations nécessitant une intervention d'urgence ;
- L'organisation, le 8 mars 2023, d'une réunion avec les présidents d'universités, les représentants d'établissements privés d'enseignement supérieur et des membres de l'Association des étudiants et stagiaires africains en Tunisie, au cours de laquelle les participants ont fait part de leurs préoccupations, un plan d'action en faveur des étudiants concernés a été élaboré et des possibilités d'hébergement dans des foyers universitaires relevant du Ministère ont été offertes à 10 étudiants ayant des difficultés d'hébergement ;
- Le retrait des mesures prévues par le décret présidentiel relatif aux permis de séjour et aux pénalités de dépassement de la durée légale de séjour en faveur de tous les étudiants internationaux inscrits dans des établissements universitaires publics ou privés tunisiens, quelle que soit leur nationalité ;
- La mission confiée aux psychologues de chaque université et aux offices des œuvres universitaires d'intervenir dans certaines situations, si nécessaire, en coordination avec les points de contact ;
- La publication rapide de l'offre du Ministère relative aux possibilités d'inscription dans les universités et d'obtention de bourses universitaires, sachant que le Ministère attribue chaque année 517 places dans les établissements universitaires et 291 bourses universitaires à des étudiants issus de 36 pays d'Afrique subsaharienne et envisage de leur réserver 150 places supplémentaires et d'augmenter en conséquence le nombre de bourses accordées aux étudiants ;
- L'accélération des procédures de création du Centre national d'orientation et d'information des étudiants internationaux, qui a essentiellement vocation à accueillir les étudiants, à les orienter et à les encadrer ;

- La transmission de la liste des étudiants inscrits dans les établissements publics et privés au Ministère de l'intérieur, dans le but de faciliter l'obtention de permis de séjour par ces personnes ;
- L'organisation, dans chaque université et Office des œuvres universitaires, de manifestations culturelles et sportives visant à favoriser l'intégration des étudiants internationaux et l'incitation des établissements universitaires privés à faire de même.
- **S'agissant de la formation professionnelle**, le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle attribue chaque année environ 295 bourses à des candidats de pays d'Afrique subsaharienne en vue de leur inscription dans les différents centres tunisiens de formation professionnelle relevant de l'Agence tunisienne de la formation professionnelle. Un quota annuel de 10 à 50 places est réservé à ces apprenants dans les centres de formation professionnelle de base, dans le cadre de la coopération internationale bilatérale, conformément aux accords de coopération conclus entre la République tunisienne et différents pays africains en matière de formation professionnelle et technique.

Grâce à ces bourses et aux places qui leur sont réservées dans les différentes spécialités demandées par leurs pays, au cours des différents stades de la formation de base dispensée dans les centres de formation professionnelle, qui donnent lieu à la délivrance de certificats d'aptitude technique professionnelle ou supérieure, les apprenants subsahariens inscrits sont formés, hébergés et nourris gratuitement, sur un pied d'égalité avec les Tunisiens, sans aucune distinction ni discrimination.

Des mesures sont également prises pour offrir à ces apprenants une assistance sociale et médicale efficace et de qualité pendant toute la durée de leur formation et de leur séjour en Tunisie, ainsi que pour les associer aux diverses activités culturelles, sportives et récréatives collectives organisées au cours de leur formation et regrouper ceux d'entre eux qui ne peuvent pas rentrer chez eux durant les périodes de vacances scolaires et annuelles et préfèrent rester en Tunisie.

Chaque année, les cycles de formation débutent par une journée consacrée à l'accueil des nouveaux inscrits et à des activités culturelles au cours desquelles les candidats étrangers, notamment ceux issus de pays d'Afrique subsaharienne, préparent eux-mêmes les repas, le but étant de faire connaître le patrimoine culturel de leurs pays d'origine, dans un esprit de brassage des civilisations et de partage des valeurs universelles qui invite à se rassembler autour des valeurs humaines, à respecter la culture et le patrimoine d'autrui, à bénéficier de nouvelles idées et à rejeter toutes les formes de discrimination.

Le personnel d'encadrement et les conseillers-psychologues des différents centres de formation professionnelle de l'Agence tunisienne de la formation professionnelle mettent régulièrement en place des cellules d'écoute qui leur permettent de s'informer des préoccupations des apprenants, en particulier ceux d'entre eux qui résident dans les foyers d'étudiants, et des difficultés auxquelles ils peuvent se heurter.

Droit à la santé

Conformément aux dispositions de la Constitution garantissant à toute personne le droit à la santé, le Ministère de la santé, par l'intermédiaire de ses structures compétentes, intensifie les efforts et prend les mesures nécessaires pour permettre à tous les étrangers résidant en Tunisie de bénéficier de services de santé adaptés à leur situation.

Dans ce cadre et compte tenu des difficultés auxquelles se heurtent les étrangers en matière d'accès aux services de santé, le Ministère de la santé a publié le 19 mars 2019 une circulaire réglementant l'accueil et la prise en charge médicale des migrants dans les établissements de santé publics, qui s'est traduite par un ensemble de mesures destinées à garantir l'accès de cette catégorie de personnes aux soins de santé. Il a notamment été recommandé ce qui suit aux établissements de santé publics :

- Assurer un bon accueil aux migrants et une prise en charge qui respecte leurs droits fondamentaux et leur dignité humaine sans aucune discrimination, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables (femmes enceintes, enfants, personnes âgées, personnes handicapées et victimes de la traite des personnes...);

- Soigner rapidement les migrants dans les services d'urgence et ne pas refuser de les prendre en charge, même en l'absence de tout document d'état civil ou de carte de soins personnelle lors de l'admission, les procédures administratives concernant les frais de santé devant être réglées par la suite, une fois que les patients ont bénéficié des soins nécessaires.

Il convient de noter que les migrants ont un accès gratuit aux services de santé préventifs, comme la vaccination, aux services de santé procréative et aux mesures de lutte contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles, ainsi qu'à d'autres services.

Droit au logement

L'acquisition d'un logement et/ou l'obtention d'un financement pour sa construction ne sont assujetties à aucun critère d'origine ethnique ou nationale, de couleur ou d'ascendance. Sur cette base, les étrangers peuvent acquérir des biens immobiliers après obtention d'une autorisation préalable.

Droit au travail

L'article 263 du Code du travail dispose ce qui suit : « Le travailleur étranger bénéficie des mêmes droits et est soumis aux mêmes obligations résultant des relations du travail et applicables au travailleur tunisien ». Les articles 258 à 268 du même Code énoncent les conditions d'emploi des étrangers en Tunisie et les procédures garantissant leurs droits. En outre, plusieurs textes en vigueur concernent spécifiquement l'emploi des étrangers en Tunisie, comme la loi de 2016 sur l'investissement, le Code des hydrocarbures et le Code minier, permettant ainsi de protéger les migrants et de leur garantir des conditions de travail décentes.

Il convient de noter que dans le cadre des procédures et plans d'action qu'il a adoptés pour faciliter l'accès des migrants à des possibilités d'emploi salarié ou indépendant ou à la formation professionnelle, le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle fournit aux migrants deux types de services qui s'ajoutent à la formation professionnelle, à savoir la délivrance de permis de travail salarié ou indépendant et l'aide à l'emploi indépendant (création d'entreprises indépendantes).

- **Obtention d'un permis de travail** : la Direction générale de l'emploi à l'étranger et de la main-d'œuvre étrangère examine les dossiers soumis directement ou en ligne par les intéressés (migrants chefs d'entreprise) ou par les employeurs (pour les migrants salariés).
- **Aide à l'emploi indépendant** sous la forme de création d'entreprises indépendantes : les migrants qui souhaitent exercer une profession indépendante sont orientés vers un partenaire du programme d'intégration économique, comme l'OIM, ou vers des associations spécialisées, comme l'association italienne CELA. En fonction de leur situation, ils bénéficient d'un accompagnement sous forme de formation à la création d'entreprises ou se voient accorder les fonds dont ils ont besoin par des organisations ou des associations œuvrant à la prise en charge et à l'intégration des migrants.
- **Mesures prises par l'inspection du travail en faveur de la protection des droits des travailleurs étrangers, de l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur protection sociale** : l'article 3 de la Convention (n° 81) sur l'inspection du travail et l'article 4 du Code du travail définissent clairement les missions des services de l'inspection du travail en Tunisie, à savoir le contrôle, l'information, le conseil et la prise de décisions.

Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'application des dispositions juridiques régissant les conditions de travail, de protéger les travailleurs dans le cadre de l'exercice de leur profession, de fournir aux employeurs et aux travailleurs des informations et des conseils techniques favorisant le respect des dispositions légales et de signaler aux autorités compétentes les lacunes des lois en vigueur et les violations qui n'y sont pas expressément visées.

Conformément aux dispositions pertinentes des instruments juridiques nationaux (droit du travail et ses textes d'application) et internationaux (conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail), l'une des principales fonctions de l'inspection du travail consiste à garantir l'application des lois, des règlements et des conventions relatifs aux conditions de travail et à la protection des travailleurs, notamment étrangers, dans le cadre de l'exercice de leur profession.

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, les inspecteurs sont susceptibles de découvrir des situations de traite ou d'abus sur les lieux de travail ou des cas de risque d'exploitation de travailleurs étrangers. Ils peuvent, à cette occasion, contribuer à la lutte contre la traite, notamment par la prévention, l'identification des victimes de la traite ou la réalisation d'enquêtes sur les cas présumés de traite.

L'inspection du travail intervient dans tous les domaines du travail : régularité de la situation des travailleurs, organisation et durée du travail, sécurité professionnelle, environnementale et sanitaire, emploi des femmes, des enfants et des personnes handicapées, dialogue social, conditions de travail et équipement.

En 2022, l'inspection du travail a effectué 31 817 visites d'inspection qui ont concerné 410 960 employés, dont 378 829 femmes.

Au cours de l'année 2023, une campagne de suivi et de sensibilisation a été organisée dans tous les établissements soumis aux dispositions du Code du travail, selon une approche progressive consistant dans un premier temps à informer et à sensibiliser (clarification de la notion de droits des travailleurs migrants et du respect de ces droits) et, dans un deuxième temps, à faire respecter la loi si celle-ci est bafouée, en adressant des avertissements officiels aux employeurs. Si rien n'est fait pour remédier aux irrégularités qui créent des conditions de travail inappropriées, les procès-verbaux sont soumis au ministère public afin qu'il statue sur la situation des travailleurs étrangers, conformément aux dispositions de l'article 258 (par. 2) du Code du travail.

Dans le cadre de cette campagne, 391 visites ont été effectuées – durant lesquelles les inspecteurs se sont entretenus avec 139 travailleurs étrangers, dont 118 originaires de pays d'Afrique subsaharienne –, 122 recommandations ont été formulées afin que la situation contractuelle des travailleurs soit régularisée auprès des services du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, 59 notifications ont été envoyées à des employeurs en infraction et 31 procès-verbaux ont été dressés contre eux.

Il convient de noter que l'inspection du travail n'a décelé aucune forme de traite des personnes ou de discrimination salariale au cours de ces inspections.

Services sociaux au profit des migrants

Les centres d'encadrement et d'orientation sociale offrent des services à de nombreux groupes vulnérables, y compris les sans-abri, les personnes sans soutien familial, matériel ou moral, les mères célibataires, les enfants en danger, les migrants en situation irrégulière, les réfugiés et les victimes de la traite.

Ces organismes examinent la situation sociale et psychologique des résidents et prennent des mesures pour les aider, en coordination et en collaboration avec les structures judiciaires, administratives et associatives compétentes.

Le Ministère des affaires sociales poursuit son engagement de plus en plus marqué en faveur des migrants qui éprouvent des difficultés à s'intégrer, par l'intermédiaire de ses différentes institutions et structures sociales et en collaboration avec les différents ministères compétents en la matière (Ministère de la justice et Ministère de l'intérieur), les organisations internationales (OIM, HCR, UNICEF) et la société civile.

Notons que les migrants hébergés dans les centres sont considérés comme des personnes vulnérables et en difficulté et sont traités sur un pied d'égalité avec les Tunisiens qui y sont accueillis, jouissant des mêmes droits qu'eux en matière d'accès tant aux soins qu'à un soutien psychosocial, en dépit des difficultés de communication liées au fait qu'ils s'expriment dans leurs dialectes d'origine.

C'est pourquoi des programmes de renforcement des capacités et de supervision sont constamment menés à l'intention des personnes qui travaillent dans des domaines liés à la protection des droits des migrants (accès à la justice et soins spéciaux), avec l'appui d'organisations internationales et en collaboration avec des organisations qui soutiennent les institutions accueillant des migrants.

Conclusion

L'État tunisien réitère son engagement à n'épargner aucun effort en matière de lutte contre la discrimination raciale et de traitement des questions migratoires dans le cadre d'une approche holistique, le but étant de résoudre les problèmes dans ce domaine et de faire en sorte que les migrations se déroulent dans la sécurité et la dignité et en toute régularité, dans le respect de la souveraineté des États et des intérêts de leurs peuples.



تقرير يتضمّن ردّ الدولة التونسية على البلاغ المشترك الصادر عن عشرة آليات تابعة لمجلس الأمم المتحدة لحقوق الإنسان بشأن اتفاق الشراكة الاستراتيجية والشاملة بين الاتحاد الأوروبي وتونس

AL TUN 5/2023

الإطار العام:

تلقت الدولة التونسية البلاغ المشترك رقم AL TUN 5/2023 المؤرخ في 17 أوت 2023 والصادر عن عشرة آليات تابعة لمجلس الأمم المتحدة لحقوق الإنسان (المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، والفريق العامل المعني بالاحتجاز التعسفي، والفريق العامل المعني بحالات الاختفاء القسري أو غير الطوعي، والمقرر الخاص المعني بحالات الإعدام خارج نطاق القضاء أو بإجراءات موجزة أو تعسفا، والمقررة الخاصة المعنية بحقوق الإنسان للمشردين داخليا، والمقررة الخاصة المعنية بالأشكال المعاصرة للعنصرية والتمييز العنصري وكره الأجانب وما يتصل بذلك من تعصب، والمقرر الخاص المعني بأشكال الرق المعاصرة بما في ذلك أسبابها وعواقبها، والمقررة الخاصة المعنية بالاتجار في البشر، وخاصة النساء والأطفال، والمقررة الخاصة المعنية بالعنف ضد النساء والفتيات وأسبابه وعواقبه، والفريق العامل المعني بالتمييز ضد النساء والفتيات) بشأن اتفاق الشراكة الاستراتيجية والشاملة بين الاتحاد الأوروبي وتونس.

ويتضمن البلاغ المشترك مزاعم وادعاءات تتعلق برصد جملة من الانتهاكات لحقوق الإنسان ضد المهاجرين واللجئين وطالبي اللجوء من بلدان افريقيا جنوب الصحراء مشيرا لما يمكن أن يؤدي إليه تنفيذ بنود اتفاق الشراكة المذكور من تجاوزات محتملة خاصة لمبدأ عدم الإعادة القسرية ولحقوق الإنسان للمهاجرين بما في ذلك الأطفال. وإذ تجددت الدولة التونسية تأكيدها على منهجها القائم على احترام حقوق الإنسان وتكريس قيم التسامح وانفتاحها الدائم على محيطها الاقليمي والافريقي والدولي وبحماية كل المقيمين على أراضيها في إطار دولة القانون والمؤسسات، مع موقفها الثابت لمحاربة ظاهرة الهجرة غير النظامية في إطار مقاربة دولية شاملة تضمن العيش الكريم لكل شعوب القارة وتوفّر كل المقومات بما يمكن الدول لا سيّما الافريقية منها من المحافظة على طاقاتها البشرية. كما تعمل الدولة التونسية على محاربة كل أشكال الاتجار بالبشر واستغلال المهاجرين وتسعى للتعاطي مع ظاهرة الهجرة غير النظامية كإشكال اجتماعي واقتصادي وانساني في إطار تطبيق القانون وفق ما تمليه السيادة الوطنية.

ويتضمن هذا التقرير رد الدولة التونسية على طلبات أصحاب البلاغ ومنها عناصر رد على عدد من الادعاءات التي تضمنها البلاغ المشترك والنقاط التي أثارها، كما يتضمن عرضاً لأبرز البرامج والتدابير التي تم اتخاذها على مستوى الهياكل الحكومية وشركائها من منظمات المجتمع المدني في إطار حماية حقوق الانسان للمهاجرين.

ا. المعلومات أو التعليقات الإضافية في علاقة بالادعاءات المشار إليها بالبلاغ:

لم تحدد العشر آليات التابعة لمجلس الأمم المتحدة لحقوق الانسان في بلاغها المشترك مصدر الادعاءات التي أسست عليها طلباتها كما أنها ربطت المزاعم والانتهاكات المنصوص عليها في البلاغ بتوقيع مذكرة التفاهم وكذلك ببلاغ رئاسة الجمهورية بتاريخ 21 فيفري 2023 على صفحتها الرسمية بموقع التواصل الاجتماعي الفيسبوك في خصوص مجلس الأمن القومي الذي خصص للإجراءات العاجلة التي يجب اتخاذها لمعالجة ظاهرة توافد أعداد كبيرة من المهاجرين غير النظاميين من افريقيا جنوب الصحراء الى تونس ولكننا لا نجد تفسيراً للربط بين هذين الأمرين.

• بالنسبة للادعاءات والمزاعم ذات الصلة بالانتهاكات التي يتعرض لها المهاجرون واللاجئون وطالبي اللجوء

من بلدان افريقيا جنوب الصحراء من قبل السلطات التونسية:

تخضع وضعية الأفارقة من جنوب الصحراء إلى المنظومة القانونية الوطنية المنطبقة على الأجانب عموماً وخاصة القانون عدد 7 لسنة 1968 المؤرخ في 8 مارس 1968 المتعلق بحالة الأجانب بالبلاد التونسية الذي نصّ الفصل 2 منه على أن "يخضع الأجانب فيما يخص دخولهم إلى تراب البلاد التونسية وإقامتهم بها وخروجهم منها إلى أحكام هذا القانون والنصوص التي تتخذ لتطبيقه مع مراعاة الاتفاقيات الدولية التي تخالفها" هذا إضافة إلى أحكام الأمر عدد 198 لسنة 1968 المؤرخ في 22 جوان 1968 المتعلق بضبط تراتيب دخول وإقامة الأجانب بالبلاد التونسية. واعتباراً لما تمثله ظاهرة الهجرة غير النظامية من تهديد للأمن والاستقرار بالنظر لتقاطعها مع نشاط تنظيمات الإرهاب والجريمة المنظمة وظاهرة الاتجار بالأشخاص، يتم العمل على مستوى كافة الدول ومن بينها البلاد التونسية على اتخاذ الإجراءات والتدابير الكفيلة لمعالجتها والحد من تداعياتها بما يضمن احترام السيادة الوطنية وتأمين التراب الوطني ومواجهة التحديات ذات الصلة بنشاط التنظيمات الإرهابية والإجرامية عبر الوطنية، وفق المعايير الدولية ذات الصلة.

وفي هذا الإطار تحرص جميع الهياكل المعنية على حسن التعامل مع المهاجرين وفق القانون مع إحترام حقوق الإنسان حيث يتم العمل على تنظيم عمليات عودتهم الطوعية في إطار تنفيذ برنامج المساعدة على العودة الطوعية بالتنسيق مع المنظمة الدولية للهجرة، علماً أنه لم يتم رصد حالات عنف أو اعتداءات في هذا الخصوص حيث يتم التعاطي معهم وفق المبادئ العامة لحقوق الإنسان، مع الإفادة أنه بخصوص الإبلاغ عن فقدان بعض الأشخاص الذين لا يزال مصيرهم ومكان وجودهم مجهولاً، فإن المصالح المعنية تتولى، بالرغم من كلفة التحاليل الباهظة، إخضاع جميع عينات الجثث التي يلفظها البحر في إطار عمليات الهجرة غير النظامية إلى التحليل الجيني سواء بالنسبة إلى التونسيين أو الأجانب وتقوم بإجراء المقارنات اللازمة مع جميع افراد العائلات المفترضة الذين يتقدمون في الغرض وإتمام متطلبات التعرف على الهويات وتقديم الإجابات في الغرض ويتم التعاون في هذا الخصوص مع منظمة الصليب

الأحمر في إطار مراعاة الجانب الإنساني للمهاجرين هذا بالإضافة إلى إجراء المقاربات الفورية لجميع اللوحات البصمية والسمات الجينية للمفقودين التي ترد من السفارات والقنصليات الأجنبية الموجودة بتونس وتقديم الإجابات بصورة حينية في شأنها عن طريق وزارة الشؤون الخارجية والهجرة والتونسيين بالخارج.

بالإضافة إلى ذلك فإن الايقافات التي طالت عددا من مهاجري جنوب الصحراء لم تكن تعسفية وانما بنيت على أفعال مرتكبة وقع تجريمها بمقتضى نصوص قانونية:

- بالنسبة للموقوفين: تصدرت جريمة الهجرة غير النظامية قائمة الجرائم المسجلة من قبل المهاجرين الأفارقة جنوب الصحراء ثم جريمة العصيان ثم جريمة تحويل وجهة شخص، ثم المخدرات ثم السرقة ثم القتل ثم التحيل.
- بالنسبة للمحكومين: تصدرت أيضا جريمة الهجرة غير النظامية قائمة الجرائم تليها جريمة المخدرات ثم جريمة السرقة ثم جريمة القتل.

وفيما يخص الحماية القانونيّة التي يتمتع بها هؤلاء المسجونين، فلقد تم التنصيص عليها بالخصوص صلب القانون عدد 52 لسنة 2001 المؤرخ في 14 ماي 2001 المتعلق بنظام السجون. وقد تمت مراجعة التنظيم الهيكلي لمؤسسة السجون والإصلاح المعتمد حيث تضمن الأمر الحكومي عدد 39 لسنة 2020 المؤرخ في 2020/02/26 المتعلق بضبط التنظيم الهيكلي للهيئة العامة للسجون والإصلاح وافراد الخدمات الاجتماعية للمودعين من ذوي الاحتياجات الخصوصية بالإدارة العامة لشؤون المودعين بمصلحة "تعنى بالتعهد ومتابعة برامج الرعاية الاجتماعية لهذه الفئة من ضمنها الفتيات الجانحات والمرأة السجينة بنا في ذلك ذوات الإعاقة" وهي "مصلحة الخدمات الاجتماعية الموجهة للفئات ذوي الاحتياجات الخصوصية".

كما تمّ تضمين حماية بعض الفئات التي تتطلب رعاية خصوصية كالنساء والأطفال وذوي الإعاقة ضمن مخرجات الخطة الوطنية لتنفيذ قرار مجلس الأمن 1325 "المرأة والسلام والأمن" المنبثقة عن مجلس النظراء للمساواة وتكافؤ الفرص بين المرأة والرجل، المحدث بمقتضى الأمر الحكومي عدد 626 لسنة 2016، والتي تعتبر قاعدة مرجعية و خارطة عمل في التعامل مع المهاجرين عموما والفئات الخاصّة منهم على غرار النساء. وهو ما يعزّز انخراط الجمهورية التونسية في المنظومة الأمميّة والمعايير الدوليّة في مجال التعامل مع ملف الهجرة.

وفيما يلي الإجراءات المتعلقة بالمودعات داخل السجون والتي لا يميز فيها بين التونسيين والأجانب والمقيمين أو المهاجرين:

*الاستقبال: يتم استقبال السجينات وفقا لإجراءات لا تميز بين التونسيين وغيرهم من الجنسيات ولكن كذلك يقع ملائمة بعض الإجراءات مع الاحتياجات الخاصة للسجينات الأجانب من ذلك مثلا:

- استعمال اللغة الأجنبية لتعريفها بحقوقها.
- مرافقة السجينة الأجنبية الى المكتب الجزائي للتثبت في الوثيقة القضائية سند ايداعها والتأكد من قابلية تنفيذها.
- التثبت من هوية المعنية من خلال الوثائق الرسمية التي بحوزتها ان وجدت

- مرافقتها الى مكتب القنوة لكي يودع به السجين الأجنبي الأموال التي بحوزته ووثائقه الرسمية التي تثبت جنسيته

- إخضاع السجينة الأجنبية للتفتيش

- اعلام الهيئة العامة للسجون والإصلاح بإيداع سجينة أجنبية من خلال برقية اعلام تكون مصحوبة بوثيقة رسمية تثبت جنسية المعنية، على إثر ذلك تتولى الهيئة اعلام وزارة العدل والتي تمثل بدورها همزة الوصل بين السجينة الأجنبية وسفارتها في البلاد التونسية، وبينها وبين عائلتها المتواجدة خارج التراب التونسي.

- وضع السجينة الأجنبية في غرفة اصطلاح على تسميتها بغرفة العبور لمدة أقصاها 07 أيام لغاية العرض على طبيب الوحدة، اعداد بطاقة شخصية في شأنها بمكتب العمل الاجتماعي، مقابلة الأخصائي النفسي عند الاقتضاء، العرض على مصلحة القيس.

وعند إتمام مراحل القبول تقرر الإدارة السجنية تصنيف المودعة وتحديد موقع اقامتها في غرفة تكون عادة بجناح الأجناب، وذلك حسب الإمكانيات المتاحة بكل سجن.

ويتم تعريف السجينة بحقوقها وواجباتها ويتم تمكينها من نسخة من دليل السجين باللغة الفرنسية وفي صورة تعذر التواصل مع السجينة بأحد اللغات الثلاثة (عربية- فرنسية - انجليزية) يتم الاستئناس بأحد مواطناتها الموجودات بالوحدة أو أحد ممثلي سفارتها أو أحد المترجمين.

*مرحلة الإقامة في السجن:

- بالنسبة للنظافة:

تقيم السجينة الأجنبية كغيرها من السجينات بغرفة ذات تهوية وضاءة كافيتين وتتوفر فيها المرافق الصحية الضرورية وعلى الإدارة السجنية أن توفر لكل شخص عند ايداعه السجن فراشا فرديا وما يلزمه من غطاء. ويحق للسجينة الأجنبية الحصول على مستلزمات النظافة الأساسية. كما يتم وضع السجينة الأجنبية الأم أو الحامل بجناح خاص بالأم المرضعة أو الحامل.

- بالنسبة للتغذية:

تتمتع السجينة على غرار بقية المساجين بثلاث أكالات في اليوم وتقوم الوحدة الصحية بالسجن بمراقبة نوعية الأغذية ومدى مطابقتها لقواعد النظافة وحفظ الصحة.

ويمكن للسجينة الأجنبية أن تزود من مشرب السجينات في حدود ما يتوفر لديها من إمكانيات مادية باقتناء المواد والأغذية التي تحتاجها. وفي صورة عدم تحوزها على مبلغ مالي يتم تمكينها من إهانة تقطع من الصندوق الاجتماعي للوحدة.

- بالنسبة للرعاية الصحية:

للسجينة الأجنبية الحق في الرعاية الصحية والبدنية والنفسية حيث تكفل ظروف الإقامة بالسجن للسجينة حرمتها الجسدية والمعنوية.

وتتمتع السجينة الأجنبية بالحق في مجانية المعالجة والدواء داخل السجن وعند التعذر بالمؤسسات الاستشفائية. ويتم تكوين ملف طبي للسجينة الأجنبية موقوفة كانت أو محكومة منذ اخضاعها للفحص الأولي عند الدخول الى السجن من قبل طبيب الوحدة السجنية. ويعتبر هذا الملف أداة ضرورية لتأمين المتابعة الصحية للسجينة طوال اقامتها بالسجن وهو ملف جامع لمجمل الوثائق المتعلقة بمتابعة حالتها الصحية.

- بالنسبة للأنشطة

لا يوجد قانون يستثني السجينات الأجانب من القيام بأي نشاط داخل الوحدة السجنية.

- بالنسبة للتشغيل

تخضع السجينة الأجنبية كغيرها من المودعات الى الشروط التالية للحصول على شغل:

✓ أن يفوق سنها 18 سنة كاملة وألا يتجاوز 60 سنة

✓ أن تكون متمتعة بالمؤهلات البدنية والعقلية اللازمة

✓ أن يشهد طبيب السجن بأنها في صحة جيدة

✓ أن تكون حسنة السيرة والسلوك.

- بالنسبة للتكوين المهني:

يمكن للسجينة الأجنبية أن تتلقى تكويناً مهنيًا إذا كانت تستجيب لشروط التشغيل المذكورة آنفاً مع تقديم مطلب كتبي في الغرض.

- بالنسبة لمتابعة التعلم:

يحق للسجينة الأجنبية متابعة تعليمها إذا طلبت ذلك حيث ترسل المطالب الى الهيئة العامة للسجون والإصلاح التي ترسلها بدورها الى وزارة العدل أين يتم التنسيق مع القنصلية مرجع النظر والتي تكون بمثابة همزة وصل بين السجين والمؤسسة التعليمية التي يعود لها بالنظر.

- بالنسبة لممارسة الأنشطة الثقافية والرياضية:

تمارس السجينة الأجنبية كغيرها من المودعات الأنشطة الثقافية والرياضية خلال فترة الابداع بالسجن، ويتم ذلك في حدود الإمكانيات المتوفرة بكل وحدة سجنية.

- بالنسبة للحصول على الكتب والمجلات

يمكن للسجينة الأجنبية استعارة ما يناسبها من الكتب والمجلات المتوفرة بالمكتبة السجنية لمطالعتها داخل غرفة الإقامة الجماعية بمعدل مرة واحدة كل 15 يوما كما يمكن لعائلتها أن تجلب لها الكتب والمجلات عند زيارتها وذلك تحت رقابة إدارة السجن.

- بالنسبة لممارسة الشعائر الدينية:

طبقا للمعايير الدولية خاصة قواعد الأمم المتحدة النموذجية الدنيا لمعاملة السجناء (القاعدة 77) يسمح لكل سجينه بقدر ما يكون ذلك ممكنا عمليا أداء فروض حياتها الدينية بحضور الصلوات المقامة في السجن وبجيازة كتب الشعائر والتربية الدينية التي تأخذ بها طائفها.

وتتمتع السجينة الأجنبية بزيارة رجال الدين المرخص لهم في الزيارة عن طريق الهيئة العامة للسجون والإصلاح أو الجهة القضائية الموقوف على ذمتها، خاصة في المناسبات الدينية الخاصة بهم حيث يتلقون المساعدات المادية والدعم المعنوي

- بالنسبة للاتصال الخارجي:

يحق للسجينة الأجنبية موقوفة كانت أو محكومة تلقي الزيارات من أفراد عائلتها المنصوص عليهم بالفصل 33 من القانون عدد 52 لسنة 2001 المتعلق بنظام السجون، ومراسلتهم وتلقي المؤونة والطرود والحوالات والملابس منهم. كما يمكن للموظفين القنصليين أو الأعوان الدبلوماسيين المكلفين بوظائف قنصلية القيام بزيارة مواطني بلدانهم السجينات بترخيص من السلطة القضائية بالنسبة للموقوفات تحفظيا أو من صدرت بشأنهن أحكام غير باتة ومن الإدارة المكلفة بالسجون والإصلاح بالنسبة الى المحكوم عليهم بحكم بات، طبقا للفصل 36 من القانون المذكور آنفا.

*مرحلة الافراج:

تخضع السجينة الأجنبية الذي اقترب موعد الافراج عنها للإجراءات التالية قبل مغادرتها السجن:

- يتم احضارها من غرفتها الى مكتب نائب المديرية لإبلاغها بالإفراج عنها
- يتم اصطحاب السجينة الى المكتب الجزائري للقيام بالمراقبة الأولية والتثبيت من هويتها لتعمير بطاقة الخروج.
- يتم اصطحابها الى مكتب الودائع (القنوة) لاسترداد أمتعتها وأموالها المودعة بصندوق السجن مقابل امضاءها بالدفتر المعد لذلك.
- يتم توجيهها مرة أخرى قبل مغادرة السجن الى المكتب الجزائري لإجراء التثبيت النهائي من هويتها وذلك من خلال مقارنة البيانات المذكورة في بطاقة القبول بالسجن بما هو مدون في بطاقة الخروج مع تسجيل كافة البيانات الضرورية التي تثبت إطلاق سراحها بالإضافة الى عنوان مقر سكنها. كما يقوم المكتب الجزائري بالتثبيت من وضعيتها الجزائرية والتحقق من احتساب مدة السجن والتثبيت من بطاقة السراح قبل الافراج عنها

- بالنسبة لعدم توفير الأمن والحماية والمساعدة للمهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء خاصة من هم في أوضاع هشة على غرار النساء والأطفال والمسنين والمرضى وضحايا الأشكال المعاصرة للعنف والعبودية والاتجار بالبشر وتعرضهم لسوء المعاملة:

تعمل بلادنا على احترام حقوق المهاجرين غير النظاميين من خلال توفير مقومات العيش الكريم وتقديم الرعاية الصحية والاجتماعية لهم وإيواء عدد منهم ببعض المستشفيات والمؤسسات الصحية، وذلك من خلال تنسيق هيكل الدولة المتداخلة في الشأن مع ممثلي منظمة الهلال الأحمر التونسي، كما أن المصالح الأمنية المعنية لا تتولى ترحيل اللاجئين ولا الترحيل بصفة جماعية بل تقوم في نطاق الاختصاص بالتنسيق مع سفارات البلدان الإفريقية حسب الترتيب الدولية والأعراف الجاري بها العمل وفي كنف الاحترام التام لمبادئ حقوق الإنسان تسوية وضعية المهاجرين في إطار إعادة قبول الدول الإفريقية لمواطنيها، كما تتولى التنسيق مع المنظمات الأمنية لإتمام عملية العودة الطوعية للمهاجرين، وإيواء المهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء بمبيلات خاصة تشرف عليها المفوضية السامية لشؤون اللاجئين والمنظمة الدولية للهجرة ويتم تأمينها ضمن النسيج الأمني المعتمد حسب مرجع النظر

بالإضافة الى ذلك تسعى الوحدات العسكرية أثناء المهام التي تقوم بها في مجالي البحث والإنقاذ إلى تلبية نداءات الاستغاثة والإعلامات الصادرة عن أي طرف بالسرعة والنجاعة المطلوبتين للحفاظ على الأرواح البشرية من المخاطر التي تهدد حياتهم أثناء عبور الفضاءات البرية أو البحرية التونسية بصفة غير نظامية. كما تسعى إلى توفير الرعاية الصحية اللازمة للأفراد الذين يتم إنقاذهم وخاصة من الأطفال والنساء الذين يتطلبون رعاية خاصة من الناحية الطبية والنفسية وذلك في إطار التنسيق الدائم والمتواصل مع السلط والوزارات والهيكل الوطنية المختصة، حيث يتم تسليم المهاجرين الذين يتم العثور عليهم وإنقاذهم أو وفاة الضحايا منهم، بأسرع وقت ممكن للهيكل ذات النظر من باب السعي إلى ضمان التأطير والتدخل الطبي والنفسي الملائم لهم في كنف احترام حقوقهم الإنسانية.

ويتّمع التعامل مع اللاجئين والمهاجرين غير النظاميين وطالبي اللجوء الوافدين من دول الجوار، في إطار احترام المعاهدات والمواثيق الدولية في مجالي حقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني. وعلى عكس أي ادعاءات مخالفة، فإنّه يتمّ الحفاظ على حرمة وكرامة الوافدين إلى التراب التونسي بقطع النظر عن جنسيّاتهم وهذا من ثوابت عقيدة المؤسسة العسكريّة ولا أدلّ على ذلك ما لقيه اللاجئين من التراب الليبي سنة 2011 من إحاطة ورعاية أشادت بها منظمة الأمم المتحدة وهيكلها المختصة وعلى رأسها المنظمة الدوليّة للهجرة والمفوضيّة السّامية للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين وذلك إبان ما عرفته ليبيا من أحداث عنف ونزاع مسلّح. وبالتالي فإن أي ادعاءات تمّت الإشارة إليها بالبلاغ المشترك تعدّ مخالفة لسياسة الدولة التونسية في التعامل مع الوافدين عليها لأي سبب كان.

هذا ولم تتلق وزارة الدفاع الوطني أي تشكيات أو إفادات بخصوص اتهام عناصر من الجيش الوطني بالقيام بانتهاكات تجاه المهاجرين غير النظاميين أو اللاجئين أو طالبي اللجوء، وعليه لم يتم فتح أي بحث عدلي أو إداري في هذا الشأن لغياب التشكيات أو الإعلامات والإفادات بوقائع من هذا القبيل علما وأن أيّ شكاية تتمّ إثارتها في

الخصوص يتم التعامل معها بالجديّة المطلوبة ويتمّ إقرار الإجراءات والعقوبات القضائية والإداريّة الواردة بالتشريع النافذ.

وتتولى القيادات العسكرية، كلّ حسب مجال اختصاصه، خلال جميع مراحل المهام المأذون بها إصدار التعليمات والتوصيات الضرورية لمنظوريتها لاتّخاذ الإجراءات المُستوجبة للتدخّل في كنف الاحترام التامّ للقوانين والتراتب الجاري بها العمل وضمان احترام الحقوق والحريّات وكرامة الأشخاص خاصّة خلال التعامل مع الفئات الهشة وذلك التزاما بما تملّيه التعهدات والالتزامات الدولية المحمّولة على الدولة التونسية من جهة وانسجاما مع عقيدة القوات المسلّحة التونسية وأساليب عملها وتدخّلاتها من جهة ثانية.

ويُشار في هذا الإطار إلى التزايد اللافت في نسق الهجرة غير النظامية وظاهرة التوافد المتزايد للمهاجرين وعابري الحدود عبر العالم بصفة عامّة وبين ضقّي البحر الأبيض المتوسّط وعبر البلاد التونسيّة على وجه الخصوص، حيث تمّ على سبيل الذكر لا الحصر التعامل مع 21108 مهاجرا عبر الحدود البريّة منذ بداية جانفي 2023 إلى غاية 15 نوفمبر 2023 وتمّ بالخصوص إنقاذ و إغاثة 4771 مهاجرا غير شرعي عبر البحر خلال نفس الفترة تقريبا وهو ما يعكس حقيقة موقف ورؤية الجمهورية التونسية لهذه الظاهرة وطبيعة تعاملها وتدخّلاتها حيالها.

أما بالنسبة للنقطة المتعلقة بالمساعدات الإنسانية فقد تولى الهلال الاحمر التونسي أثناء فترة الكوفيد الاحاطة بكل المهاجرين صحيا واجتماعيا حيث تم علاج أكثر من 3700 من المصابين بالفيروس مجانا في المستشفيات والمصححات التونسية وتم التكفل بإيواء 9760 مهاجرا في مراكز إيواء تم احداثها للغرض أثناء فترة الحجر الصحي وتوزيع وسائل الوقاية والحماية عليهم والقيام بحملات تحسيسية خاصة بهم بلغات متعددة قصد شرح الاجراءات الوقائية وتوزيع 12 ألف سلة غذائية عليهم.

بالإضافة الى ايواء الأطفال غير المرفقين بمراكز الايواء وضمان تلقيح جميع المهاجرين ضد الكوفيد مثلهم مثل التونسيين دون أي تمييز بالتنسيق مع وزارة الصحة.

كما نظمت رئاسة الحكومة التونسية بالشراكة مع الهلال الاحمر التونسي سنة 2022، ندوة دولية حول "الهجرة مقارنة شاملة لتنمية مستدامة" تم بموجها التعرض الى كل ما يتعلق بمسألة المهاجرين وخاصة منهم ذوي الوضعيات الهشة من أطفال غير مرفقين ونساء حوامل ومرضى واصحاب الاحتياجات الخصوصية وغيرهم.

وتولى الهلال الاحمر التونسي تنظيم 6 قوافل صحية متنقلة بالشراكة مع وزارة الصحة لفائدتهم في ولايات صفاقس ومدنين وتونس الكبرى وتم التواصل مع المفوضية السامية لشؤون اللاجئين للعمل على ايجاد حلول لإيوائهم والتعهد بتقديم خدمات الحماية لهم.

أما بالنسبة للنساء وخاصة النساء الحوامل فقد قام الهلال الاحمر التونسي بالشراكة مع ONU femmes بوضع برنامج عاجل لتوزيع مستلزمات النظافة والوقاية والاعاشة والقيام بحملات تحسيسية لفائدة النساء المهاجرات لتعريفهن بحقوقهن وحمايتهن من العنف وتوجيههن الى المصالح المختصة حسب الوضعيات والتعهد

بالنساء الحوامل وايوائهن عند الضرورة بالمستشفيات في قفصة والقصرين والكاف وجندوبة و صفاقس ومدنين وتطاوين.

كما تم عقد دورات تكوينية لبعض النساء المهاجرات في مجال الصحة الانجابية والعناية بالأطفال والتحسيس حول الامراض المنقولة جنسيا، واحداث لجنة للتنسيق والمتابعة صلب رئاسة الحكومة تتكون من كل الوزارات المعنية والهلال الاحمر التونسي انبت اشغالها بصياغة مشروع وطني إنساني متكامل يتركز على احداث 5 نقاط خدمات إنسانية، ويهدف إلى توحيد الخدمات الإنسانية المقدمة للمهاجرين مهما كانت وضعيتهم القانونية وتوفير الحماية لهم والاحاطة بهم وتوجيههم وتلبية متطلباتهم الإنسانية.

وقد انطلق انجاز المشروع ببعث نقطة خدمات إنسانية صلب الهيئة الجهوية للهلال الاحمر التونسي بصفاقس ونقطة خدمات إنسانية في معتمدية العامرة من ولاية صفاقس، ونقطة خدمات إنسانية بولايات تونس الكبرى، ونقطة خدمات إنسانية بمعتمدية سبيطلة من ولاية القصرين الى جانب نقطة خدمات متنقلة اعتنت خاصة بالمهاجرين المعتصمين امام مقر المنظمة الدولية للهجرة ومقر المفوضية السامية لشؤون اللاجئين بتونس.

وفي إطار سياسة الدولة التونسية القاضية بحماية وانقاذ ارواح المهاجرين غير النظاميين وخاصة منهم القادمين عبر البحر في ولاية مدنين و صفاقس والمهدية تم تركيز نقاط خدمات إنسانية متنقلة تستقبل المهاجرين الذين ينقذ الامن التونسي ارواحهم في عرض البحر أو على الحدود الترابية فيتم تقديم كل الخدمات الضرورية لهم حال وصولهم على اليابسة من ملابس واعاشة واحاطة نفسية وصحية وتقريب الروابط العائلية والتنسيق مع المنظمات المعنية.

● بالنسبة لرصد حالات اختطاف واختفاء قسري:

ان العدد الجملي للمهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء لا يتوفر لدى مصالح وزارة العدل التي لا تتعهد الابمن ثبت ارتكابه لأفعال تجعله تحت طائلة أحكام القانون الجزائري أو من اتضح أنه ضحية للاتجار بالأشخاص من خلال تعهد الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص.

وفي هذا الخصوص فبالنسبة للمحاضر المحررة في علاقة بالاتجار بالأشخاص سنة 2023 بلغ عددها سنة 2023: 241 محضرا، حرر 180 منها ضد تونسيين و61 محضر بحث ضد أجانب. وأما عدد القضايا المنشورة في جرائم الاتجار بالأشخاص سنة 2023 فقد بلغ 194 قضية شملت 508 متهما.

وتتولى الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص تلقي الإشعارات بخصوص الانتهاكات المسجلة والضحايا المحتملين من مختلف المنظمات الدولية والمؤسسات الحكومية والمجتمع المدني وقد بلغ عدد الاشعارات الواردة على الهيئة سنة 2023، 434 اشعارا مفصلة كالآتي:

- مكتب المنظمة الدولية للهجرة: 73 اشعارا
- جمعية تونس أرض اللجوء: 81 اشعارا

- جمعية أطباء العالم: 15 اشعارا
- المؤسسات الوطنية: 183 اشعارا
- الحضور المباشر بالهيئة: 78 اشعارا
- مصادر أخرى: 07 اشعارات

وتلقت الهيئة خلال سنة 2024 وتحديدا الى موفى شهر أفريل عدد 104 اشعارا. ولم تتلق أي اشعار من المفوضية السامية لشؤون اللاجئين بتونس. وتقوم حال تلقيها لأي اشعار بسماع الضحية المحتملة واحالة الاشعار الى الجهات القضائية المختصة، وقد أحييت جميع الاشعارات الواردة على النيابة العمومية.

وبالنسبة لحالات الاختطاف المسجلة فقد قام بها أشخاص من جنسيات افريقية وهي مقترنة بطلب فدية من عائلة الضحية، وقد تعهدت النيابة العمومية بكافة الحالات. وحيث أن الضحايا المحتملين الواقع سماعهم لم يصرحوا بتعرضهم للطرد القسري أو الترحيل الجماعي بل أمكن لعدد 41 منهم العودة الطوعية لبلدانهم بمساعدة المنظمة الدولية للهجرة مع تدخل الهيئة لدى السلطات التونسية لإعفائهم من المعاليم القنصلية.

كما أشارت الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص أنه بعد الاستماع للضحايا أو الضحايا المحتملين، أفاد البعض منهم أنهم تعرضوا الى العنف والى ممارسات غير إنسانية من ذلك الاعتداء الجنسي وسوء المعاملة. وتواصل الهيئة جهودها في التنسيق بين مختلف المتدخلين من جهات وطنية ودولية وعبر الرقم الأخضر لتلقي مختلف الاشعارات والتدخل الفوري للتعهد بالضحايا واحالة الملفات الى السلطات القضائية المختصة للحد من أي اعتداء محتمل أو مخالفة للقانون.

وفيما يتعلق بضمان أمن وحماية المهاجرين من دول جنوب الصحراء المتواجدين على التراب التونسي يتجه التأكيد بأن الدولة التونسية وبموجب الفصل 25 من دستور 25 جويلية 2022 تحمي كرامة الذات البشرية وحرمة الجسد وتمنع التعذيب المعنوي والمادي كما ينص الدستور التونسي على أن حق التقاضي وحق الدفاع مضمونان ويسر القانون اللجوء الى القضاء ويكفل لغير القادرين ماليا الاعانة العادلة.

ويتمتع المهاجرون بحق النفاذ الى العدالة كغيرهم من المواطنين عند تعرضهم للاعتداءات المادية أو المعنوية وتتعاطى الجهات القضائية مع الملفات المتعلقة بالمهاجرين سواء كانوا ضحايا أو معتدين استنادا الى القواعد القانونية والاجرائية الساري بها العمل على جميع المتقاضين.

● بالنسبة لتعرض المهاجرات واللاجئات وطالبات اللجوء للتحرش الجنسي والعنف بما في ذلك الاغتصاب:

يحظى المهاجرون بمختلف جنسياتهم في تونس بالعناية اللازمة في حدود الإمكانيات المتوفرة، من خلال اعتماد مقاربة حقوقية في التعامل مع ملفاتهم استنادا إلى الاتفاقيات الدولية في مجال حقوق الإنسان وذلك بالتنسيق مع كافة الوزارات المعنية وبالتعاون مع منظمات المجتمع المدني من خلال توفير المساعدات الممكنة بما في ذلك الإيواء

بالنسبة للنساء والأطفال والفئات الهشة بالتنسيق مع مصالح وزارتي الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن والشؤون الاجتماعية، علماً وأنه لم يقع تسجيل حالات تحرش أو اغتصاب ضدّ اللاجئات ويتم في صورة وقوع حادثة مماثلة لهذه الحالات تطبيق القانون.

ولقد اتخذت الجمهورية التونسية جملة من التدابير التشريعية والإجراءات لمكافحة جميع أشكال العنف ضدّ المرأة حيث أقرّ دستور سنة 2022 بالتزام الدولة باتخاذ التدابير الكفيلة بالقضاء على العنف ضدّ المرأة، كما نصّ القانون الأساسي عدد 58 لسنة 2017 المتعلق بالقضاء على العنف ضدّ المرأة، على شموليّة القانون لكلّ أشكال التمييز والعنف المسلط على المرأة القائم على أساس التمييز بين الجنسين مهما كان مرتكبه وأياً كان مجاله، فضلاً على ارتكازه على أربع أبعاد: الوقاية والحماية والخدمات وتتبع مرتكبي العنف. وقد حرصت كلّ هيكل الدولة على تنفيذ أحكام القانون فيما يتعلق بالوقاية من العنف المسلط على المرأة.

كما أن الضحايا الواقع سماعهم لدى الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص لم يصرحوا بالتعرض للتحرش الجنسي أو الاغتصاب أو العنف انما تعلقت الحالات بعمليات اختطاف وطلب فدية.

وحيث بناء على الاطار المرجعي لعمل وزارة العدل من التزامات دولية ووطنية المترجمة في أولويات الخطة الوطنية لإدماج ومأسسة النوع الاجتماعي وأخذاً بعين الاعتبار للتوجهات الوطنية ذات الأولوية في المرحلة الراهنة وتنفيذاً لأهداف التنمية المستدامة 2030 فان مساهمة الوزارة في القضاء على كل أشكال التمييز والعنف ضد النساء والفتيات لا تميز بين التونسيين وبين الأجانب وذلك في التشريع وفي الممارسات من خلال تيسير النفاذ الى العدالة للنساء والفتيات ضحايا العنف وتقديم خدمات قضائية خالية من كل تمييز قائم على النوع الاجتماعي أو على جنسية المعنية بالأمر، ان كانت تونسية أو أجنبية، وتدعيم كافة الضمانات القانونية للنساء والفتيات وحمايتهن من العنف ودعم الحماية القضائية لحقوق المرأة من خلال قرارات الحماية التي يصدرها قضاء الأسرة على معنى أحكام القانون الأساسي عدد 58 لسنة 2017.

وفي علاقة بالنساء المهاجرات ويهدف تقييم تأثير هذا الإطار على حقوق الانسان للمهاجرين وطالبي اللجوء واللاجئين وكذلك ضحايا الاتجار والأشخاص المعرضين لخطر الاتجار بهم، أنجز المرصد الوطني لمناهضة العنف ضدّ المرأة في سنة 2022، أول دراسة حول العنف ضد النساء المهاجرات وذلك تحت عنوان "العنف الذي يهاجر مع النساء"، يهدف تسليط الضوء على كل أنواع العنف وأشكاله والمستهدفين منه ومن بينه العنف المسكوت عنه، مناهضة منها لجميع أشكال العنف ضد النساء والفتيات أياً كانت جنسيتهنّ عملاً بمبادئ حقوق الإنسان الكونية.

وقد خلصت هذه الدراسة الاستكشافية إلى ضرورة العمل على المزيد من التوعية للوقاية من العنف ضدّ المهاجرات والعمل على تظافر جهود كل المتدخلين في هذا الخصوص وأوصت بإعداد خطة اتصالية للتعريف بحقوق المرأة المهاجرة.

وتجدر الإشارة في هذا الخصوص أن القانون الأساسي عدد 58 لسنة 2017 والمتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة يشمل كل أشكال التمييز المسلط على المرأة القائم على أساس التمييز بين الجنسين مهما كان مرتكبوه أيا كان مجاله، كما ينطبق القانون الأساسي عدد 61 لسنة 2016 والمتعلق بمنع الاتجار بالأشخاص وكافحته على جرائم الاتجار بالأشخاص والمرتكبة داخل الإقليم الوطني.

• بالنسبة للتمييز والعنف العنصريين واعتماد خطاب الكراهية:

تم التأكيد ضمن الدستور التونسي على الاعتزاز بموروث تونس الثقافي والحضاري وانفتاحها على بقية الشعوب والحضارات وتمسكها بمبادئ وقيم حقوق الإنسان في كونيتها وشموليتها، وهو ما يدحض جميع المزاعم والادعاءات ضد المهاجرين أصيلي إفريقيا جنوب الصحراء في تونس، وفي هذا الإطار تواصل بلادنا دعمها لملف الهجرة من خلال تكذيب كل الادعاءات المتصلة بالعنصرية والتمييز ضد الأجانب والتنصيص على رفضها لخطاب الكراهية والعنف ضد المهاجرين من بلدان إفريقيا جنوب الصحراء، ويمكن في هذا الخصوص الإشارة إلى تنويه المدير الإقليمي للشرق الأوسط وشمال إفريقيا لدى المفوضية السامية لشؤون اللاجئين نيابة عن المفوض السامي لشؤون اللاجئين بالتعاون الجدي بين المفوضية والدولة التونسية وبالتسهيلات التي يقدمها الجانب التونسي لعمل المفوضية رغم الظروف الاستثنائي الذي تمر به بلادنا بسبب الارتفاع المهول وغير المسبوق في حجم موجات المهاجرين وطالبي اللجوء من دول إفريقيا جنوب الصحراء.

وفي هذا الإطار، بذلت الدولة التونسية العديد من الجهود لمنع حدوث حالات عنف قائمة على كره الأجانب ولضمان محاسبة مرتكبي انتهاكات حقوق الإنسان بدافع الكراهية العرقية، واتخذت جملة من الإجراءات والتدابير لضمان حقوق الإنسان للمهاجرين كما هو مبين بالجزء الثاني من هذا التقرير المتضمن لـ "الإجراءات والتدابير المتخذة من قبل الحكومة والهادفة لحماية حقوق الإنسان للمهاجرين، وذلك بقطع النظر عن وضعيتهم".

• مدى الامتثال للمبادئ المنصوص عليها في المبادئ التوجيهية المتعلقة بمعاملة الأشخاص الذين تم إنقاذهم في

البحر:

صادقت الجمهورية التونسية على جملة من الاتفاقيات الدولية لمنع تهريب الأشخاص وإنقاذ الأرواح وسلامة الأشخاص بالبحر على غرار اتفاقية سولاس لسنة 1974، والاتفاقية الدولية للبحث والإنقاذ في البحار لسنة 1979، واتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار لسنة 1982، كما تم إحداث لجنة وزارية وكتابة عامة لشؤون البحر بمقتضى أمر حكومي عدد 144 لسنة 2019 يترأسها رئيس الحكومة وتتولى ضبط الاستراتيجية الوطنية في المجال البحري.

كما سن المشرع التونسي القانون عدد 6 لسنة 2003، المتعلق بالموافقة على بروتوكول مكافحة تهريب المهاجرين عن طريق البر والبحر والجو المكمل لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة عبر الوطنية.

هذا وتؤكد الجمهورية التونسية على أهمية إيجاد اتفاق تعاون ثنائي و/أو متعدد الأطراف فيما يتعلق بالتعامل مع ظاهرة اللجوء والهجرة غير النظامية بالبلاد التونسية لتفادي توطين طالبي اللجوء والمهاجرين غير النظاميين بالتراب التونسي وذلك حتى يتسنى بلورة آليات معالجة وحلول عميقة وشاملة لهذه الظاهرة.

وبالتالي، فإن أية ممارسات فردية ومعزولة قد تحصل في ظروف زمنية وجغرافية محدودة لا يجعل منها سياسة وطنية أو يوصفها كحالات انتهاكات جسيمة من شأنها أن تمحو أو تغيب الإنجازات والتدابير التي تتخذها الدولة للحفاظ على الأرواح والسلامة الجسدية وكرامة اللاجئين وطالبي اللجوء وحتى المهاجرين غير الشرعيين الذين يتم إنقاذهم بصفة تكاد يومية بالبر والبحر.

• بالنسبة لخطورة تنفيذ بنود الاتفاق على احترام حقوق الانسان في ظل غياب ضمانات لحماية الحقوق الأساسية للمهاجرين ومعيار شامل لحقوق الإنسان وعدم تشريك منظمات المجتمع المدني في مناقشة هذا الاتفاق:

تندرج مذكرة التفاهم حول الشراكة الاستراتيجية والشاملة بين تونس والاتحاد الأوروبي في إطار تعزيز الروابط التي تجمع تونس بالاتحاد الأوروبي ولا يمكن اعتبار هذه المذكرة اتفاق هجرة، حيث تضمنت خمسة محاور تتعلق بدعم الاستقرار المالي وتعزيز العلاقات الاقتصادية والتجارية والتحول الطاقوي والتقارب بين الشعوب والهجرة والتنقل.

وبالنسبة للبند المتعلق بالتنقل والهجرة الذي تأسست عليه الادعاءات الواردة بالبلاغ المشترك فهو تنفيذ وترجمة لما آلت اليه سياسة الجوار الأوروبية الجنوبية التي بدأت عبر مسار برشلونة للشراكة الإقليمية الأورومتوسطية والاتحاد من أجل المتوسط الذي انخرطت فيه تونس منذ سنة 1995 ثم تم تعديلها بعد الربيع العربي لما شهدته مجموعة من البلدان من تحولات سياسية ومنها البلاد التونسية التي تعتبر الاتحاد الأوروبي شريكها التقليدي، توجب معها تغيير وتعديل سياسة الجوار الأوروبية وذلك سنة 2011 وتحصلت تونس بهذه المناسبة على صفة الشريك المميز منذ نوفمبر 2012. ثم أعيد النظر فيها في مرحلة لاحقة سنة 2015 بعد ما عرفت عديد البلدان وخاصة منها الأوروبية عددا من العمليات الإرهابية بما شكل خطرا على أمن هذه البلدان الأمر الذي يفسر وجود هذا البند في مذكرة التفاهم المتعلقة بالشراكة الاستراتيجية والشاملة.

ويفسر وجود هذا البند أيضا، بتفاصيل صياغته بمذكرة التفاهم، بالنظر لعدم توصل المفاوضات بين الجانبين التونسي والأوروبي الى امضاء اتفاق التبادل الحر الشامل والمعمق (ALECA) حيث لم يتناول مسألة التنقل والهجرة وخير التطرق الى هذه المسألة في اطار الشراكة من أجل حرية التنقل التي تم توقيعها في 03 ماي 2014 ووقع التفاوض عبر هذه الشراكة على امضاء اتفاقيتين مختلفتين بالتوازي مع اتفاق التبادل الحر الشامل والمعمق، تتعلق الأولى بإعادة قبول المهاجرين بينما تتعلق الثانية بتسهيل إجراءات الحصول على تأشيرة الا أن المفاوضات لم تتوصل الى نتيجة لإمضاء هذه الاتفاقيات.

وحيث جاءت مذكرة التفاهم في ظل ارتفاع نسق الهجرة غير النظامية من تونس الى أوروبا وكذلك ارتفاع عدد أفارقة جنوب الصحراء بتونس أو ما يسمى بالهجرة الوافدة، علما وأنها تمثل مرحلة مؤقتة وتأتي تمهيدا لخارطة الطريق الجديدة للفترة 2024-2027 للطرفين.

وحيث أن البلاغ المشترك الصادر عن عشرة آليات تابعة لمجلس الأمم المتحدة لحقوق الانسان يتعلق بمذكرة التفاهم بين تونس والاتحاد الأوروبي وليس باتفاقية شراكة بين الطرفين علما وأن مذكرة التفاهم ليست الزامية ولا يترتب عن مخالفتها عقوبات في حين أن اتفاقية الشراكة ملزمة للطرفين وتنتج آثارا في حالات عدم الإيفاء بالالتزامات المضمنة بها.

وتعتبر مذكرة التفاهم وثيقة سياسية وليست اتفاقية كما سبق بيانه، أي أنها توافق غير ملزم قانونا. وبالنظر الى طبيعتها تلك فهي لن تعرض على البرلمانين الأوروبي والتونسي للمصادقة علما كما هي حال الاتفاقيات الدولية. ولكي تصبح من الوثائق المعتمدة في الاتحاد الأوروبي فهي تحتاج الى التصويت علما من طرف مجلس وزراء الخارجية الأوروبي الذي يختص حسب صريح الاتفاقية المنشئة للاتحاد الأوروبي بضبط سياسته الخارجية.

وتجدر الإشارة الى أن المصفوفة التي تمّ الاتفاق عليها بين تونس والاتحاد الأوروبي لتنفيذ المحاور الخمسة الواردة بمذكرة التفاهم تمحورت أساسا، في باب الهجرة والتنقل، حول تعزيز السبل القانونية للهجرة وارساء مشاريع تنموية في المناطق المهمشة وتعزيز القدرات الوطنية للحدّ من الهجرة غير النظامية والعمل على تشجيع العودة الطوعية، مع العلم أن كلّ البرامج التي يمكن تنفيذها في إطار مذكرة التفاهم تكون محلّ توافق بين الجانبين التونسي والأوروبي، وذلك في تناسق تام مع تعهدات الدولة التونسية بمقتضى المعاهدات الدولية المصادق عليها.

وإيماناً منها بضرورة تعزيز حقوق الانسان ومبادئها التي تعدّ من ثوابت الدولة التونسية والذي يتجلى من خلال المصادقة على أغلب الاتفاقيات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، فإنّ تونس لم ولن تنخرط في أيّ منظومة أو آلية دولية أو إقليمية أو ثنائية تتعارض مع هذه الحقوق، وذلك بالرغم من تفاقم ظاهرة الهجرة غير النظامية بصفة غير مسبوقة خلال السنتين الأخيرتين. ومن هذا المنظور، جاءت مذكرة التفاهم لتكرّس هذه الحقوق من خلال التنصيب على معالجة ظاهرة التصدي لشبكات تهريب المهاجرين وفق مقاربة شاملة تضمن الكرامة الإنسانية للمهاجرين غير النظاميين.

وتجدر الإشارة الى أن المفوض السامي لحقوق الانسان توجه برسالة الى مفوضية الاتحاد الأوروبي والسلطات التونسية بتاريخ 22 أوت 2023 تتضمن مقترحات المفوضية الطرفين لتنفيذ بنود مذكرة التفاهم. وترحب الرسالة بالتزام الطرفين التونسي والأوروبي باحترام كرامة وحقوق الانسان للأشخاص الموجودين في حالات التنقل، وبسعيهما من خلال هذه المذكرة الى دفع جهود التنمية ومعالجة الأسباب الجذرية لتنقل الأشخاص بما يساهم في تعزيز احترام حقوق الانسان لهؤلاء الأشخاص.

ونظرا لأن مذكرة التفاهم هي وثيقة سياسية ولا يترتب عليها أثر قانوني، لم تر تونس والاتحاد الأوروبي جدوى من تشريك مكونات المجتمع المدني في صياغتها. هذا وقد دأبت تونس على تشريك المنظمات غير الحكومية والمجتمع المدني في متابعة العلاقات التونسية الأوروبية من خلال تنظيم حوارات تشاورية ثلاثية (تونس- الاتحاد الأوروبي المجتمع المدني) قبل انعقاد اللجان الفرعية المنبثقة عن اتفاقية الشراكة بين تونس والاتحاد الأوروبي لسنة 1995 وأخرها مشاركتها في الحوار التشاوري الذي انتظم بتونس في 25 جانفي 2023 قبل انعقاد اللجنة الفرعية المعنية بمسألة الهجرة. وتعتبر تونس الشريك الوحيد في بلدان الجوار الجنوبي الذي يعتمد المسار التشاوري مه مكونات المجتمع المدني فيما يتعلق بالتعاون مع الاتحاد الأوروبي.

II- الإجراءات والتدابير المتخذة من قبل الحكومة والهادفة لحماية حقوق الإنسان للمهاجرين، وذلك بقطع النظر

عن وضعيتهم

2.1 التدابير التشريعية:

أكدت توطئة دستور 25 جويلية 2022 على الانتماء الإفريقي للدولة التونسية، وينسجم هذا المعطى الدستوري مع مصادقة تونس منذ سنة 1966، أي بعد سنوات قليلة من استقلالها، على الاتفاقية الدولية المتعلقة بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري. وتعتبر تونس من الدول الأوائل التي صادقت على هذه الاتفاقية وذلك بمقتضى القانون عدد 70 لسنة 1966 المؤرخ في 28 نوفمبر 1966.

بالإضافة الى ذلك، تم على المستوى القانوني إصدار مجموعة من النصوص تتضمن أحكاما تتعلق بحماية حقوق الإنسان للمهاجرين، وذلك بقطع النظر عن وضعيتهم، وتمثل هذه النصوص في التالي:

- القانون الأساسي عدد 61 لسنة 2016 المؤرخ في 3 أوت 2016 المتعلق بمنع الاتجار بالأشخاص ومكافحته:

والذي يهدف إلى منع كل أشكال الاستغلال التي يمكن أن يتعرض لها الأشخاص وخاصة النساء والأطفال ومكافحتها بالوقاية من الاتجار بهم وزجر مرتكبيه وحماية ضحاياه ومساعدتهم، كما يهدف أيضا إلى دعم التنسيق الوطني والتعاون الدولي في مجال مكافحة الاتجار بالأشخاص في إطار الاتفاقيات الدولية والإقليمية والثنائية المصادق عليها من قبل الجمهورية التونسية. ولقد نص هذا القانون صراحة على أنه تدخل ضمن طائفة الاتجار بالأشخاص خضوع الشخص للاستغلال الناجم عن حالة الاستضعاف والتي من أبرز مظاهرها الوضعية غير القانونية للشخص اعتبارا لوضعيتهم الهشة وعجزهم على العودة إلى بلدانهم الأصلية مما يجعل الكثير منهم عرضة للعديد من الجرائم

- القانون الأساسي عدد 50 لسنة 2018 المؤرخ في 23 أكتوبر 2018 المتعلق بالقضاء على جميع أشكال

التمييز العنصري الذي يهدف إلى القضاء على جميع أشكال التمييز العنصري ومظاهره، حماية لكرامة الذات البشرية وتحقيقا للمساواة بين الأفراد في التمتع بالحقوق وأداء الواجبات وفقا لأحكام الدستور والمعاهدات الدولية المصادق عليها من قبل الجمهورية التونسية، حيث ضبط القانون الأساسي المذكور الإجراءات والتدابير الكفيلة بتحقيق هذا الهدف، كما حدد العقوبات المستوجبة لمخالفة أحكامه ومن بينها الأحكام المتعلقة بالتحريض على الكراهية والعنف والتفرقة ونشر الأفكار القائمة على التمييز العنصري بأي وسيلة من الوسائل.

- القانون الأساسي عدد 58 لسنة 2017 مؤرخ في 11 أوت 2017 المتعلق بمكافحة العنف ضد المرأة ويحيى

هذا القانون النساء والفتيات من جميع أنواع العنف وهو قانون شامل يتضمن الوقاية والردع والتعهد متعدد القطاعات بالنساء والفتيات ضحايا العنف.

- القانون الأساسي عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015 والمتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل

الأموال مثلما تم تنقيحه وإتمامه بالقانون الأساسي عدد 9 لسنة 2019 المؤرخ في 23 جانفي 2019: وتعتبر النقطة الثامنة من الفصل 14 لهذا القانون " مرتكبا لجريمة إرهابية كل من يقوم بالتكفير أو الدعوة إليه أو التحريض على الكراهية أو التباغض بين الأجناس والأديان والمذاهب أو الدعوة إليهما، ولقد تم التنصيص على عقوبات جزائية تتراوح بين الإعدام والسجن لمدة سنة في حالات معينة "

- المرسوم عدد 87 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الأحزاب السياسية: والذي حجر

في فصله الرابع على الأحزاب السياسية " أن تعتمد في نظامها الأساسي أو في بياناتها أو في برامجها أو في نشاطها الدعوة إلى العنف والكراهية والتعصب والتمييز على أسس دينية أو فئوية أو جنسية أو جهوية "

- المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات: والذي حجر أيضا في

فصله الرابع على الجمعيات " أن تعتمد في نظامها الأساسي أو في بياناتها أو في برامجها أو في نشاطها الدعوة إلى العنف والكراهية والتعصب والتمييز على أسس دينية أو جنسية أو جهوية "

- المرسوم عدد 115 لسنة 2011 مؤرخ في 2 نوفمبر 2011 المتعلق بحرية الصحافة والطباعة والنشر: والذي

سلط صلب فصله الثاني والخمسون عقوبة " بالسجن من عام إلى ثلاثة أعوام وبخطية من ألف إلى ألفي دينار على كل من يدعو مباشرة إلى الكراهية بين الأجناس أو الأديان أو السكان وذلك بالتحريض على التمييز واستعمال الوسائل العدائية أو العنف أو نشر أفكار قائمة على التمييز العنصري "

- المرسوم عدد 54 لسنة 2022 المؤرخ في 13 سبتمبر 2022 المتعلق بمكافحة الجرائم المتصلة بأنظمة

المعلومات والاتصال: والذي يجرم الفصل 24 منه استعمال أنظمة المعلومات للتحريض على الاعتداء على الغير أو الحث على خطاب الكراهية.

هذا إضافة إلى مصادقة الدولة التونسية على جل المعاهدات الدولية في مجال حقوق الإنسان وتكريس حقوق الإنسان للمهاجرين من خلال الانضمام إلى اتفاقية جنيف لحماية اللاجئين سنة 1957 والتوقيع على البروتوكول المكمل لها سنة 1967 وعلى اتفاقية منظمة الوحدة الإفريقية للاجئين إضافة إلى توقيع اتفاق مع المفوضية السامية لشؤون اللاجئين للأمم ومنحها سنة 2011 التمثيلية لتصبح الجهة المخولة بالنظر في مطالب اللجوء في تونس. كما تعمل بلادنا على احترام المواثيق والمعاهدات الدولية في المسائل المتصلة بحقوق الإنسان والحريات الفردية والجماعية، وهو ما تمّ تأكيده ضمن الدستور حيث تقوم المقاربة في هذا المجال على احترام سيادة القانون والتناسب بين مقتضيات الأمن القومي من جهة والحقوق والحريات من جهة أخرى.

2.2 الإجراءات والتدابير على المستوى المؤسساتي:

تكرسنا للتوجه الرامي لحماية حقوق الإنسان للمهاجرين، وذلك بقطع النظر عن وضعيتهم، يحتوي النسيج المؤسساتي التونسي على عدد من الهيئات واللجان الوطنية التي تنفذ برامج وخطط عمل في المجال، هذا فضلا عن دور الجمعيات ومنظمات المجتمع المدني في معاضدة دور الحكومة، وتتمثل أبرز هذه المؤسسات فيما يلي:

- الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص: تتولى وضع استراتيجية وطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص واقتراح الآليات الكفيلة بتنفيذها فضلا عن تلقي الإشعارات حول عمليات الاتجار بالأشخاص وإحالتها على الجهات القضائية المختصة والعمل على تنظيم الدورات التدريبية والإشراف على برامج التكوين على الصعيدين الوطني والدولي في المجالات ذات العلاقة بنشاطها، علاوة على التنسيق بين مختلف السلطات والجهات المعنية ذات العلاقة بالملف في الداخل والخارج وتجميع بيانات دقيقة وموضوعية ثم إصدار تقارير دورية شاملة في الغرض.

- الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب: وهي هيئة عمومية مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال الإداري والمالي، تتولى بالخصوص القيام بزيارات دورية منتظمة وأخرى فجئية دون سابق إعلام وفي أي وقت تختاره لأماكن الاحتجاز التي يوجد فيها أشخاص محرومون أو يمكن أن يكونوا محرومين من حريتهم، كما تتولى أيضا التأكد من خلو أماكن الاحتجاز من ممارسة التعذيب وغيره من المعاملات أو العقوبات القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، ومراقبة مدى تلاؤم ظروف الاحتجاز وتنفيذ العقوبة مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان والقوانين الوطنية، فضلا عن تلقيها للبلاغات والإشعارات حول الحالات المحتملة للتعذيب أو المعاملات أو العقوبات القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة في أماكن الاحتجاز والتقاضي بشأنها وإحالتها بحسب الحالة إلى السلطات الإدارية أو القضائية المختصة.

- الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري: وهي هيئة تسهر على تنظيم وتعديل الاتصال السمعي والبصري من خلال إرساء مشهد إعلامي تعددي ومتنوع ومتوازن يكرس قيم الحرية والعدالة وينبذ التمييز على أساس الأصل أو الجنس أو الدين، وفي هذا الإطار أطلقت الهيئة مشروع "رصد خطاب التحريض في وسائل الإعلام" من أجل التصدي للخطاب الذي يحث على العنف والكراهية والعنصرية بكل أشكالها في وسائل الإعلام، سواء أكان هذا الخطاب ظاهرا أو مخفيا والذي يتجاوز حرية التعبير وأخلاقيات المهنة، ولقد بدأت ملامح هذا المشروع تتشكل منذ أكتوبر 2015، عندما قامت الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري بدراسة تجريبية حول خطاب التحريض على الكراهية في وسائل الإعلام السمعية البصرية، اعتمادا على مقارنة حقوق الإنسان، وبالتعاون مع مكتب تونس للمفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان.

- الهيئة العليا لحقوق الإنسان والحريات الأساسية: وهي هيئة وطنية تتمتع بالشخصية القانونية والاستقلال المالي تهدف إلى النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها وترسيخ قيمها ونشر ثقافتها والإسهام في ضمان ممارستها، وتتولى لهذا الغرض بالخصوص إبداء الرأي في المسائل المتعلقة بحقوق الإنسان مع إمكانية التعهد التلقائي بأية مسألة تتعلق بدعم حقوق الإنسان والحريات الأساسية وحمايتها، ولفت الانتباه إلى الانتهاكات في هذا المجال، كما تتولى أيضا قبول العرائض والشكايات حول المسائل ذات الصلة بحقوق الإنسان والحريات الأساسية والنظر فيها والاستماع عند

الاقضاء إلى أصحابها وإحالتها إلى أية سلطة أخرى مختصة للتعهد وإعلام أصحاب العرائض والشكايات بسبل الانتصاف المتاحة لهم. وتواصل هذه الهيئة عملها في انتظار تركيز هيئة حقوق الانسان المحدثه بمقتضى القانون عدد 51 لسنة 2018 مؤرخ في 29 أكتوبر 2018

- اللجنة الوطنية لمناهضة التمييز العنصري: والتي ينتظر أن يتم إحداثها فعليا في المرحلة القادمة بعد أن تم إصدار الأمر الحكومي المحدث لها سنة 2021، وستتولى هذه اللجنة بالخصوص جمع ومتابعة مختلف المعطيات ذات العلاقة بالتمييز العنصري ورصد الاختلالات واقتراح التدابير اللازمة وبتصوّر واقتراح الاستراتيجيات والسياسات العمومية الكفيلة بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري فضلا عن التعاون مع منظمات المجتمع المدني وسائر المنظمات ذات الصلة بمناهضة جميع أشكال التمييز العنصري لمساعدتها على تنفيذ برامجها في هذا المجال.

- الهيئة العامة للسجون والإصلاح:

• الدورات التكوينية والتدريبية التي نظمتها الهيئة:

تتولى الهيئة تكوين المنتدبين تعزيز قدرات الإطارات والأعوان في مجال حقوق الانسان وذلك بادراجها كمادة قارة في كافة الدورات التكوينية المقدمة بالمدرسة الوطنية للسجون والإصلاح في المستوى القيادي والوظيفي واكتساب المؤهلات والتكوين التخصصي كما تم تنفيذ دورات تكوين تنشيطي بالوحدات السجنية والاصلاحية في مجال سبل التعهد بالفئات الهشة.

• في خصوص التدابير المتخذة احتراماً لحقوق الانسان للمرأة السجينة:

تعامل النساء السجينات بمن فيهم المهاجرات في كنف احترام حقوق الانسان ووفق ما نص عليه القانون عدد 52 لسنة 2001 المتعلق بنظام السجون وقد صدرت للغرض عديد للملحوظات والأوامر الإدارية: منشور وزاري عدد 61 بتاريخ 31 جانفي 2011 المتعلق بالحرمة الجسدية والمعنوية للمساجين، مذكرة عمل عدد 81 بتاريخ 20 أوت 2015 بشأن التوقي من أعمال التعذيب ومكافحته، أمر اداري عدد 59 بتاريخ 23 أوت 2019 المتعلق بإعلام السجين بحقوقه وواجباته واعلامه بالتراتب السجنية.

وسعيا الى مزيد

- الجمعيات ومنظمات المجتمع المدني التي تعاضد دور الحكومة: ومن أبرزها الهلال الأحمر التونسي الذي

يظطلع بدور مهم إزاء ظاهرة الهجرة، حيث يتولى بالخصوص تقديم الإمدادات واللوازم الضرورية للمهاجرين وتوفير الرعاية الصحية بما في ذلك المجال النفسي وتقديم مساعدات مالية والعمل على لم شمل العائلات إضافة إلى تقديم مختلف المعلومات الضرورية.

- وتجدر الإشارة في هذا الباب الى المشروع النموذجي لرقمنة التصرف الإداري في ملفات الأجانب بمكتب استقبال

الأجانب بالمرسى: تولت وزارة الشؤون الاجتماعية (المرصد الوطني للهجرة) ووزارة الداخلية (الإدارة العامة للأمن الوطني) وبالتعاون مع المنظمة الدولية للهجرة، إحداث مكتب نموذجي لاستقبال المهاجرين الوافدين وتأهيله بالتجهيزات المطابقة لمواصفات ICAO وتركيز المنظومة المعلوماتية بها، بغرض تحسين نوعية الخدمات المقدمة

للمهاجرين الوافدين من خلال اختزال الأجال لإسداء الخدمات والحصول على بيانات صحيحة وموثوقة عبر تطبيقات تؤمن حماية هذه المعطيات والبيانات. هذا وقد تم أداء زيارة ميدانية إلى المكتب النموذجي لاستقبال المهاجرين الوافدين بمكتب الأجانب بمنطقة الأمن العمومي بالمرسى بتاريخ 31 أكتوبر 2022 وإعطاء إشارة انطلاق العمل بالتطبيقية المعلوماتية والتجهيزات التي تم تركيزها في المكتب المذكور. كما تم تنظيم ورشة عمل لتقديم المشروع النموذجي لرقمنة التصرف الإداري في ملفات الأجانب بمكتب الأجانب بمنطقة الأمن العمومي بالمرسى وإطلاق مرحلة تعميمه، بتاريخ 25 نوفمبر 2022.

2.3 الإجراءات والتدابير على مستوى تدعيم ثقافة حقوق الإنسان للمهاجرين:

في إطار العمل على حماية حقوق الإنسان للمهاجرين بقطع النظر عن وضعيتهم، تولت عدة وزارات القيام بأنشطة هادفة إلى تدعيم ثقافة حقوق الإنسان في هذا المجال، وتتمثل أهم الأنشطة التي تم القيام بها فيما يلي:

- الأنشطة التي قامت بها وزارة الشؤون الدينية: تم بالشراكة مع مكتب تونس للمفوضية السامية لحقوق الإنسان خلال الفترة المتراوحة بين 2019 و 2021 القيام بعدة أنشطة في مجال تدعيم حقوق الإنسان للمهاجرين، وفي هذا الإطار تم في مارس وأفريل 2019 إنجاز ورشة عمل لدعم دور الوزارة في إرساء ثقافة حقوق الإنسان تم خلالها تحديد الاستراتيجية وآليات العمل وتركيز لجنة قيادة مشروع التعاون مع المفوضية لتطبيق الخطة الاستراتيجية التي تم ضبطها، وفي نفس السياق تم إنجاز ثلاث ورشات تفكير إقليمية حول "حرية الرأي والتعبير ودور الإطار الدينية في مناهضة خطاب التحريض على العنف والكراهية" في ثلاث ولايات: سوسة: أيام 12-13-14 نوفمبر 2021 / مدين (جربة): أيام 22-23 و 24 نوفمبر 2021 / ولاية جندوبة (طبرقة): أيام 29-30 و 01 ديسمبر 2021، وقد استهدفت هذه الورشات السادة الوعاظ والسادة الأئمة الخطباء لنشر ثقافة حقوق الإنسان المبنية على السلم ونبذ التمييز المنبثقان أساسا من المبادئ السمحة للدين الإسلامي.

- الأنشطة التي قامت بها وزارة التربية: بذلت الوزارة مجهودات في إطار تعزيز حقوق الإنسان للمهاجرين من خلال الجانب البيداغوجي، ومن المحاور التي تم العمل عليها في إطار تجويد التعليم، مراجعة البرامج التعليمية في اتجاه تكريس قيم حقوق الإنسان والديمقراطية والحرية والمساواة والتسامح والحوار مع الآخر وتعلم العيش المشترك ونبذ العنف والتطرف والكراهية، هذا فضلا عن تكريس قيم الانفتاح وقبول الاختلاف والتعامل وفق مبادئ المساواة ونبذ التمييز.

- الأنشطة التي قامت بها وزارة الداخلية: تم إخضاع الإطار والأعوان المكلفين بإنفاذ القانون صلب مصالح وزارة الداخلية إلى تكوين أساسي ومستمر يحتوي على محاور تدريبية في مجال احترام حقوق الإنسان والحريات العامة خاصة في أحكام تطبيق مقتضيات القانون عدد 05 لسنة 2016 المتعلق بالضمانات القانونية للمحتفظ بهم، إضافة إلى إصدار ملحوظات عمل للتذكير بضرورة احترام القانون بما يضمن تمتع الجميع بحقوقهم من ناحية واحترام حرمتهم الجسدية من ناحية أخرى.

- الأنشطة التي قامت بها وزارة الدفاع الوطني: تولت وزارة الدفاع الوطني إرساء برنامج متكامل لتدريس مادة حقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني في الأكاديميات والمدارس العسكرية خلال كامل مراحل التكوين لترسيخ المبادئ الكونية لحقوق الإنسان واحترام المواثيق الدولية، كما تتولى تكوين كبار القيادات العسكرية والمدنية بمعهد الدفاع الوطني من خلال دورات دراسية تتضمن مادة حقوق الإنسان. فضلا على مشاركة عديد الممثلين عن الوزارة في الندوات والدورات والدروس الوطنية والدولية في المجال.

- الأنشطة التي قامت بها وزارة العدل: يمثل تكوين القضاة حول معاهدات حقوق الإنسان محورا هاما في المسار التكويني لهم، إذ تم القيام بدورات دراسية للقضاة المباشرين حول المعاهدات وتطبيقها ودورات تكوينية تخصصية لفائدتهم في عدة مجالات على غرار مكافحة الاتجار بالأشخاص ومناهضة التمييز العنصري والعنف ضد المرأة. أضف إلى ذلك فلقد رصد مخطط التنمية القطاعي لوزارة العدل 2023-2025 برمجة تكوين لفائدة القضاة في مجال الهجرة على غرار دعم الحقوق والحريات ومكافحة التمييز العنصري، وذلك بهدف تلقي المهارات والقدرات اللازمة للتعامل مع قضايا الهجرة بما في ذلك المعايير القانونية لمعالجة مختلف الحالات والتعامل مع الأطراف المعنية. بالإضافة الى تلقي التدريب اللازم للحقوق الإنسانية الأساسية وكيفية تطبيقها في قضايا الهجرة.

وفي هذا الإطار تم تنظيم دورة تكوينية لفائدة قضاة السلسلة الجزائية في محاكم الجنوب خلال شهر جانفي 2024 والتي تمحورت حول الهجرة ومكافحة الاتجار بالأشخاص والتي أشرفت عليها الوزارة وشارك فيها خبراء الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص وقضاة من الرتبة الثالثة. ويتم الاعداد حاليا لتنظيم دورات تكوينية أخرى بغاية تعزيز قدرات القضاة في مجال مكافحة الهجرة وتعقب الجناة وتفكيك الشبكات الاجرامية الضالعة في تهريب المهاجرين والاتجار بالأشخاص.

كما شرعت وزارة العدل في تنفيذ مشروع "سلامة" بالتعاون مع مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة بتونس حول القدرات في شمال افريقيا حماية المهاجرين، وهو مشروع يضم مجموعة من الوزارات (الداخلية- العدل- المالية- الشؤون الاجتماعية) ويهدف هذا المشروع الى تحقيق جملة من النتائج كالتالي:

- دعم القدرات في مجال الرصد والتعرف والبحث والتتبع في جرائم تهريب المهاجرين والاتجار بالبشر مع ضمان

احترام حقوق الانسان

- تحقيق الحماية والتطور الناجع لحقوق الانسان للمهاجرين في بلدانهم الأصلية وأثناء حركات الهجرة.

- الالتجاء الى آليات التعاون الإقليمي والدولي وتبادل المعلومات التي تمكن من الرصد والتعرف والتحقيق

والتتبع الناجع لجرائم تهريب المهاجرين والاتجار بالأشخاص وفق مقاربة تعتمد على حقوق الانسان.

- تعزيز القدرات في مجال اعتراض التدفقات المالية الغير شرعية الناتجة عن الاتجار بالأشخاص.

كما تمت مكاتبة المدير العام للمعهد الأعلى للقضاء قصد الاذن بإدراج موضوع «الهجرة وحقوق الانسان» في برنامج

التكوين المستمر الموجه للقضاة المباشرين بالمعهد الأعلى للقضاء وموافاة الوزارة بمقترح يوم دراسي في الغرض.

ووقع الاتصال بالمنظمة الدولية للهجرة قصد طلب المساعدة على ترحيل المساجين المتمتعين بالسراح الشرطي والذين مازالوا يتواجدون بالسجون التونسية (عودة طوعية لبلدانهم الأصلية) في انتظار الجواب على الطلب. وتواصل الوزارة العمل على عدم منح العفو والسراح الشرطي الى المساجين الذين تعلق بهم قضايا الهجرة غير النظامية والاتجار بالأشخاص.

- الأنشطة التي قامت بها وزارة الشؤون الثقافية: في إطار مواجهة خطاب الكراهية والعنصرية والعمل على ضمان الحقوق الثقافية للمهاجرين الأفارقة تم تنظيم بعض التظاهرات الثقافية والتي تندرج ضمن احترام مبدأ التعددية الثقافية والانفتاح على مختلف الثقافات الافريقية وضمن الحقوق الثقافية للمهاجرين الأفارقة من جنوب الصحراء وتكريس ثقافة حقوق الانسان والتسامح والتلاحق بين الثقافات.

III- الإجراءات والتدابير المتخذة والهادفة إلى مزيد تدعيم حقوق الإنسان للمهاجرين منذ ظهور الأزمة

المفتعلة:

تندرج هذه الإجراءات والتدابير في إطار إيمان تونس بعمق روابطها الإفريقية، وهي تهدف إلى تسهيل إقامة المهاجرين الأفارقة بتونس، وتعزيز الإحاطة وتكثيف المساعدات الاجتماعية والصحية لفائدتهم، وتمثل هذه الإجراءات بالأساس في:

- تسليم بطاقات إقامة لمدة سنة لفائدة الطلبة من البلدان الإفريقية الشقيقة، وذلك قصد تسهيل فترة إقامتهم بالتراب التونسي وتمكينهم من التجديد الدوري لوثائقهم في آجال مناسبة.
- التمديد في وصل الإقامة من ثلاثة أشهر إلى ستة أشهر.
- تسهيل عمليات المغادرة الطوعية لمن يرغب في ذلك في إطار منظّم وبالتنسيق المسبق مع السفارات والبعثات الدبلوماسية للدول الإفريقية بتونس.
- إعفاء الأشقاء الأفارقة من دفع خطايا التأخير المستوجبة على الوافدين الذين تجاوزوا مدة الإقامة المسموح بها، وذلك في إطار العودة الطوعية.
- تعزيز الإحاطة وتكثيف المساعدات الاجتماعية والصحية والنفسية اللازمة لكافة المهاجرين واللّاجئين من الدول الإفريقية الشقيقة، وذلك عبر منظمة الهلال الأحمر التونسي ومختلف شركائها.
- ردع كل أنواع الاتّجار بالأشخاص والحدّ من ظاهرة استغلال المهاجرين غير النظاميين من خلال تكثيف حملات الرقابة.

- وضع رقم أخضر على ذمة المقيمين من مختلف الدول الإفريقية الشقيقة للإبلاغ عن أيّ تجاوز في حقهم. ومتابعة حسن تنفيذ هذه الإجراءات تم عقد جلسات عمل وزارية منتظمة بإشراف السيدة رئيسة الحكومة، انطلقت منذ فيفري 2023 وبحضور السيدات والسادة الوزراء والهيئات الحكومية وغير الحكومية المعنية بملف الهجرة. تم خلالها مناقشة مسألة الهجرة من جميع الابعاد والنظر في استعدادات مختلف الوزارات المعنية للشروع في

إرساء التأشيرة الإلكترونية وشهادة الإقامة البيومترية ومراجعة النصوص القانونية ذات الصلة بهدف تيسير الإجراءات الإدارية المتعلقة بالسفر.

كما تم أيضا خلال جلسات العمل الوزارية المذكورة التطرق إلى أبرز الخدمات الصحية التي تؤمنها الدولة التونسية للمهاجرين مهما كانت وضعياتهم، وتم للغرض تكليف منظمة الهلال الأحمر التونسي بالإحاطة بالمهاجرين من الناحية الصحية والاجتماعية والإنسانية وتقديم الدعم النفسي لهم، والعمل مع شركائها الوطنيين والدوليين على وضع برنامج توحيد الخدمات الإنسانية، عبر إرساء خمس نقاط خدمات إنسانية أولى في تونس.

وفي نفس السياق أشرفت السيدة رئيسة الحكومة السابقة على جلسات عمل مع كل من مدير إقليم الشرق الأوسط وشمال أفريقيا للاتحاد الدولي لجمعيات الصليب الأحمر والهلال الأحمر، ممثلي الهلال الأحمر التونسي، ممثلي اللجنة الدولية للصليب الأحمر، ممثلي الاتحاد الدولي لجمعيات الصليب الأحمر والهلال الأحمر والمنظمة الدولية للهجرة بتونس، المفوضية السامية للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين والمفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان في تونس.

ولقد تم خلال هذه الجلسات التأكيد على الأهمية القصوى التي توليها تونس للعمل الإنساني والتعاون في هذا المجال وتمسكها بحفظ كرامة كل طالب عون، تامين الدور الذي قام به الاتحاد الدولي لجمعيات الصليب الأحمر والهلال الأحمر في جائحة كوفيد وأثناء مجابهة الكوارث، تامين دور منظمات الهلال الأحمر والصليب الأحمر والمنظمات الأممية في تونس في مجهوداتها للمشاركة في القيام بالإغاثة والاحاطة بالمهاجرين وإيجاد حلول لكل طالبي الخدمة، الاطلاع على الخطة الوطنية للتدخل العاجل للاستجابة لطلبات المهاجرين بالشراكة مع كل المنظمات، التأكيد على أهمية تظافر الجهود على المدى القصير والمتوسط والبعيد لمزيد التنسيق قصد حل الإشكاليات المتعلقة بموضوع الهجرة بصفة عامة وغير النظامية بصفة خاصة والتأكيد على ضرورة تناول أسباب الهجرة والعمل على دعم الإدماج الاقتصادي والتمكين الاقتصادي للفئات الهشة. كما اتخذت وزارة التجارة وتنمية الصادرات عديد الإجراءات وهي:

• برمجة استقبال وفد من المؤثرين وصانعي المحتوى الأفارقة للتواصل معهم ووضع برنامج ثري باللقاءات والزيارات الميدانية لفائدتهم للتأكيد على أن إفريقيا هي العمق الاستراتيجي لتونس.

• تأهيل معبر جدير ليصبح بوابة إفريقيا.

• إدراج فعاليات استثنائية ضمن برنامج فريق تونس للتصدير موجهة للأفارقة جنوب الصحراء.

1) الإجراءات والتدابير الخصوصية الهادفة إلى حماية حقوق الإنسان للأطفال المهاجرين بتونس:

يعمل مكتب دعم قضاء الأطفال بوزارة العدل على التعاطي بجدية وبمرونة مع إشكالية الأطفال المهاجرين غير المصطحبين ويتابع السادة قضاة الأسرة والسادة قضاة الأطفال وممثلي النيابة العمومية مباشرة المسألة مع السلطات الأمنية في اتخاذ الإجراءات لفائدة الطفل في خلاف مع القانون أو الطفل المهدد أو الطفل الضحية، كتمتيهه بالحق في الرعاية الصحية والنفسية وبالحق في التمدرس إلى حين إتمام إجراءات العودة إلى بلده.

وفي نفس السياق، ينسّق مكتب دعم قضاء الأطفال مع وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن بشأن التعهد بالأطفال المهاجرين غير المصحوبين، ويتم العمل على متابعة تنفيذ جملة من التوصيات.

هذا وقد تم وضع وتنفيذ خطة عمل لحماية الأطفال المهاجرين خلال مختلف مراحل الهجرة، تحترم حقوقهم الأساسية وتنص على خيارات إدارية في إطار تنمية عادلة، والحصول على التعليم، والرعاية الصحية والترفيه.

كما تم توقيع اتفاقية شراكة بين الجمعية التونسية للدفاع عن حقوق الطفل (ATDDE)، ووزارة الأسرة والمرأة والأطفال وكبار السن، التي تشرف على إنشاء مركز يومي متعدد الخدمات يحتضن القصر غير المصحوبين بذويهم على التراب التونسي، في مجمعي الطفولة في الحفصية والكرم، والتي تعنى برعاية الأطفال في وضعية هشّة دون أي تمييز.

3- تكثيف حملات الرقابة من أجل ردع كل أنواع الاتجار بالأشخاص والحدّ من ظاهرة استغلال المهاجرين

غير النظاميين:

تم إقرار هذا الإجراء أيضا خلال جلسات العمل الوزارية المنعقدة بإشراف السيدة رئيسة الحكومة، حيث جددت السيدة رئيسة الحكومة الالتزام بمحاربة كل أشكال الاتجار بالأشخاص واستغلال المهاجرين اقتصاديا، ولقد تم للغرض الاطلاع على واقع وخصائص حالات الاتجار بالأشخاص المسجلة بتونس، لا سيما بالتزامن مع تطور تدفقات المهاجرين غير الشرعيين بين سنتي 2010 و2022، وتم التأكيد على أنّ الدولة التونسية تقدم الدعم غير المشروط لضحايا الاتجار بالأشخاص، مهما كانت أصولهم ووضعتهم، في ظل احترام سلامتهم الجسدية والنفسية وضمن سرية وحماية بياناتهم الشخصية.

4- مكافحة الاتجار بالأشخاص:

❖ التدابير المتخذة عبر الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص وتهريب المهاجرين:

تم وضع استراتيجية وطنية لمنع الاتجار بالأشخاص ومكافحته تمتد إلى سنة 2027. كما تعمل الهيئة على جمع المعطيات والبيانات والإحصائيات المتعلقة بالاتجار بالأشخاص وإحداث قاعدة بيانات بهدف استغلالها من قبل كافة المتدخلين وتيسير الاتصال بين مختلف المصالح والجهات المعنية بهذا المجال وتنسيق جهودها وتمثيلها على الصعيدين الوطني والدولي، إلى جانب تعزيز التعاون مع منظمات المجتمع المدني وسائر المنظمات ذات الصلة بمكافحة الاتجار بالأشخاص وتهريب المهاجرين ومساعدتها على تنفيذ برامجها في هذا المجال.

وبقرار من السيدة وزيرة العدل تم إرساء لجنة مختصة بمتابعة مخرجات التقرير الوطني للهيئة الأمر الذي مكن من تقليص منسوب ظاهرة الاتجار بالأشخاص بصفة ملحوظة.

وتتولى الهيئة تقديم المساعدات الضرورية والمتأكدة للضحايا بالتنسيق مع المؤسسات العمومية والمنظمات الدولية (خاصة المنظمة الدولية للهجرة وبعض الجمعيات)، وتشمل المساعدة الطبية والنفسية والاجتماعية إضافة إلى المساعدة القانونية والمساعدة في العودة الطوعية. وقد بلغ عدد المنتفعين بالمساعدات الاجتماعية (إيواء وقي) إلى

سنة 2023، 212 شخصا منهم 13 أجنبيا، فيما انتفع من المساعدات الطبية 136 شخصا منهم 40 أجنبيا، وبلغ عدد الأجانب المنتفعين من الاعفاء بالمعاليم القنصلية 41 منتفعا.

أما في خصوص المهاجرين المتواجدين والمتواجدات بالإصلاحيات والسجون فلا يميز في هذا المجال بين التونسيين والأجانب.

❖ إصدار الآلية الوطنية لتوجيه وإحالة ضحايا الاتجار بالأشخاص:

تم إصدار الآلية الوطنية لتوجيه وإحالة ضحايا الاتجار بالأشخاص بهدف مزيد تنظيم طرق التنسيق والتعاون فيما بين جميع المتدخلين مع الهيئة، وتوفير أكثر ضمانات لضحايا الاتجار والاعتراف بوضعهم القانوني وتمكينهم من المساعدة والحماية الضرورية وتعزيز قدرات المتدخلين.

ويتم ذلك عبر إصدار المبادئ التوجيهية الكفيلة بتمكين جميع الجهات المعنية (وبصفة خاصة الناقلين التجاريين ومتفقد الشغل ومدوبي حماية الطفولة والأخصائيين الاجتماعيين والنفسانيين والمصالح المكلفة بمراقبة الحدود والأجانب ووثائق الهوية والسفر والتأشيرات والإقامة) من ترصد عمليات الاتجار بالأشخاص والإبلاغ عنها

❖ مجال الوقاية من جرائم الاتجار بالأشخاص وتهريب المهاجرين:

تم انجاز العديد من البرامج ومنها:

- إصدار حقبة بيداغوجية حول "جرائم الاتجار بالأطفال" بالتعاون مع مرصد الإعلام والتوثيق والدراسات حول حماية حقوق الطفل والمنظمة الدولية للهجرة
- إصدار دليل إجرائي لفائدة أعوان الضابطة العدلية ودليل التدخلات الأولية لفائدة ضحايا الاتجار بالأشخاص
- إعداد وحدة تدريبية حول جرائم الاتجار بالأشخاص
- إعداد وثيقة "جواز الحقوق" لضحايا الاتجار بالأشخاص ووثيقة "بطاقات الحقوق" لضحايا التجار بالأشخاص
- إصدار قائمة المؤشرات العامة وقائمة المؤشرات الخاصة بأعوان الضابطة العدلية المتعلقة برصد الجرائم والتعرف على الضحايا
- إعداد وحدة تكوينية حول الهجرة وإدراجها ضمن كل الدورات التكوينية التي تنظمها وتشرف على تنظيمها الهيئة اعتبارا للعلاقة بين جرائم الاتجار بالأشخاص وتهريب المهاجرين والهجرة

❖ في مجال حماية ومساعدة ضحايا الاتجار بالأشخاص:

- تعمل الهيئة في إطار التنسيق بين كل المتدخلين وبدعم من وزارة العدل على تأمين كل أوجه الحماية والمساعدة لضحايا الاتجار بالأشخاص بما في ذلك المهاجرين الأجانب. وتتضمن
- المساعدة الطبية: لضمان التعافي الجسدي والنفساني للضحايا من خلال إقرار المشرع للضحايا حق العلاج والتداوي المجاني بالهياكل الصحية العمومية وتشمل الخدمات الطبية تقديم الرعاية النفسية المتخصصة كما تشمل الخدمات الطبية إجراء الفحوصات والتحليل المخبرية لتشخيص الآثار الناتجة عن الجريمة.

- المساعدة الاجتماعية: من خلال توفير الإيواء الآمن وتوفير خدمات الإدماج والتأهيل المهني، مع الأخذ بعين الاعتبار سن الضحايا وجنسهم وحاجياتهم الخصوصية، وتتعلق الحاجيات الخصوصية عموماً بالنساء وخاصة منهن الحوامل وحاملي الإعاقة العضوية والذهنية وحالات استضعاف ووضعيات الضحايا الأجانب.
- المساعدة القضائية: من خلال مساعدة ضحايا الاتجار للحصول على الإعانة العدلية، حيث أقر المشروع ضمن الفصل 62 من قانون 2016/61 منح الإعانة العدلية لضحايا الاتجار مباشرة الإجراءات القضائية والإدارية الكفيلة بمساعدتهم على تسوية وضعيتهم إلى جانب المرافقة القانونية ومتابعة الملفات الخاصة بالضحايا لدى السلك العمومية ومد يد المساعدة لهم لرفع العراقيل التي قد تعيق التوصل بحقوقهم.
- المساعدة والحماية الإضافية التي أقرها القانون والخاصة بالضحايا الأجانب: من خلال توفير الترجمة حيث تسعى الهيئة إلى تأمين تمتع الضحية الأجنبية بحق سماعها بحضور مترجم محلف لضمان التخاطب معها بلغة تفهمها وحتى يتسنى لها الاطلاع على جميع مراحل البحث والتحقيق وممارسة حقوقها القانونية التي حولها لها القانون. كما تعمل الهيئة على ضمان تمتع الضحايا الأجانب بفترة التعافي والتفكير التي أقرها القانون عدد 61 لسنة 2016 لفوائدهم حتى يتسنى لهم اتخاذ القرار المناسب في مباشرة الإجراءات القضائية والإدارية كما تسعى لضمان عدم ترحيل الضحايا خلال تلك المدة باعتبار أن القانون يحجر الترحيل.
- كما سعت الهيئة إلى مساعدة الضحايا الأجانب الراغبين في العودة الطوعية إلى أوطانهم وذلك مع مراعاة سلامتهم، علماً وان الفصل 8 من الأمر الحكومي المتعلق بضبط تعريفات المعاليم القنصلية نص على منح الإعفاء من معلوم تسوية الوضعية لفائدة "ضحايا الاتجار بالأشخاص الراغبين في مغادرة التراب التونسي في إطار العودة الطوعية وذلك بعد أخذ رأي الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص" عملاً بالأمر الحكومي عدد 1061 لسنة 2017 المؤرخ في 26 سبتمبر 2017 يتعلق بضبط تعريفات المعاليم القنصلية.

❖ في مجال مرافقة الضحايا في عملية الإدماج أو إعادة الإدماج:

▪ إعادة إدماج الأجانب والعودة الطوعية:

خوّل القانون الأساسي عدد 61 لسنة 2016 المؤرخ في 03 أوت 2016 والمتعلق بمنع الإتجار بالأشخاص ومكافحته جملة من الحقوق الاجتماعية للضحايا الأجانب ومنها إدماجهم اجتماعياً وضمان تعافيمهم الجسدي والنفسي، إضافة إلى حقهم في العودة الطوعية لبلدانهم الأصلية أو لبلد ثالث وتمكينهم من الإقامة المؤقتة متى اختاروا مسار التقاضي ضد المتاجرين بهم ومنع ترحيلهم. وتتخذ إعادة إدماج الضحايا الأجانب شكلين رئيسيين:

▪ إعادة الإدماج ببلد الاستقبال:

تختلف خدمات الإدماج باختلاف الطلبات والرغبات والمؤهلات المتوفرة لدى الضحايا، إضافة إلى مراعاة عامل السن وخاصة بالنسبة للأطفال.

- الإدماج النفسي: تتمتع بخدمات المتابعة النفسية من قبل الجهات المختصة كلما احتاجت الضحية إلى ذلك

بناءً على وضعيتها ونوعية الاستغلال الذي تعرضت إليه وأثره على استقرارها النفسي

- التأهيل المهني: ينتفع الضحايا الأجانب بخدمات التأهيل المهني التي توفرها مكونات المجتمع المدني في إطار اتفاقيات شراكة بين الهيئة الوطنية لمكافحة الإتجار بالأشخاص وعدد من الجمعيات، وبدعم من المنظمات الدولية المعنية التي تتكفل بمصاريف التكوين و/أو التدريب المهني في إحدى المجالات المتوفرة وتمكينهم من شهادات في الغرض تساعدهم لاحقاً على الاندماج بالدورة الاقتصادية سواء بتونس أو ببلدانهم الأصلية إذا ما قرروا العودة مستقبلاً.

- الإدماج المهني أو الاقتصادي: يقترن الإدماج المهني أو الاقتصادي بالحصول على بطاقة إقامة وقتية من الجهات المختصة ووفقاً للتشريعات الجاري بها العمل فيما يتعلق بتشغيل الأجانب مع مراعاة وضعياتهم الخاصة.

❖ إعادة الإدماج بالبلد الأصلي أو ببلد ثالث إثر العودة الطوعية:

إثر قرار العودة الطوعية، تكون عملية إعادة إدماج الأجانب ببلدانهم الأصلية، متعددة الأبعاد ذات نهج شامل يقوم على الاحتياجات ويراعي مختلف العوامل، بما في ذلك الأبعاد الاقتصادية والاجتماعية والنفسية.

مراحل إعادة إدماج الضحايا الأجانب ببلدانهم الأصلية:

عملياً تتولى الهيئة الوطنية لمكافحة الإتجار بالأشخاص:

- التنسيق مع الجمعيات (جمعية أمل للعائلة والطفل...) والمنظمة الدولية للهجرة ويتم الانطلاق في إعداد خطة إعادة إدماج الضحايا منذ تواجدهم بالتراب التونسي من خلال التأهيل النفسي والمشاركة معهم حول الآفاق والفرص المتاحة أمامهم لنجاح المشاريع المزمع بعثها ببلدانهم الأصلية.

- تنظيم ورشات تنمية بشرية (مهارات حياتية وتطوير الذات).

- تنظيم دورات تكوينية في كيفية بعث مشاريع صغيرة.

- تمويل مشاريع صغيرة، إذ تختار كل مترشحة حسب رغبتها نوع المشروع مع تحديد سقف مالي لذلك.

كما يقع متابعتهم ومرافقة الضحايا من قبل فريق متعدد الاختصاصات بالمنظمة الدولية للهجرة ببلد المنشأ لمساعدتهم وتذليل الصعوبات المتعلقة ببعث المشروع.

إعادة إدماج الأطفال الأجانب ضحايا الإتجار:

يتم التنسيق مباشرة بين الهيئة الوطنية لمكافحة الإتجار بالأشخاص و مندوب حماية الطفولة وقاضي الأسرة للنظر في وضعيات الأطفال الأجانب غير المصحوبين الذين يتبين عند التعهد بهم أنهم حلّوا بالتراب التونسي بصفة قانونية أو غير قانونية عبر قنوات الهجرة غير النظامية.

يتمتع الأطفال المذكورين بجميع الخدمات المتوفرة في المجال الصحي (تعهد نفسي وطبي) ويتم إيواؤهم بمراكز الرعاية الاجتماعية المتوفرة إلى حين تسوية وضعياتهم القانونية (خاصة أمام الصعوبات المعترضة عند عدم تحوّلهم على وثائق هوية).

يتم التنسيق مع منظمة دولية قصد تيسير ربط الصلة بعائلة الطفل ببلده الأصلي ومدى جاهزيتها أو جاهزية العائلة الموسعة لاستقباله (اقتفاء أثر الأسرة وتقييم الأسرة).

متابعة مشاريع إعادة الإدماج وتقييمها:

تعتبر المتابعة عملية منظمة ومخططة ومستمرة وفقا لخطة موضوعة توضح بها الأهداف المراد تحقيقها مع مراجعتها بشكل دوري للتأكد من أن التنفيذ يتم في الإطار الصحيح. وتتم وفقا لإجراءات محددة تم ضبطها في المجال.

❖ **الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص وتدعيم التعاون الدولي:**

تعمل الهيئة على تنشيط التعاون مع نظيراتها بالبلاد الأجنبية في مجال مكافحة الاتجار بالأشخاص حيث يتم التعاون مع هيئة مكافحة الاتجار بدولة الكوت ديفوار وجمهورية بوروندي كما أبرمت الهيئة عدة اتفاقيات تعاون مع جمعيات ومنظمات دولية من بينها منظمة أطباء العالم، المنظمة الدولية للهجرة، مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة، الشبكة الأرومتوسطية للحقوق ومجلس أوروبا وباقتراح من الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص حول أهمية إرساء آلية إقليمية لمكافحة الاتجار بالأشخاص بهدف التعرف على ضحايا الاتجار ومساعدتهم وإعادة إدماجهم ببلد المنشأ، وبدعم من وزارة العدل ومن العديد من المنظمات الدولية، تعقد حاليا سلسلة من اللقاءات الإقليمية لوضع الآليات الكفيلة بتحقيق المقترح وتبادل أنجع السبل لذلك.

❖ **تدخلات أخرى لمكافحة الاتجار بالأشخاص:**

في إطار تفعيل دور وزارة الشؤون الاجتماعية في المساعدة والإحاطة بالفئات الهشة المعرضة للاستغلال الاقتصادي، وتطبيقا للقانون عدد 61 لسنة 2016، تقوم هيكل النهوض الاجتماعي بتوفير المساعدة الاجتماعية الضرورية للضحايا الذين يتم توجيههم من الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص، من خلال خدمات الإحاطة الاجتماعية والتعهد النفسي والمساعدات الظرفية والإيواء الظرفي في الوضعيات التي تستوجب ذلك. يتركز أغلب ضحايا الاتجار الأجانب الذين تم إيوائهم بمركز الرعاية الاجتماعية للأطفال بتونس العاصمة ويقع التنسيق في شأنهم مع بعض المنظمات الدولية على غرار المنظمة الدولية للهجرة أو مكتب الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين بتونس مع الإشارة أنه يتم توجيه أغلبهم من قبل القضاء.

كما تم وضع ارقام هواتف خضراء بعدد الوزارات:

نذكر من بينها رقم أخضر برئاسة الحكومة على ذمة المقيمين من مختلف الدول الإفريقية للإبلاغ عن أي تجاوز في حقهم وللاستفسار حول مسائل مختلفة تهمهم

كما تم وضع رقم أخضر خاص بالأجانب لدى وزارة العدل في إطار الخرص على مزيد الإحاطة بالوضعيات الخاصة بالأجانب المقيمين بالبلاد التونسية وتيسير النفاذ إلى الإجراءات القانونية الخاصة بهم، حيث يسمح الخط الأخضر بتقديم المشورة القانونية والمساعدة اللازمة للأجانب المقيمين في تونس، وتقديم النصح والإرشاد حول

حقوقهم وواجباتهم والإجراءات المطلوبة منهم كما يعمل هذا الإجراء على تحسين الوصول إلى العدالة والحقوق للأجانب المقيمين في تونس، ويساعد على تعزيز الشفافية والثقة في النظام القضائي.

هذا إضافة إلى الأرقام الخضراء بوزارات الداخلية والشؤون الخارجية والتونسيين بالخارج...

كما راهنت وزارة الداخلية على أهمية دعم قدرات منتسبها لضمان حسن تطبيق القانون وتكريس كافة الضمانات المخولة للمهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء على مستوى العمل الأمني، ويمكن في هذا الإطار الإشارة إلى الحقبة التكوينية الخاصة بحقوق الإنسان على الحدود الموجهة للعاملين على الحدود وللمتعاملين مباشرة مع المهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء، وإلى الدورات التكوينية التي تم تنظيمها لفائدة أعوان قوات الأمن الداخلي من مختلف الاختصاصات والرتب حول القانون الدولي لحقوق الإنسان بما في ذلك حقوق المهاجرين، وإلى إدراج محور حقوق الإنسان بما في ذلك كل ما يتعلق بالقضاء على التمييز العنصري والإتجار بالأشخاص ضمن برامج التكوين القاعدي والأساسي بمدارس التكوين التابعة للوزارة مع العمل على إثراء أنشطة التكوين بالمسائل ذات الصلة بالجانب السلوكي والانضباطي للحد من الممارسات التي قد يكون لها مساس بحقوق الإنسان في مختلف المجالات.

وفي إطار تطبيق مقتضيات القانون الأساسي عدد 61 لسنة 2016 المذكور تولت وزارة الداخلية إحداث وحدتين مركزيتين بكل من الإدارتين العامتين للأمن والحرس الوطني تختصان بالبحث في جرائم الإتجار بالأشخاص على مستوى وطني بالإضافة إلى الفرق المختصة بالبحث في جرائم العنف ضد المرأة والطفل للأمن والحرس الوطني إذا كانت الضحية امرأة أو طفل، وقد سعت الوزارة إلى تقديم الدعم اللوجستي والبشري للوحدات المختصة بمكافحة الإتجار بالأشخاص حسب الإمكانيات المتاحة، حيث تم تعزيز العنصر البشري بها إضافة إلى تمكينها من وسائل النقل الضرورية لتيسير عملها في التعهد بالقضايا بصفة فورية، كما تسعى الهياكل المكلفة بالتكوين التابعة للوزارة إلى تعزيز قدرات منتسبي هذه الوحدات في مجال البحث والتحقيق في هذا الصنف من الجرائم ضمانا لجودة الأبحاث من جهة والتعهد الأمثل بالضحايا وحماية حقوقهم من جهة أخرى.

كما تم إدراج محور خاص بجرائم الاتجار بالأشخاص ضمن برامج التكوين الأساسي والتكوين المستمر الموجهة لمأموري الضابطة العدلية بمختلف مدارس الأمن الوطني إضافة إلى تخصيص محور تكويني ببرنامج المدرسة العليا لقوات الأمن الداخلي موجه إلى الإطارات العليا بوزارة الداخلية في المجال المذكور. كما تم تنظيم دورات تكوينية تخصصية في مجال فنيات البحث في جرائم الاتجار بالأشخاص والتعهد بالضحايا والآلية الوطنية لإحالة الضحايا.

علما وأنه في إطار سعي الوزارة لتدعيم قدرات منتسبها في مجال التعامل مع المهاجرين في نطاق القانون والاستفادة من الأدلة المرجعية المعدة من قبل الهيئة الوطنية المذكورة، تم بمقتضى ملحوظة العمل عدد 19 بتاريخ 08 ديسمبر 2023 تعميم الأدلة المرجعية في مجال مكافحة الإتجار بالأشخاص والمتمثلة في "الدليل الإجرائي الخاص بمأموري الضابطة العدلية" الذي يتضمن كتيبات تتعلق بفنيات البحث في جرائم الاتجار بالأشخاص ومبادئ التعامل مع الضحايا، و"الآلية الوطنية لإحالة ضحايا الإتجار بالأشخاص" التي تهدف إلى تحديد أدوار المتدخلين والتنسيق فيما بينهم خلال مسار التعهد بالضحايا والمرفقة بمجموعة من الأدوات والأدلة الخاصة برصد الجرائم والتعرف على

الضحايا وآليات المساعدة وإجراءات الحماية، إضافة إلى " دليل التدخلات الأولية لفائدة ضحايا الاتجار بالأشخاص " الذي يتضمن المبادئ التوجيهية وتدابير السلامة والأمن الواجب اعتمادها عند التواصل مع الضحايا.

كما تتلقى المصالح المعنية بالوزارة الإشعارات الهاتفية المتعلقة بضحايا أو شبكات الاتجار بالأشخاص أو تهريب المهاجرين الذين يمكن أن يكونوا ضحايا لتلك الجرائم وتتولى توجيه تلك الإشعارات لإدارات الاختصاص للتعهد الفوري بالوضعيات المطروحة بالتنسيق مع النيابة العمومية التي تأذن بالأبحاث للتعرف على الضحايا وضبط الضالعين في تلك العمليات، ويتم إشعار الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص من قبل كافة الوحدات الأمنية بجميع الضحايا الذين تمّ التعهد بهم وخاصة الضحايا الأجانب الذين عبروا عن رغبتهم في العودة الطوعية حيث تتولى الهيئة التنسيق مع وزارة المالية قصد تمّتعهم بالإعفاء من خطايا المعاليم القنصلية وتيسير عودتهم إلى بلدانهم الأصلية.

وعموما تندرج جملة التدابير المتخذة في إطار الحرص على تكريس كافة الضمانات المخولة للمهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء في إطار القانون والمعايير الدولية المعتمدة في الغرض

5- الحملات التوعوية والبرامج المختلفة في إطار مكافحة التمييز العنصري:

يتم تنظيم العديد من البرامج والأنشطة على غرار استكمال برنامج الشراكة مع المنظمة الدولية للهجرة حول "الرياضة من أجل الإدماج – كرة القدم ضد العنصرية" الذي امتد على فترتين من 6 نوفمبر 2020 إلى 31 جانفي 2023 ثم من غرة فيفري 2023 إلى شهر جانفي 2025، وذلك من خلال تنظيم تظاهرات رياضية وأنشطة لفائدة المهاجرين بهدف إدماجهم والحد من التوترات وذلك بكل من تونس العاصمة وسوسة وصفاقس ومدنين وجرجيس.

كما تمت برمجة دورة رياضية ثقافية نسائية ستشارك فيها عدد من النساء من دول افريقية جنوب الصحراء بالإضافة إلى أنه من المبرمج تنظيم الألعاب الإفريقية الشاطئية من 23 إلى 30 جوان 2023 بالحمامات. بالإضافة إلى تنظيم دورات تحسيسية لفائدة الشباب صلب المؤسسات الشبابية يتمثل فيما يلي:

■ تنظيم نشاط مشترك بين المجلس التونسي للاجئين والمركب الشبابي بمدنين يتمثل في بعث نوادي لغة (فرنسية وإنجليزية) تحت إشراف متطوعين من اللاجئين وشباب الجهة.

■ إعداد برنامج وطني لفائدة الشباب بالشراكة مع جمعية التربية على المواطنة حول قبول الآخر والتصدي لكل الممارسات السلبية والتجاوزات إزاء المهاجرين، وذلك في إطار نوادي التربية على المواطنة صلب دور الشباب.

كما تم تنظيم مجموعة من الأنشطة المنظمة بالمكتبات العمومية والهادفة إلى التحسيس بضرورة مكافحة خطاب الكراهية والعنصرية.

6- محاسبة مرتكبي انتهاكات حقوق الإنسان بدافع الكراهية العرقية:

تحرص مصالح الوزارة بصفة عامة من خلال هياكل التفقد على محاسبة كل من قام بتجاوزات أو سوء المعاملة أو الإفراط في استعمال القوة وذلك بالمباشرة الفورية والحينية للأبحاث في كل القضايا المتعلقة بتجاوزات منتسبها في مجال حقوق الإنسان كما تعمل على مؤاخذة كل من تثبت الأبحاث تورطه في ذلك، وفي هذا الإطار تمّ إحداث فضاء

المواطن للإنصتات والتوجيه لاستقبال وتلقي الشكايات والإنصتات لمشاغل المتضررين في مجال حقوق الإنسان والحريات العامة والرد على استفساراتهم وارشادهم وتقبل ومعالجة العرائض علما وأن التفقدية المركزية والتفقديات العامة للأسلاك الأمنية إضافة إلى الإدارة العامة لحقوق الإنسان تتولى التعهد بجميع الشكايات والعرائض المتعلقة بشبهات انتهاكات حقوق الإنسان المنسوبة لأعوان قوات الأمن الداخلي وفي صورة ثبوتها تتم مساءلة مرتكبيها إداريا وفقا لمبادئ الحياد والشفافية والموضوعية والالتزام بسيادة القانون وذلك بالتوازي مع التبعات الجزائية المستوجبة في الغرض.

مع العلم أن بعض التجاوزات التي قد تقع من طرف بعض الأفراد هي تجاوزات فردية تعمل الإدارة على محاسبة مقترفيها لضمان عدم تكرارها.

7- التدابير المتخذة لمنع انتشار الخطابات الصادرة عن الموظفين، الداعية إلى الكراهية والتمييز العنصري وكره الأجانب، بما في ذلك الخطابات الموجهة ضد المهاجرين، والتي تشكل تحريضا على التمييز:

• **مناهضة التنميط العرقي:**

في إطار مواصلة جهود الحكومة لمناهضة التنميط العرقي، تم إصدار الأمر عدد 240 لسنة 2023 المؤرخ في 16 مارس 2023 المتعلق بالمصادقة على مدونة سلوك قوات الأمن الداخلي التابعة لوزارة الداخلية، ولقد تضمنت مدونة السلوك المذكورة عدة أحكام تتعلق بمناهضة التصنيف العرقي وهي كالتالي:

• التنصيص على ضرورة أن تتولى قوات الأمن الداخلي القيام بمهامها في إطار الحياد التام ودون تمييز في معاملة الأشخاص مهما كان جنسهم، أو لونهم، أو جنسيتهم، أو أصلهم، أو وضعيتهم الاجتماعية، أو انتمائهم السياسي، أو معتقداتهم الدينية.

• التنصيص على ضرورة التزام قوات الأمن الداخلي أثناء إجراء المراقبات الترتيبية وتقديم الخدمات الإدارية بالحياد وعدم التمييز.

• التنصيص على ضرورة تعامل الأمنيين مع الأجانب وموظفي البعثات الدبلوماسية والفئات المتمتعة بالحصانة بما يتماشى مع خصوصياتهم وبما تقتضيه الاتفاقات الدولية والقانون والتراتب النافذة.

فيما يخص آليات التطبيق، فلقد تم التنصيص على أن تتخذ وزارة الداخلية الآليات العملية الكفيلة بضمان حسن تطبيق أحكام المدونة ومراقبة تطبيقها وتقييم أداء الأمنيين في الالتزام بأحكامها وتجاوز النقائص المسجلة.

• **مناهضة خطابات الكراهية:**

في إطار حرص مصالح الدولة على مكافحة مختلف الجرائم المتصلة بالمجال السيبرني الوطني بما في ذلك جرائم التحريض على الكراهية بمواقع التواصل الاجتماعي عموما، يتم حاليا الاعتماد على جملة من الآليات القانونية والإجرائية والفنية حيث تم إصدار المرسوم عدد 54 لسنة 2022 المؤرخ في 13 سبتمبر 2022 والمتعلق بمكافحة الجرائم المتصلة بأنظمة المعلومات والاتصال، الذي نظم الإجراءات المتعلقة بالبحث والتحقيق وجمع الأدلة

الإلكترونية، من خلال تعهد الوكالة الفنية للاتصالات والمصالح المختصة بوزارة الداخلية كل حسب الخدمة التي يسديها بإنجاز اختبارات البحث الصادرة عن السلطة القضائية و/أو مأموري الضابطة العدلية المأذون لهم في ذلك. عند ورود طلبات قضائية للتعريف بأصحاب ومستغلي صفحات وحسابات على شبكات التواصل الاجتماعي وغيرها من المواقع المروجة لخطاب التحريض على الكراهية، تتم إحالة طلب رسمي إلى شركة "Meta" مرفق بالإذن القضائي عن طريق نقاط الاتصال الوطنية الرسمية، علماً أنّ الشركة المذكورة لا تستجيب عموماً للطلبات الموجهة إليها إلا إذا توافقت محتواها مع سياسة الشركة "Meta" وفي حالات نادرة على غرار الطلبات المتصلة بالتوقي من أحداث إرهابية وشيكة أو الطلبات المتصلة بالاستغلال الجنسي للأطفال.

كما ترد على الهياكل المختصة التابعة لوزارة تكنولوجيا الاتصال طلبات من الجهات القضائية لحجب صفحات وحسابات والمجموعات والمواقع المروجة لمحتوى تحريضي أو عنصري. وباعتبار اعتماد كل مواقع التواصل الاجتماعي (Facebook, Twitter, Instagram...) على موزعات متعددة وعلى تقنيات تشفير تعيق عملية التعرف على المحتوى المراد حجبه، وبالنظر لتوفر عديد التطبيقات المجانية والمتاحة للعموم والتي تمكن من التخفي وتخطي الحجب، فإنه وإن بقيت عملية الحجب ممكنة فنياً، فهي غير مجدية ويمكن تخطيها باستعمال تطبيقات التخفي على غرار البروكسي (Proxy) وغيرها من الوسائل.

● التدابير المتخذة من قبل الحكومة والهادفة إلى ضمان المساواة أمام القانون والمساواة الفعلية في التمتع بالحقوق المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية، وبصورة خاصة الحق في السكن والحق في الصحة والحق في الحرية والحق في ضمان سلامة الشخص، وذلك دون تمييز على أساس العرق أو اللون أو الأصل القومي أو الإثني أو وضعيه المهاجر:

إضافة إلى مختلف التدابير والإجراءات التي تم ذكرها سابقاً والتي تكفل المساواة أمام القانون والمساواة الفعلية في التمتع بجميع الحقوق دون تمييز على أساس العرق أو اللون أو الأصل القومي أو الإثني أو وضعيه المهاجر، نجد:

● حماية الحق في الحياة والحقوق المدنية والسياسية:

على مستوى حماية الحق في الحياة، تسعى الوحدات العسكرية ووحدات حرس السواحل أثناء المهام التي تقوم بها في مجالي البحث والإنقاذ إلى تلبية نداءات الاستغاثة بالسرعة والنجاعة المطلوبتين للحفاظ على الأرواح البشرية من المخاطر التي تهدد حياتهم أثناء عبور الفضاءات البرية أو البحرية التونسية بصفة غير شرعية وذلك طبقاً للمواثيق والمعاهدات الدولية ذات العلاقة والمصادق عليها من قبل الجمهورية التونسية.

ويتم غالباً إقحام الدولة التونسية في عمليات الإنقاذ في ظل تفصي الدول الأخرى المعنية من هذه المهمة، مما يجبر الجانب التونسي على التعهد بهؤلاء المهاجرين وإرجاعهم إلى تونس.

فيما يخص الحقوق السياسية، يكفل القانون التونسي الحق في المشاركة السياسية للمواطنين التونسيين دون غيرهم (قانون الانتخاب) ويكون ذلك دون تمييز على أساس اللون أو العرق أو الاصل الاثني. وفيما يتعلق بحرية التجمع وتكوين الجمعيات، فيتمتع المهاجرين واللاجئين بحقوقهم في تأسيس الجمعيات وفي النشاط الجمعياتي وفق التشريع الجاري به العمل.

● مرفق العدالة:

رصد مخطط التنمية القطاعي لوزارة العدل 2023-2025 برمجة تكوين لفائدة القضاة في مجال الهجرة على غرار دعم الحقوق والحريات ومكافحة التمييز العنصري وذلك بهدف تلقي المهارات والقدرات اللازمة للتعامل مع قضايا الهجرة واللاجئين بما في ذلك المعايير القانونية لمعالجة مختلف الحالات والتعامل مع الأطراف المعنية بالإضافة إلى تلقي التدريب اللازم للحقوق الإنسانية الأساسية وكيفية تطبيقها في قضايا الهجرة. كما تدعم وزارة العدل الحوكمة والشفافية وفهم النصوص القانونية وهو ما يعكس التزام الوزارة بتعزيز الحوكمة وشفافية العمل القضائي وتمكين الأجانب من فهم المراجع القانونية المتعلقة بوضعيتهم والكافلة لحقوقهم. حيث تم وضع النصوص القانونية على الموقع الإلكتروني لوزارة العدل للأشخاص المعنيين بالتعرف على حقوقهم وواجباتهم وفهم الإجراءات القانونية المتعلقة بوضعيتهم. كما يساعد هذا التدبير على توفير وقت وجهد الأجانب والمحامين والقضاة في الوصول إلى المعلومات اللازمة وهذا يعزز الشفافية والعدالة في العمل القضائي ويساعد على تحسين الثقة في النظام القضائي بشكل عام.

● الحق في التعليم والتكوين المهني:

تقوم المنظومة التربوية التونسية على تكريس الحق في تعليم إجباري ومجاني لكل من هم في سن الدراسة من السادسة إلى السادسة عشر، وهو حق أساسي مضمون لكل التونسيين وحق للأجانب المقيمين على التراب التونسي دون استثناء أو تقييد أو تفضيل. وعلى هذا الأساس، فإن التحاق كل من هم في سن الدراسة سواء من التونسيين أو الأجانب حق مكفول بنصوص تشريعية منظمة، وهو مكسب ميز المنظومة التربوية التي تدعم المبادئ والقيم التي تعزز كرامة الفرد وتضمن حقوقه.

-بالنسبة للتعليم الجامعي، فيتم إسناد المقاعد والمنح للطلبة الأجانب بالجامعات العمومية التونسية اعتمادا على الاتفاقيات والعقود المبرمة بين وزارة التعليم العالي والبحث العلمي والبلد الأصلي للطلّاب أو عن طريق الترشح الفردي. وفي هذا الإطار يتمتع الطلبة الأجانب المسجلون بالجامعات العمومية بمنحة جامعية وبالخدمات الجامعية، كما يستفيدون من تخفيضات في تعريفية النقل العمومي والتمتع بالعناية الطبية والنفسية اللازمة عن طريق الضمان الاجتماعي والصحي، وينتفع الطلبة الذين لم يحصلوا على منحة جامعية بتعريفية منخفضة بجميع الخدمات الصحية بالمؤسسات العمومية. أضف إلى ذلك فإن الطالّب الأجنبي يحصل على تعليم شبه مجاني ويحق له - تماما كالطلّاب التونسي - استكمال المرحلة الجامعية الموالية إذا استوفى الشروط القانونية والبيداغوجية للقبول والتسجيل بالشهادة المطلوبة، كما يمكنه الاشتراك في النوادي الثقافية والرياضية والجمعيات في جميع المؤسسات الجامعية.

وفي إطار مزيد الإحاطة بالطلبة الدوليين، بما فيهم الطلبة الوافدين من دول إفريقية، المزاولين لدراساتهم بالمؤسسات الجامعية التونسية تولت وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بداية من شهر مارس 2023 اتخاذ جملة الإجراءات التالية:

- إحداث خلية أزمة للإحاطة بمشاغل الطلبة مع إنشاء خط أخضر للتواصل مع الوزارة 80101875 دخل حيز التنفيذ في 10 مارس 2023.

- دعوة كل المؤسسات الجامعية التي تستقبل الطلبة الدوليين إلى تحديد نقطة اتصال للإنصات والإحاطة ومتابعة وضعيات الطلبة ورفع تقارير إلى الوزارة حول نشاطها مع الإعلام الفوري للوزارة بالوضعيات التي تتطلب التدخل العاجل.

- عقد اجتماع يوم 8 مارس 2023 مع رؤساء الجامعات وممثلي المؤسسات الخاصة للتعليم العالي وممثلي جمعية الطلبة الأفارقة بتونس لحضور للاستماع لمشاكلهم ووضع خطة عمل للإحاطة بالطلبة المعنيين وتوفير السكن الجامعي بالمباني التابعة للوزارة لعدد 10 طلبة تعرضوا لإشكالات في السكن.

- سحب إجراءات القرار الرئاسي المتعلق ببطاقات الإقامة ودفع خطايا التأخير المستوجبة على الوافدين الذين تجاوزوا مدة الإقامة المسموح بها على كل الطلبة الدوليين المزاولين لدراساتهم بالمؤسسات الجامعية التونسية العمومية والخاصة مهما كانت جنسيتهم.

- تكليف الأخصائيين النفسانيين على مستوى كل جامعة ودواوين الخدمات الجامعية بالتنسيق مع نقاط الاتصال قصد التدخل عند الاقتضاء لمعالجة الوضعيات التي تستدعي ذلك.

- التعجيل بإصدار عرض الوزارة من المقاعد بالجامعة والمنح الجامعية حيث تسند الوزارة سنويا لفائدة 36 دولة إفريقية جنوب الصحراء 517 مقعدا دراسيا و291 منحة جامعية مع النظر في الترفيع في عدد المقاعد ب150 والمنح المسندة للطلبة.

- الإسراع في إجراءات إحداث الوكالة الوطنية للتوجيه وإعلام الطلبة الدوليين التي من مهامها الأساسية استقبال وتوجيه الطلبة والإحاطة بهم.

- إرسال قوائم الطلبة بالقطاع العمومي والخاص إلى وزارة الداخلية لتسهيل عملية الحصول على بطاقة الإقامة.

- تم تنظيم تظاهرات ثقافية ورياضية لإدماج الطلبة الدوليين في كل جامعة وكل ديوان للخدمات الجامعية وحث المؤسسات الجامعية الخاصة على النسج على نفس المنوال.

- بالنسبة للتكوين المهني، تخصص وزارة التشغيل والتكوين المهني سنويا قرابة 295 منحة لفائدة المتكويين والمتدربين من دول إفريقيا جنوب الصحراء لتسجيلهم بمختلف مراكز التكوين المهني التونسية الراجعة بالنظر للوكالة التونسية للتكوين المهني وذلك من خلال حصص سنوية قارة من مقاعد التكوين المهني الأساسي في إطار التعاون الدولي الثنائي

تتراوح بين 10 مقاعد و50 مقعدا بحسب ما تنصّ عليه اتفاقيات التعاون المبرمة بين الجمهورية التونسية وهذه الدول الافريقية في مجال التكوين المهني والتدريب التقني .

وبمقتضى هذه المنح والمقاعد التي تمنحها الجمهورية التونسية لفائدة هؤلاء المتكويين في مختلف الاختصاصات التي تطلبها هذه الدول الافريقية وفي مختلف المراحل من التكوين الأساسي التي تؤمّنها لهم مراكز التكوين المهني للحصول على شهادات في التكوين من شهادة مؤهل تقني مهني الى شهادة مؤهل تقني سامي، يتمتّع المتكويون من دول جنوب الصحراء المرسمين بمختلف مراكز التكوين المهني بمجانية التكوين إضافة إلى مجانية المبيت ومجانية الإعاشة دون تفرقة أو تمييز مع زملائهم المتكويين التونسيين.

كما يتم العمل على توفير الإحاطة الاجتماعية والصحيّة لهؤلاء المتكويين طيلة مدّة تكوينهم وإقامتهم بالبلاد التونسية بالنجاعة والجودة المطلوبة وتشريكهم في مختلف الأنشطة الثقافية والرياضية والترفيهية وخاصة تشريكهم ضمن أنشطة الحياة الجماعية التي يتمّ برمجتها خلال السنة التكوينية وكذلك خلال تجميعهم في فترات العطل البيداغوجية والعطل السنوية بالنسبة للمتكويين الأجانب الذين لا يتسوّى لهم قضاء العطلة السنوية في أوطانهم الأصلية ويحبّذون البقاء بتونس.

ويتمّ في افتتاح كل سنة تكوينية، برمجة يوم لاستقبال المتكويين الجدد تتمّ خلاله القيام بأنشطة ثقافية واعداد وجبات الأكل من قبل المتكويين الأجانب بأنفسهم وذلك في إطار الاطلاع على المخزون الحضاري لبلدان المنشأ ومن بينها بلدان إفريقيا جنوب الصحراء بهدف تلاقح الحضارات وتقاسم القيم الكونية من أجل توحيد القيم الإنسانية واحترام ثقافة وتراث الآخر والاستفادة من الأفكار الجديدة ونبذ مظاهر التمييز.

وتتنظم بصفة دورية خلايا إنصات من قبل المؤطرين والمستشارين النفسيين بمختلف مراكز التكوين المهني التابعة للوكالة التونسية للتكوين المهني للتعرفّ على المشاغل والصعوبات التي يمكن أن يتعرضّ لها المتكويون وخاصة منهم المقيمين بالمبيلات.

• الحق في الصحة:

تكريسا لأحكام الدستور التي تضمن الحق في الصحة لكل إنسان، تسعى وزارة الصحة من خلال هيكلها المختصة إلى تكثيف الجهود واتخاذ التدابير اللازمة لتمكين جميع الأجانب المقيمين في تونس من الاستفادة بالخدمات الصحية الملائمة لحالتهم.

وفي هذا الإطار وتبعا لمعاينة بعض الصعوبات التي يتعرضّ لها الأجانب طالبي الخدمات الصحية، أصدرت وزارة الصحة بتاريخ 19 مارس 2019 منشورا يتعلّق بتنظيم عملية الاستقبال والإحاطة الصحية بالمهاجرين بالهياكل الصحية العمومية، تم بمقتضاه إقرار جملة من الإجراءات المتعلقة بالرعاية الصحية المقدمة لتلك الفئة وذلك من خلال حث الهياكل الصحية العمومية على:

- تأمين حسن استقبال المهاجرين والتكفل بهم في كنف الاحترام لحقوقهم الأساسية وكرامتهم البشرية ودون أي تمييز إزاءهم مع إيلاء عناية خاصة بالفئات الهشة منهم على غرار النساء الحوامل والأطفال والمسنين والمعوقين وضحايا الإتجار بالبشر،

- الإسراع بتقديم لخدمات الصحية للمهاجرين الوافدين على أقسام الاستعجالي وعدم تعطيل التكفل بهم ولو في غياب أي وثيقة تتعلق بالحالة المدنية أو بطاقة العلاج الخاصة بهم عند قبولهم على أن تتم تسوية الإجراءات الإدارية الخاصة بمصاريف العلاج لاحقا بعد تقديم الخدمات الصحية الضرورية.

هذا وتجدر الإشارة إلى أنّ المهاجرين ينتفعون بصفة مجانية بالخدمات الصحية الوقائية كالتلقيح وخدمات الصحة الإنجابية ومكافحة السيدا والأمراض المنقولة جنسيا وغيرها من الخدمات الأخرى.

● الحق في السكن:

لا وجود لشروط على أساس الأصل العرقي أو القومي أو لون المنتفع أو نسبه تتعلق بامتلاك مسكن أو الحصول على تمويل لبنائه، وعلى هذا الأساس فإنه يمكن للأجانب تملك العقارات السكنية بعد الحصول على ترخيص مسبق.

● الحق في التشغيل:

ينص الفصل 263 من مجلة الشغل على أن العامل الأجنبي "ينتفع بنفس الحقوق ويخضع لنفس الواجبات الناجمة عن العلاقة الشغلية والمنطبقة على العامل التونسي". كما تنص الفصول 258 إلى 268 من نفس المجلة على كيفية تشغيل الأجانب بتونس والإجراءات المتبعة لحماية حقوقهم. أضف إلى ذلك، يتم تطبيق عدة قوانين خصوصية تتعلق بتشغيل الأجانب بتونس على غرار قانون الاستثمار لسنة 2016 ومجلة المحروقات ومجلة المناجم وهي قوانين تحمي وتوفر العمل اللائق للمهاجر.

وفي إطار الإجراءات وخطط العمل المعتمدة من قبل وزارة التشغيل والتكوين المهني لتيسير حصول المهاجرين على فرص عمل مؤجر أو مستقل أو الانتفاع بالتكوين المهني، فتجدر الملاحظة أن الوزارة وبالإضافة إلى التكوين المهني لفائدة المهاجرين فإنها تقدم خدمتين ألا وهي: الانتفاع بترخيص للعمل المؤجر أو المستقل، المرافقة في العمل المستقل (أحداث المؤسسات للحساب الخاص).

-فيما يخص الحصول على ترخيص للعمل: تقوم الإدارة العامة للتوظيف بالخارج واليد العاملة الأجنبية بدراسة الملفات المقدمة مباشرة أو عن بعد، من طرف صاحب الخدمة إذا كان المهاجر باعث مشروع أو من طرف المؤجر إذا كان المهاجر أجيروا.

-فيما يخص المرافقة في العمل المستقل: إحداث مشروع للحساب الخاص: يتم توجيه المهاجر الذي يتقدم بطلب للعمل المستقل إلى شريك ببرنامج الإدماج الاقتصادي على غرار المنظمة الدولية للهجرة أو الجمعيات المختصة على غرار الجمعية الإيطالية CEFA وحسب وضعية المهاجر تتم مرافقته من خلال التكوين في بعث المشاريع وتوفير التمويل الضروري له من طرف المنظمات وجمعيات الناشطة في مجال الإحاطة وإدماج المهاجرين.

-الإجراءات المتخذة من قبل تفقدية الشغل لحماية حقوق العمال الأجانب وتحسين ظروف العمل والحماية الاجتماعية للعمال المهاجرين: تحدد المادة 3 من الاتفاقية الدولية رقم 81 والفصل 4 من قانون العمل، مهام خدمات تفقد الشغل بوضوح ويستند نشاط تفقدية الشغل في تونس على الرقابة والمعلومات والمشورة وصنع القرار.

ويضطلع متفقدو الشغل بدور ضمان تطبيق الأحكام القانونية المتعلقة بظروف العمل وحماية العمال في ممارستهم لمهنتهم وتوفير المعلومات والمشورة التقنية للمشغلين والعمال بشأن للامتثال للأحكام القانونية وإعلام السلطات المختصة على أوجه القصور أو التجاوزات غير المشمولة تحديدا بالأحكام القانونية القائمة.

في ضوء الأحكام ذات الصلة بالصكوك القانونية الوطنية (قانون العمل ونصوصه التنفيذية) والصكوك القانونية الدولية (اتفاقيات وتوصيات منظمة العمل الدولية) تتمثل إحدى الوظائف الأساسية لتفقدية الشغل في ضمان تطبيق القوانين والأنظمة والاتفاقيات المتعلقة بظروف العمل وحماية العمال في ممارستهم لمهنتهم، بما فيهم العمال الأجانب.

ويواجه متفقدو الشغل في ممارستهم لواجباتهم المعتادة حالات من الاتجار/والتجاوزات في أماكن العمل أو حالات تشير إلى خطر استغلال العمال الأجانب ويمكن لمتفقد الشغل في نطاق مهامهم المشاركة في أنشطة مكافحة الاتجار بما في ذلك الوقاية، وتحديد الأشخاص المتجر بهم، والتحقيق في الحالات المشتبه فيها.

ويتدخل تفقد الشغل في كامل مجالات علاقة العمل: انتظام العمال وتنظيم العمل ومدته والسلامة المهنية والبيئية والصحية وتوظيف النساء والأطفال والمعوقين والحوار الاجتماعي وظروف العمل والمعدات.

خلال 2022، قامت تفقدية الشغل بما مجموعه 31.817 زيارة تفقدية شملت 410.960 موظفا، بما فيهم 378.829 امرأة.

خلال سنة 2023، تم تنظيم حملة رصد وتوعية في جميع المؤسسات التي تخضع لقانون الشغل تعتمد على مقارنة تدريجية تدريجي تستند في مرحلة أولى على التوعية والتحسيس (توضيح مفهوم حقوق العمال المهاجرين واحترام استحقاقاتهم) وفي المراحل اللاحقة، وفي صورة عدم الامتثال للأحكام القانونية يتم توجيه تنبيهات رسمية إلى أصحاب العمل، وإذا لم يتم تسوية محاضر المخالفات الضارة التي تعرض العمال لظروف غير لائقة تقدم المحاضر إلى النيابة العمومية من أجل البت في أوضاع العمال الأجانب تطبيقا للمواد 258-2 من مجلة الشغل.

أثناء هذه الحملة، أجريت 391 زيارة التقى خلالها متفقدو الشغل بـ 139 عاملاً أجنبياً من بينهم 118 من بلدان جنوب الصحراء الكبرى تمت صياغة 122 توصية لتسوية الوضع التعاقدى للعمال مع خدمات وزارة التشغيل والتكوين المهني، وتم إرسال 59 إشعاراً و31 محضر ضد أصحاب العمل المخالفين.

وتجدر الإشارة إلى أن تفقدية الشغل لم تجد أي شكل من أشكال الاتجار أو جرائم التمييز في الأجور.

• الخدمات الاجتماعية لفائدة المهاجرين:

تقدم مراكز الإحاطة والتوجيه الاجتماعي خدماتها لعدد من الفئات الهشة من بينهم الأشخاص الذين لا عائل ولا مأوى لهم، فاقدى السند المادي والمعنوي، الأمهات العازبات، الأطفال المهددون، المهاجرون غير الشرعيون، اللاجئون، ضحايا الإتجار بالبشر.

وتقوم المؤسسة بدراسة الأوضاع الاجتماعية والنفسية للمقيمين واتخاذ الاجراءات الميسرة لمساعدتهم بالتنسيق والتعاون مع الهياكل القضائية والإدارية والجمعياتية المعنية.

وتواصل وزارة الشؤون الاجتماعية الالتزام بشكل متزايد من خلال مؤسساتها وهيكلها الاجتماعية المختلفة برعاية المهاجرين الذين يعانون من صعوبات الاندماج بالتعاون مع مختلف الوزارات العاملة في نفس المجال (العدل والداخلية) ومع المنظمات الدولية (المنظمة الدولية للهجرة، مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين، واليونسيف) وكذلك المجتمع المدني.

مع العلم وأن المهاجرون الذين يتم إيوائهم في المراكز يعتبرون مستضعفين ويعانون من صعوبات ويعاملون بنفس الطريقة التي يعامل بها المقيمون التونسيون، ويتمتعون بنفس الحقوق، سواء في الحصول على الرعاية أو الدعم النفسي والاجتماعي، وذلك على الرغم من صعوبات التواصل معهم بسبب تحدثهم بلهجتهم المحلية.

لذلك يتم تنفيذ برامج بناء القدرات وأعمال الإشراف بشكل مستمر لصالح العاملين المعنيين بحماية حقوق المهاجرين (الوصول إلى العدالة والرعاية الخاصة) بدعم من المنظمات الدولية، فضلا عن التعاون مع المنظمات من حيث دعم المؤسسات التي تأوي المهاجرين.

وختاما،

تجدد الدولة التونسية دعوتها إلى عدم التّغاضي عن جهودها المتواصلة في مجال مكافحة التّمييز العنصري، وإلى التّعامل مع مسألة الهجرة وفق مقاربة شاملة، حتى يتسنى حلّ مشاكل الهجرة وجعلها هجرة آمنة وكريمة ونظامية في كنف احترام سيادة الدّول ومصالح شعوبها.